

GOUVERNEMENT : DU DÉLESTAGE À STAOUELI À LA BONNE GOUVERNANCE P.2

Tiaret

**Un mort et 40
blessés dans un
accident d'autocar**

P. 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Fin du 87 bis LES NOUVEAUX SALAIRES À PARTIR DE CE MOIS P.3



Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
P. 12 à 15

Le mirage
de la singularité financière



PAR ROBERT J. SHILLER

Lauréat du prix Nobel
en économie de 2013

Le plan de privatisation rancunier
de l'Europe pour la Grèce

Le funeste et perpétuel
report de la restructuration
de la dette grecque



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances
de la Grèce

Pour la défense de Varoufakis



PAR MED A. EL-ERIAN

Conseiller économique en chef
d'Allianz et membre de son Comité
exécutif international

Sauver la Grèce, sauver l'Europe



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur à l'Université de Californie,
Berkeley et à l'Université de Cambridge

Les porte-parole de la dépression



PAR J. BRADFORD DELONG

Professeur d'économie à l'Université
de Californie à Berkeley

L'obsession allemande



PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire et d'affaires
internationales à l'Université de Princeton

LES MISES EN GARDE DU PARTI DE BENFLIS

P. 4



Situation politique,
économique et sécuritaire
CLIGNOTANTS
AU «ROUGE»,
SELON LE RCD P. 4

DES ISLAMISTES
CRÉENT UN
NOUVEAU PÔLE P. 4

Gouvernement

Du délestage à Staoueli à la bonne gouvernance

Les habitants de la ville côtière de Staoueli ont bloqué la rue vendredi dernier pour protester contre les récurrentes coupures de l'électricité et une liste de distribution de logements sociaux.

Ghania Oukazi

On ne saura ni combien ils étaient ni vers où ils voulaient se diriger tant l'anarchie était totale, mais ils sont sortis pour exprimer leur mécontentement contre les coupures d'électricité qu'ils jugent insupportables et la distribution de logements sociaux dont la liste est, selon eux, loin d'être fiable. Vendredi, Staoueli a rappelé la colère qu'il a couvée en janvier 2011 lorsque les prix de l'huile et du sucre avaient flambé. Si la remise en cause des listes de distribution de logements sociaux est courante à travers l'ensemble du territoire national depuis plusieurs années, celle des coupures de l'électricité avaient disparues pendant longtemps pour ressurgir cet été notamment depuis que les températures excèdent leurs niveaux « normaux ». Il est clair que l'utilisation des climatiseurs connaît un essor effréné. Beaucoup de familles en ont même placé dans leur cuisine, encore plus depuis le début de ramadhan. Délestage ou coupure d'électricité pour assurer la maintenance technique des équipements, le phénomène est récurrent et détestable. L'on sait qu'il existe des commerçants véreux qui coupent le courant électrique dans leurs magasins pendant la nuit pour économiser quelques dinars sans se soucier de mettre en danger les consommateurs qui achètent des produits périssables dont la fraîcheur et la salubrité ne sont assurées que si la chaîne de froid ne s'interrompt pas. Les pouvoirs publics font cependant de même en procédant aux coupures d'électricité d'une manière anarchique sans prévenir les usagers mais aussi sans se soucier de la dégradation de grandes quantités de produits alimentaires. Les services de la Sonelgaz restent silencieux aux appels des citoyens qui veulent savoir combien va durer une coupure. Ils le sont aussi restés à nos appels. Même le service presse de l'entreprise ne répond pas. Le ministère de tutelle n'a eu de cesse les dernières années de se vanter d'avoir réglé ces problèmes en procédant aux raccordements au réseau d'électrification et aux placements de centrales « puissantes » même dans les lieux les plus reculés du pays. Il faut croire que les responsables ne se lassent jamais de faire dans un optimisme béat et d'ignorer les problèmes les plus élémentaires des citoyens. Aucun d'eux ne semble s'être mêlé au moins une fois aux multiples tracasseries dans lesquels s'enfoncent quotidiennement toutes les régions du pays. Le wali, les premiers qui doit bien voir que la wilaya qu'il dirige est devenue un dépotoir et se noie dans les poubelles. Autre désagrément, les embouteillages qui bouchent la moindre rue ne sont pas seulement dans la capitale mais dans la plus petite localité urbaine.

OPTIMISME DU GOUVERNEMENT ET GOULOTS D'ÉTRANGLEMENTS

L'on n'entend plus parler de « plan de circulation ». Le gouvernement a l'air d'avoir baissé les bras devant le déferlement d'un nombre impressionnant de voitures. L'augmentation du nombre de véhicules lui permet de faire le dos rond et de l'avancer comme cause fatale du blocage de tous les circuits routiers, y compris sur la fameuse autoroute Est-Ouest. Des ministres se targuent de mettre toute leur intelligence dans la négociation d'un projet de construction automobile étrangère en Algérie sans pour autant que d'autres réfléchissent sur comment permettre au parc existant de

circuler sans bloquer toute une capitale. L'Algérie n'est pas le seul pays à travers le monde qui a plus de voitures qu'il peut en contenir. A la différence que les autres réfléchissent quotidiennement à une gestion efficace de la circulation routière. « Les services de sécurité en faction sur les axes routiers n'ont même pas pensé à changer leurs dispositifs en fonction de la saison estivale où le nombre de véhicules et de personnes augmentent incontestablement », relevaient des diplomates étrangers qui cherchaient une plage « où on pourrait mettre les pieds ». Sauf peut-être du côté du littoral ouest où les automobilistes sont détournés du circuit initial pour rejoindre l'autoroute, une décision loin d'être intelligente. Partout, les voitures vont dans tous les sens, même en présence de gendarmes, bloquant souvent des circuits routiers pendant de longues heures sans qu'aucun responsable ne s'en soucie. « Normal, eux, ils utilisent les gyrophares pour passer, ils ne savent pas ce que c'est les bouchons », se plaignent des estivants. Le gouvernement devrait mettre les pieds sur terre et prendre les problèmes quotidiens des citoyens au sérieux. Le comble c'est qu'en pensant travailler au profit des populations, ils les poussent encore plus vers des goulots d'étranglements sans possibilité de s'en sortir.

Le mécontentement exprimé vendredi dernier à Staoueli a pesé de tout son poids dans une région où la déferlante des estivants, en voitures, sur des motos et même à pieds, la haute température, le fort taux d'humidité et le lourd cordon sécuritaire (tous corps confondus) semblent aspirer le moindre souffle d'air. Simple fait du hasard ou recouplement recherché, en 2011, les citoyens de Staoueli qui manifestaient contre la cherté de l'huile et du sucre avaient juré avoir vu au même moment Saïd Bouteflika déambulant dans sa voiture et scrutant ce qui se passait. Les émeutes de vendredi dans cette même côte ouest ont été menées quelques jours à peine après que la rumeur faisant état d'un attentat contre ce même Saïd Bouteflika à Zéralda (jouxant Staoueli), avait fait le tour du pays et du monde. Aujourd'hui, on en parle encore à n'importe quelle occasion.

LES PRÉROGATIVES SANS LIMITES DU PRÉSIDENT

Tentative d'assassinat pour provoquer un coup d'Etat ? Règlements de comptes pour éliminer quelqu'un qui dérange grandement ? Ballon-sonde d'officines ou alors rumeur d'estivants ? Des bribes d'informations laissent entendre que le frère du président n'a eu la vie sauve que grâce à son chauffeur qui a réussi à dépasser les feux nourris qui ont été déclenchés au passage de la voiture. L'on avance même que des armes avaient été trouvées à l'entrée de la résidence d'Etat de Zéralda. Hallucinations, bavardages de cafés, illusion collective, il est évident que la réponse n'est à portée d'aucune main. « Seul Dieu et les Bouteflika le savent... et encore ! », s'est exclamé un haut fonctionnaire. Des voix ont susurré que les Bouteflika ont monté un scénario pour procéder aux changements dans les plus hautes instances des services de sécurité. « Ceux qui le pensent n'ont rien compris au fonctionnement et à l'exercice du pouvoir notamment depuis 2004 », nous disait jeudi dernier un haut gradé. L'histoire a bien retenu que le patron des services des renseignements dont le visage reste pratiquement inconnu par le commun des mortels, a été accusé de faute grave par



ANALYSE

Kharroubi Habib

L'occupation matrice de violence et de barbarie

Il n'y avait rien de crédible dans la déclaration faite vendredi par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en réaction à l'acte abominable commis en Cisjordanie par des colons juifs qui ont allumé un incendie dans le village de Douma qui a provoqué la mort d'un bébé palestinien brûlé vif. Qui peut croire en effet qu'il considère comme il l'a prétendu que les criminels qui ont allumé l'incendie sont des terroristes et que l'Etat qu'il dirige les traquera et les jugera en tant que tels ?

François Hollande est apparemment de ceux qui ont foi aux promesses de Netanyahu puisqu'il a affirmé que celui-ci a dit « ce qu'il fallait dire » après l'abomination qui a horrifié et endeuillé les Palestiniens. Certes, le président français a condamné le crime qu'ont commis les colons juifs, mais il a par son jugement approuvé la déclaration de Netanyahu volé au secours de ce dernier accusé par le président palestinien Mahmoud Abbas de prôner et de conduire une politique à l'égard du peuple palestinien qui encourage les agressions contre lui et assure quasi systématiquement l'impunité à leurs auteurs.

Que l'on se souvienne que le même François Hollande a émis des condamnations autrement plus franchises s'agissant du rapt de trois adolescents israéliens qui a donné prétexte à Israël de lancer l'été dernier sa énième agression contre la bande de Gaza. Il n'avait pas alors trouvé que Mahmoud Abbas avait dit ce qu'il fallait dire en l'occurrence bien que celui-ci avait condamné avec la dernière fermeté l'enlèvement. Au contraire, Hollande s'était adonné à

une perfide démonétisation des déclarations du président Abbas et de l'Autorité palestinienne auxquels le Premier ministre israélien a imputé une part de responsabilité dans la montée alors des tensions en Palestine et d'attentats survenus en Israël.

S'il allait de soi pour le président français qu'il y a eu une part de responsabilité des autorités palestiniennes dans les actes de violence ayant ciblé des citoyens israéliens, il n'en va pas pour autant pour ce qui est de ceux dont sont victimes les Palestiniens de la responsabilité desquels il exonère Netanyahu et l'Etat sioniste.

Le monde entier sait que le peuple palestinien est victime d'une violence d'Etat dont celles commises par les religieux extrémistes juifs et les colons israéliens ne sont qu'un des aspects. La violence israélienne anti-palestiniens est consubstantielle à la politique d'occupation qui est celle de l'Etat sioniste. Il n'y a aucune humanité à attendre de cet Etat et des extrémistes et colons israéliens. S'en tenir à condamner les actes criminels qui se commettent contre les Palestiniens sans dénoncer l'occupation israélienne et en exiger l'abandon, revient à occulter que ces actes trouvent leur légitimité pour leurs auteurs qu'ils ne font que défendre un droit « historique » que les Palestiniens contestent aux Juifs. Tant que la pression la plus contraignante n'est pas mise sur Israël pour qu'il mette fin à l'occupation des territoires palestiniens, l'oppression, la terreur et la barbarie que subit leur population ne cesseront pas par seule humanité dont on nous bassine que l'Etat sioniste et son peuple sont pétris.

l'inculte secrétaire général du FLN sans qu'il ne soit banni des rangs de ce parti comme l'a été son prédécesseur Belkhadem pour on ne sait quoi. C'était quand même le premier signe fort de la débâcle du DRS. Il est certain que les conséquences d'un tel processus de désagrégation, et elles doivent bien exister, ne peuvent être ni signées ni précisées encore moins assumées publiquement par ceux qui les subissent. Par contre, ils savent que ceux qui l'ont programmé ont toute latitude de l'achever.

Beaucoup de responsables rappellent les dispositions de la Constitution pour démontrer que le chef de l'Etat à des pouvoirs sans limites pour nommer et limoger qui il veut sans en préciser les motifs. « Il est le chef suprême des forces armées de la République, responsable de la Défense nationale, (...) arrête et conduit la politique extérieure de la Nation, (...) nomme le 1^{er} ministre et met fin à ses fonctions, dispose du droit de grâce, de remise ou de commutation de peine, (...) nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat, (...) les responsables des organes de sécurité(...) », stipulent les articles 77 et 78 de la Constitution. L'on note que lorsqu'il avait décidé de mettre fin au règne de Larbi Belkheir alors directeur de son cabinet à la présidence de la République en le déclassant de son statut de « faiseur de rois », à celui de simple ambassadeur à Rabat, il n'avait « monté » aucun scénario. Une simple incompatibilité d'humeur entre son frère et « le Cardinal de Frenda » aurait suffi pour éli-

miner un général « janviériste » qui avait marqué de sa griffe la gestion des affaires les plus lourdes de l'Etat. Belkheir avait été pratiquement le premier militaire qui avait enclenché le processus d'intronisation de Bouteflika à la tête de la présidence de la République. « Je pensais le connaître mais il a des réactions qui m'intriguent », avait-il avoué un jour à son proche entourage.

QUAND L'ETAT PRIVATISÉ FAIT UNE FAVEUR AUX CITOYENS

L'histoire pourra en parler peut-être un jour. Ce qui est sûr, c'est que depuis que la scabreuse histoire d'un éventuel attentat contre Saïd Bouteflika a fait le tour de l'Algérie et des médias étrangers, les dispositifs sécuritaires ont été lourdement renforcés imposant leur diktat aux simples citoyens et rétrécissant de plus en plus les espaces publics au profit des hommes du pouvoir. Cet été, il ne faut surtout pas espérer prendre le raccourci liant Club des Pins-Moretti-Sidi Fredj pourtant ouvert à la circulation « publique ». Il n'a pas suffi aux responsables de doubler les barrages de la gendarmerie devant toutes les issues menant à la zone d'Etat mais ont placé d'autres de sociétés de gardiennage dont les agents sont choisis probablement pour leur insolence et leur mal-éducation. Ils sont dédaigneux, arrogants, méchants et même vulgaires. « Même si c'est un colonel ou même un général, il ne passera pas s'il n'a pas une autorisation », répé-

tait l'un d'entre eux devant des citoyens qui voulaient comprendre pourquoi n'avaient-ils plus le droit d'emprunter un tronçon public. « Je vous fais un faveur », nous avait dit leur chef avant de nous laisser passer. L'on se demande depuis quand est-ce une faveur de laisser passer des citoyens dans des rues publiques d'autant que le tronçon en question contourne et ne donne nullement accès à la zone d'Etat. « Leur vie est plus chère que la nôtre », nous disait un père de famille que les agents de sécurité avaient remballé avec une incorrection inouïe. Bien lotis dans leur « Club », les responsables, tous rangs confondus, se fichent de privatiser encore plus les espaces publics pour leur seul profit. Ils ont même bloqué des lois pourtant signées pour laisser les jeunes accaparer des rues, propriété de l'Etat, et imposer à leur guise, bâton en main, des tarifs de stationnement aux usagers. « Aujourd'hui, c'est 100 DA parce que le prix du pétrole a baissé et l'euro a augmenté », avait dit un jeune à un conducteur qui lui avait tendu 50 DA. « Aimons-nous les uns les autres, cultivons la culture de la paix, arrêtons de nous détester et de nous haïr les uns les autres », n'a de cesse de répéter le 1^{er} ministre dans toutes ses tournées à travers le pays. « Haine » entretenue vraisemblablement pour étouffer les citoyens avec des mesures dont les bienfaits bénéficient aux seuls détenteurs de pouvoirs civils et militaires. A entendre ces ministres parler, c'est à croire que le gouvernement ne vit pas en Algérie.

Tirage du N°6291
119.001 exempl.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Fin du 87 bis Les nouveaux salaires à partir de ce mois



Yazid Alilat

L'abrogation effective de l'article 87-bis du code du travail 11-90 est entrée en vigueur hier samedi 1er août. C'est le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui l'avait officialisée au mois de Ramadhan dernier en annonçant que cette mesure, attendue en fait pour le 1er janvier 2015 selon les décisions de la Tripartite de septembre 2014, sera effective à partir du 1er Août 2015. L'abrogation de l'article 87-bis du code du travail "sera appliquée dès le mois d'août prochain, malgré la chute des prix du pétrole", avait indiqué M. Sellal, avant de souligner que "l'application de cet article bénéficiera notamment aux bas salaires". En fait, c'est au mois de mars dernier que le ministre du Travail Mohamed El Ghazi avait affirmé que la décision d'abroger le 87-bis entrera en vigueur en août 2015 avec effet rétroactif à partir du 1er janvier de la même année. Il a également indiqué que le nombre de travailleurs de la fonction publique concernés par cette décision est de 1,4 million, ainsi que deux millions de salariés du secteur économique, soit globalement 3,4 millions de travailleurs. "Aucun salarié ne percevra désormais une rémunération inférieure au salaire national minimum garanti (SNMG) arrêté actuellement à 18 000 DA", avait précisé le ministre du Travail. La suppression de l'article 87-bis, introduit en 1994 pour brider les salaires sur injonction du FMI lorsque l'Algérie avait négocié un plan d'ajustement structurel (PAS) auprès du Fonds, qui avait exigé justement des conditions sociales draconiennes, va coûter au Trésor public quelque 7 milliards de dinars, y compris les rappels depuis janvier 2015. Les augmentations de salaires, selon les catégories de travailleurs, vont osciller en moyenne entre 3 000 et 8 000 dinars et concerneront au moins 36 catégories de la fonction publique et des corps communs. Et, plus concrètement, les catégories socioprofessionnelles qui sont directement concernées par cette mesure sont celles des personnels d'exécution, "les bas salaires", selon l'UGTA, qui a expliqué qu'il y aura "une augmentation salariale conséquente, parfois le double". Dans la fonction publique, les catégories salariales des échelons de 1 à 10 sont di-

rectement concernées par l'abrogation de l'article 87-bis. Le Salaire national minimum garanti (SNMG) sera dès lors aligné pour tous à 18 000 dinars, selon le nouveau texte, et plus aucun travailleur ne devrait toucher moins que ce seuil de 18 000 dinars mensuels. Mais, le retard dans la mise en oeuvre de cette décision, négociée par l'UGTA notamment lors de la dernière Tripartite, s'explique par la nécessité de déterminer les éléments constitutifs du nouveau SNMG.

Selon donc l'article 2 du décret exécutif (n°15-59 du 18 Rabie Ethani 1436 correspondant au 8 février 2015), "le salaire national minimum garanti (SNMG) comprend le salaire de base, les indemnités et primes de toute nature". Mais, le même article précise un peu plus loin : «à l'exclusion de celles (primes) se rapportant aux remboursements de frais engagés par le travailleur, l'expérience professionnelle ou toute indemnité rémunérant l'ancienneté, l'organisation du travail concernant le travail posté, le service permanent et les heures supplémentaires, aux conditions d'isolement, au rendement, à l'intéressement ou à la participation aux résultats ayant un caractère individuel ou collectif". Autrement dit, les nouvelles primes ne seront pas intégrées dans le salaire de base, mais ajoutées en tant qu'éléments de calcul pour fixer le salaire global brut, qui est assujéti aux prélèvements de l'assurance obligatoire et l'IRG, ou l'impôt sur le salaire. Ce décret exécutif fixant la «technicité» de l'application du nouveau salaire national minimum garanti (SNMG), a été publié au mois de février dernier, sans que soit appliquée la mesure. Dans le Journal officiel daté du 8 juillet 2015 correspondant au 21 ramadhan 1436, un décret exécutif signé par le Premier ministre le 6 juillet ajoute un article 2-bis spécifiant que "le présent décret prend effet à partir du 1er janvier 2015". Autrement dit, tous les travailleurs concernés par l'application de l'abrogation du 87-bis percevront un rappel depuis janvier 2015. Selon l'économiste Abdelhak Lamiri, la suppression définitive du 87-bis va se traduire par un accroissement de 10 à 20% de la masse salariale des entreprises, une hausse de l'inflation qui pourrait avoisiner les 20%, alors que les importations devraient être revues à la hausse.

Le ministre de l'Habitat rassure La Grande mosquée d'Alger sera réceptionnée dans les délais

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmajid Tebboune, a indiqué samedi que le gros oeuvre de la Grande mosquée d'Alger est achevé à 65%, estimant qu'elle sera réceptionnée "dans les délais impartis", soit en septembre 2016. Lors d'une visite d'inspection au chantier, le ministre a constaté que la cadence des travaux a augmenté depuis quelques mois et que «le gros oeuvre est achevé à 65%». «Ce projet est complexe», a indiqué le ministre qui a demandé à l'entreprise chinoise chargée de la réalisation (CSCEC) de la Grande mosquée d'Alger de maintenir la cadence actuelle des travaux, en constatant une hausse significative de coulage du béton, qui est passé de 12.000 m³ à 15.000 m³. «C'est ainsi qu'on peut rattraper le retard de 18 mois enregistré par le projet», a-t-il ajouté pour achever dans les délais les travaux de construction de Djamaa El-Djazaïr, doté d'une salle de prière de plus de 20.000 m² pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles. Le ministre a par ailleurs souligné que cette infrastructure sera dotée de sa propre centrale électrique et son approvisionnement en eau pour être autonome. Le ministre a relevé éga-



lement que les ouvriers commencent à préparer la pose des charpentes au niveau de la coupole de la salle des prières alors que les autres parties du projet comme la bibliothèque et Dar El Qoran sont à des stades divers d'avancement à commencer par les travaux de ferrailage et de coffrage. Au niveau du minaret, haut de 270 m, 44 m ont été réalisés et le reste sera réalisé en charpente métallique. Le projet a démarré après la signature officielle, le 28 février 2012, du marché entre l'Agence nationale de réalisation et de gestion de Djamaa El-Djazaïr (Anargema) et l'entreprise CSCEC pour le réaliser en trois ans et demi contre un financement de plus de 100 milliards de DA (environ 1

milliard d'euros). S'étendant sur plus de 20 hectares, la Grande mosquée d'Alger compte douze bâtiments indépendants dont une salle de prière, une esplanade et un minaret d'une hauteur de 270 m, une bibliothèque (2.000 places), un centre culturel, une Maison du Coran (300 places), un musée d'art et d'histoire islamiques, un parking de 6.000 véhicules, des bâtiments administratifs, ainsi que des espaces réservés à la restauration. Par ailleurs, M. Tebboune a affirmé que les souscripteurs au projet AADL 2001/2002 ainsi que les souscripteurs pour les logements promotionnels publics (LPP) recevront leurs pré-affectations à partir de décembre prochain.

Raina
Raïkoum

El yazid Dib

Grine et le prix du Président

Un prix n'est pas un passage au paradis. C'est juste un encart en médaillon. Au plus un chèque. Un jury n'est pas une académie. C'est juste un ensemble qui juge et qui décerne l'apothéose. Un ministre est juste, à cette occasion, un donneur d'honneur. Au plus un encadreur. Dans une cour d'assises on tire au sort les jurés. Ici, dans ce prix, on les nomme. On les installe. Etre assesseur ne fait pas forcément un cœur de métier. Ça profile un siège d'expérience, de sentence et de virtuose. Arbitrer le travail d'un journaliste professionnel obligatoirement détenteur de la carte « green » sans l'être en soi tout en refusant aux démunis d'y approcher n'est-ce pas là une gageure ?

«Professionnel»? En faire d'une pratique un emploi peut toutefois ne pas s'apparenter à un professionnalisme. Alors, que le faire parfois en extra-territorialité ou en des conditions usuelles donne du punch et de la hauteur. L'habitude est une seconde profession. Le chroniqueur, un professionnel du mot. Son employeur est son instinct. Le chroniqueur essaye toujours d'apprivoiser son surligneur par tout style utile au discernement de la déveine qui se réveille la nuit ou l'angoisse qui s'excite à la pointe de chaque aurore. Il n'est pas journaliste. Démuni peut-être de sa « carte », attache-mains malgré son identité publique, il n'est pas censé faire son pointage aux heures de rédaction. Il s'inspire de tout. Y compris de la composition des jurys et des commissions ad-hoc. Pourtant c'est lui qui arrive chaque jour, chaque semaine au coin d'une page pour brailler autrement ce que l'actualité tente de ne pas dire. Son talent est loin d'être un reportage ou une duplication d'un fait du jour. Il va par le simple mot, utile et déplaisant, déverrouiller une fois la sacralité des symboles, une autre celle des manitous.

sa propre petite personne le dérèglement qui l'entoure. On le compartimente dans les épithètes les plus véniels. Il se joue des règles syntaxiques, canoniques. Il les pend l'humeur de l'heure et, partant, rend visible l'acte d'abêtir davantage la bêtise sociale et fait entrapercevoir aux uns la ternissure des autres. Le ministre semble bien privilégier le rang au talent. Le statut au don. Il a bien exercé la passion des écrits solitaires et épars. Venant de la profondeur de la lettre, il s'enfoncé dans l'institution du protocole. Le prix du président de la République institué récemment peut être un jalon dans la tangente professionnelle. Il est pluridisciplinaire, multilingue, polymédiatique. Allant de l'écrit et toutes ses problématiques figures à l'image jusqu'au son ; toute œuvre est capitale et majestueuse. Son jury aurait été l'identique des pièces à évaluer. Il suffit d'en avoir du déchiffrement, de la vision et de la bonne ouïe. Les mêmes ne peuvent se faire valider aux mêmes tâches. Le pays et ses paysages sont variés, riches et adeptes. Le « jury indépendant composé de personnalités réputées » n'exclut pas ceux qui font les rubriques de pages et qui ne représentent rien et ne sont aucunement mandatés par des firmes ou établissements. Ils ont cependant en unique réputation, celle qui fait d'eux des non abonnés aux recrutements éphémères. C'est un peu comme ce générique de « personnalités nationales » que l'on rabâche chaque recours ou secours d'une échéance. Un faire-valoir. On y sent de la proximité, du geste d'amadouer et du glissement vers l'hypothétique pax médiatique. Et si le Nobel de la paix était attribué aux professionnels de la guerre qui doivent produire...de la paix.

Importations

Une cellule pour un meilleur contrôle aux frontières

Une cellule chargée d'engager une réflexion approfondie pour la mise à niveau du dispositif juridique et organisationnel régissant le contrôle aux frontières a été mise en place sur instruction du ministre du Commerce, Bakhti Belaïb. Cette décision a été prise lors d'une séance de travail, tenue jeudi dernier à Alger, regroupant M. Belaïb avec les chefs d'inspection du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes aux frontières, a indiqué

samedi un communiqué du ministère du Commerce. Cette réunion a été consacrée à l'évaluation de l'activité du contrôle aux frontières et à l'examen des conditions de travail dans lesquelles exercent ces agents contrôleurs. A cette occasion, M. Belaïb a donné des orientations pour une prise en charge efficiente du contrôle des produits importés, selon la même source. Dans ce sens, il a mis l'accent notamment sur les différentes questions liées à la protection de

la santé, à la sécurité des consommateurs ainsi qu'à la lutte contre le phénomène de la contrefaçon, tout en insistant sur le fait que des mesures appropriées doivent être développées pour assurer une réelle protection des consommateurs. Par ailleurs, il a appelé les services de contrôle aux frontières à réserver un traitement diligent aux dossiers présentés par les opérateurs et se mobiliser davantage pour la protection de l'économie nationale, précise le communiqué.

Les mises en garde du parti de Benflis

R. N.

Réuni le 1^{er} août, le Bureau politique de Talaïou El Houriyet, le parti de Ali Benflis, a évoqué plusieurs questions de l'heure dont la « crise de Ghardaïa », « l'attentat terroriste perpétré dans la région de Ain Defla », et « la loi de finances complémentaire » 2015.

Le BP de Talaïou El Houriyet a relevé que la situation à Ghardaïa est la « conséquence directe de la vacance du pouvoir et de l'état de carence institutionnelle qu'elle a entraîné » mettant « les pouvoirs publics dans l'incapacité d'assumer l'intégralité de leurs responsabilités », dans cette région où la crise est récurrente « depuis plus de deux longues années ». Pour le parti de Benflis, « ce foyer de tension » procède « d'un déni de citoyenneté et d'un déficit de la représentation démocratique », soulignant « l'impérieuse nécessité d'un traitement politique ».

Concernant la situation sécuritaire, prévalant dans le pays, le parti « a exprimé sa totale condamnation de l'attentat terroriste, perpétré contre des forces de l'Armée nationale populaire, dans la région de Ain Defla ». « Il a rendu hommage aux forces armées de la République ainsi qu'à l'ensemble des autres services de sécurité du pays, pour le haut degré de détermination, d'abnégation et de sacrifice dont ils témoignent, dans l'accomplissement de leur devoir de protection et de défense de la Nation ». Cependant, le parti de Benflis met en garde « contre les discours politiques triomphalistes et lénifiants sur la défaite consommée du terrorisme

» qui « entretiennent la démobilisation et la baisse de la vigilance ». Il a, également, estimé que le défi du terrorisme « ne saurait être relevé, effectivement, outre son traitement sécuritaire, que par des choix politiques, clairs et sans concession sur les valeurs d'ouverture, de progrès et de tolérance de notre société ».

Sur l'adoption de la loi de finance complémentaire 2015, Talaïou El Houriyet « a déploré le recours à cette procédure législative unilatérale, autoritaire et injustifiée qui prive les citoyennes et les citoyens du nécessaire débat au sujet de la stratégie de riposte à la crise énergétique mondiale qui concerne toute la Nation ». Sur le fond, il exprime sa « profonde préoccupation » sur « le caractère dérisoire des mesures annoncées, au regard de la gravité exceptionnelle de cette crise ». Le parti dit regretter « que la crise énergétique mondiale actuelle n'ait pas été saisie comme une occasion propice à l'introduction de réformes structurelles profondes » pour « la construction d'une économie moderne et d'un Etat prospère ».

Au cours de sa réunion, le BP de Talaïou El Houriyet a, également, passé en revue un exposé sur les réunions du Pôle des Forces du Changement et de l'Instance de Concertation et du Suivi de l'Opposition (ICSO). « Il s'est félicité de l'adhésion de Talaïou El Houriyet au Pôle des Forces du Changement dont il a salué la remarquable cohésion autour du projet de changement démocratique » et a appelé « à l'élargissement et à la consolidation de ses rangs autour de ce projet salubre pour la Nation, toute entière ».

Situation politique, économique et sécuritaire Clignotants au «rouge», selon le RCD

Abdelkrim Zerzouri

Le ton inquiet, voire alarmant, le RCD dresse un sombre tableau à la suite des derniers développements intervenus sur la scène politique nationale. Disséquant la situation du pays, à tous les niveaux, le RCD note dans un communiqué sanctionnant les travaux de son secrétariat national, réuni le 31 juillet dernier, que « les récents limogeages opérés dans les corps constitués de l'Etat, la répression à Ghardaïa et les menées terroristes désormais de moins en moins confinées en Kabylie ne sont pas de nature à rassurer les populations livrées à l'instrumentalisation de l'intox et de la rumeur orchestrées parfois par les institutions elles-mêmes ». Sur le volet économique, le RCD soutient que « la crise financière née de la dégringolade des prix des hydrocarbures met à nu l'indigence de la politique économique du pays » et lance dans ce sens des critiques acerbes contre les dernières décisions du gouvernement qui, souligne son communiqué, « pense avoir trouvé la parade en sortant du chapeau l'amnistie fiscale ». Ajoutant dans ce contexte qu'« il est vain de croire à un assainissement et une orientation de la sphère économique vers la production et l'effort sans le renvoi d'un système qui perdure par le captage de la rente, l'achat des consciences et la corruption ». Le RCD considère encore, à ce titre, que « l'effolement perceptible à travers les discours et les orientations économiques contradictoires dénote de la poursuite de la dégra-

dation de la gouvernance algérienne ». La situation dans la vallée du Mzab, une région qui, selon le RCD, se trouve livrée « aux forces mafieuses et obscurantistes », n'a pas été en reste dans le diagnostic alarmant rendu par le secrétariat du RCD. Le communiqué n'a pas manqué, aussi, de s'insurger contre « la mise sous mandat de dépôt de l'ex-maire de Berriane, Nacerdine Hadjadj, secrétaire national à l'aménagement du territoire du RCD, victime de harcèlements judiciaires depuis 2007 ». Ainsi, le communiqué en question soutiendra que « le pays a, plus que jamais, besoin d'institutions légitimes et crédibles pour mener à bien les réformes structurelles nécessaires pour l'avènement d'un Etat de droit et à l'amorce du développement ». Réitérant dans ce sillage son appel à « une transition pacifique et démocratique où les élections à tous les niveaux, y compris celle d'un président légitime, sont confiées à une instance nationale indépendante qui pilote, organise et gère le processus électoral dans son intégralité et dans ses détails ». Non sans faire l'éloge de la CNLTD, qualifiée de « cadre de concertation et d'action loin des conflits idéologiques... », laissant à chaque parti « son autonomie pleine et entière sur les voies et moyens de faire avancer son propre programme ». Presque une caution à peine voilée en faveur de l'initiative du leader du MSP, M. Abderrazak Mokri, dont le récent contact mené en solo avec le conseiller du président de la République, M. Ahmed Ouyahia, a provoqué de profonds remous au sein de la CNLTD.

Des islamistes créent un nouveau pôle

Une nouvelle initiative visant à réunir les militants du courant islamiste a été lancée, samedi à Alger, pour instaurer un dialogue visant à « diagnostiquer la réalité et servir l'avenir », en présence de prédicateurs et hommes politiques appartenant à ce courant. Dans une allocution devant les participants à cette rencontre, M. Abdallah Djaballah a souligné que son intervention sera à titre personnel et non pas en sa qualité de dirigeant d'un parti politique et que

cette initiative émane d'individus et non pas d'organisations ou partis politiques. « Les précédentes initiatives des organisations et partis politiques ont été vouées à l'échec », a-t-il reconnu. Précisant que cette démarche s'inscrivait dans le prolongement des initiatives similaires qu'a connues l'Algérie depuis les années 1970 et qui ont été vouées à l'échec, M. Djaballah a affirmé que cette nouvelle initiative vise à sensibiliser à la coopération pour diagnostiquer la

réalité et servir l'avenir. « Pour servir l'avenir du pays et du peuple, il faut instaurer un dialogue sur les repères et l'aspect organisationnel du mouvement afin de permettre au courant islamiste, cette fois-ci, de trouver les meilleures formes structurelles et organisationnelles pour réaliser les objectifs escomptés. Selon le communiqué lu devant l'assistance au début de la rencontre, cette initiative qui « n'exclut personne » appelle au rejet de la discorde et à l'unité.

«El Islah» se démarque

M. Aziza

Le mouvement 'El Islah' s'est démarqué de l'initiative prise par les dissidents du parti, appelant à la création d'un pôle, regroupant des partis politiques et des personnalités islamistes, parmi eux, Abdallah Djaballah, président du Front de la justice et le développement (FJD). Au moment, où les initiateurs de ce projet ont tenu hier, leur réunion pour la création de ce nouveau pôle dit « islamiste », le mouvement 'El-Islah' convoquait les membres de son bureau national, pour une réunion ordinaire, avec au menu un débat sur les questions de l'heure, notamment « les changements opérés, au sein de l'armée », « la situation économique et

financière du pays », « l'amnistie fiscale déguisée » et « la réforme de l'Ecole ». Le secrétaire général du mouvement 'El Islah', Fillali Ghouini, a affirmé que l'idée de créer « un pôle islamiste » ne concerne, ni de loin, ni de près le mouvement 'El Islah'. Il affirme que « cette initiative concerne, probablement, un autre parti ». Pour Ghouini, il ne s'agit, nullement, de créer un « nouveau pôle islamiste », mais précise-t-il, les initiateurs de ce projet, veulent, tout simplement, rassembler leurs membres pour la création d'un nouveau parti ou pour rassembler ceux qui sont en rangs dispersés. Le SG du parti 'El Islah' dit reconnaître deux cadres à travers lesquels exercent les partis islamistes ; « le premier ca-

dre regroupe l'Alliance de l'Algérie verte (MSP, Ennahda, et El Islah) et l'autre au sein de la Coordination nationale pour les Libertés et la Transition démocratique (CNLDT) ». Après cette mise au point, le secrétaire général du mouvement 'El-Islah', Filali Ghouini, a affiché ses craintes par rapport aux derniers changements opérés dans les corps des walis, et le retour de certaines personnalités politiques, sur la scène politique, suivis des changements opérés, au sein de l'armée. Il soupçonne une tentative de rééquilibrage de certaines forces, sur la scène politique et des instances des décisions « on a des craintes sur la possibilité de déstabiliser l'institution militaire » a-t-il avancé.

Décès de l'ancien ministre des Moudjahidine, Brahim Chibout

L'ancien ministre des Moudjahidine, Brahim Chibout, s'est éteint hier matin à Alger à l'âge de 89 ans. Il devra être inhumé aujourd'hui au cimetière d'El Koubia à Skikda. Le défunt s'était illustré durant la lutte de libération nationale en prenant part à l'of-

fensive du 20 août 1955 aux côtés du colonel Zighoud Youcef, l'architecte de cet assaut, dont il était le secrétaire particulier. D'ailleurs, il a consacré à ce dernier un ouvrage sous le titre "Zighoud Youcef" dans lequel il retrace l'épopée de ce grand héros

de la révolution et chef de la wilaya II historique.

Chibout Brahim a également été président de l'APN, député de Skikda et ministre des Moudjahidine dans différents gouvernements.

A. Boudrouma

Batna

Collision entre deux véhicules, huit blessés

Huit personnes ont été blessées lors d'une collision entre deux véhicules, survenue, samedi, en début d'après-midi sur la RN88, reliant les wilayas de Batna et Khenchela, près de Timgad, (Batna), a-t-on appris, auprès de la Protection civile. La collision,

puis le renversement de ces véhicules de tourisme se sont produits au lieu-dit 'Thenia El Hamra' dans la commune d'Ouyoun El Assafir, a précisé la même source. Les victimes de cet accident âgées entre 7 et 66 ans dont certains étaient dans un état grave, ont été éva-

cuées vers le Centre hospitalo-universitaire (CHU) du chef-lieu de wilaya, pour les soins urgents, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de Sécurité, territorialement, compétents pour déterminer les causes exactes de cet accident.

Tiaret

Un mort et 40 blessés dans un accident d'autocar

Une personne a été tuée et quarante autres blessées, dans un grave accident de la circulation impliquant un autocar de transport de voyageurs et un véhicule léger de marque Peugeot 205, survenu hier, en milieu de journée, sur la RN40, a-t-on appris auprès de l'Unité principale de la Protection civile. Selon les infor-

mations recueillies, l'autocar en provenance de Batna, à destination de Sidi Bel-Abbès a heurté de plein fouet un véhicule léger, à hauteur d'un virage incurvé, près de la localité de Mahdia.

La Protection civile a mobilisé plusieurs ambulances pour l'évacuation des 40 blessés, âgés entre 4 et 65 ans, vers les hôpi-

taux de Mahdia et Sougueur. Au moins 6 personnes, dont un enfant, grièvement touchés, ont été transférées vers le CHU d'Oran. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale, pour déterminer les circonstances exactes de ce énième drame de la route.

El-Houari Dilmi

Accidents de la circulation 19 morts et 79 blessés en 48 heures

Dix-neuf personnes sont mortes et 79 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures, selon un bilan rendu public samedi par la Protection civile. Par ailleurs, 12 cas de noyade ont été enregistrés par les

mêmes services durant la même période dans les plages de Mostaganem (5 cas), Jijel (2), Oran (1), Tipaza (1), Tizi Ouzou (1), Boumerdès (1) et Tlemcen (1), ajoute la même source. La Protection civile signale également 6 autres cas de noyade dans des réserves

d'eaux, mares et retenues collinaires à Bechar, Tlemcen, Ain-Defla, Tiaret, El Oued et Sidi Bel-Abbès. Les unités de la Protection civile sont intervenues, en outre, pour l'extinction de 61 incendies de forêts, 8 incendies de bottes de foin et 5 incendies d'arbres fruitiers.

Nouvelles échauffourées après une journée meurtrière dans les territoires palestiniens



Par Sarah Benhaida de l'AFP

Des échauffourées entre Palestiniens et forces de l'ordre israéliennes ont secoué Jérusalem et la Cisjordanie occupée dans la nuit de vendredi-samedi à l'issue d'une journée meurtrière marquée par la mort de trois jeunes Palestiniens, dont un bébé brûlé vif par des extrémistes juifs. Le nouveau cycle de violences a été déclenché vendredi à l'aube lorsque des hommes masqués ont lancé des cocktails Molotov par la fenêtre de la maison de la famille Dawabcheh, dans le nord de la Cisjordanie occupée. Aussitôt, la petite habitation a été réduite à un tas de cendres, de même qu'une maison voisine -vide au moment de l'attaque. Ali, 18 mois, est mort brûlé vif, et aujourd'hui, ses deux parents, Saad et Riham, et son frère, Ahmed, quatre ans, se débattent entre la vie et la mort. Saad Dawabcheh, brûlé au troisième degré sur 90% de son corps, est dans "un état critique", a indiqué à l'AFP l'hôpital de Beer-Sheva, dans le sud d'Israël. Quant à son épouse et à son fils, ils sont "dans un état très grave et leurs vies sont en danger", selon l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv, contacté par l'AFP.

«TERRORISTES JUIFS»

Cette attaque, menée par des "terroristes juifs", selon les mots d'une rare dureté de la part des autorités israéliennes, est la dernière d'une longue liste de représailles menées par l'extrême droite israélienne et les colons. Mercredi, Israël détruisait deux maisons en construction dans la colonie de Bet-El, près de Ramallah --mais annonçait en construire "immédiatement" 300 autres. Deux jours plus tard, la maison des Dawabcheh était attaquée et les assaillants recouvraient les murs d'une étoile de David et de slogans évoquant la "vengeance" et le "prix à payer", le label utilisé par ces activistes. A chaque mesure qu'ils estiment les léser, ils s'en prennent à des Palestiniens, des Arabes israéliens, des lieux de culte chrétiens et musulmans et parfois même à l'armée israélienne dans les Territoires occupés.

La plupart de ces attaques sont restées impunies et c'est là la raison pour laquelle elles se poursuivent, assurent, unanimes, militants des droits de l'Homme, Palestiniens et communauté internationale. Mais vendredi, face à la consternation devant les images du petit corps emmaillotté dans un drapeau palestinien pour cacher des

brûlures insoutenables, les dirigeants israéliens, le Premier ministre Benjamin Netanyahu en tête, ont tous dénoncé un acte "terroriste". M. Netanyahu ainsi que le président Reuven Rivlin ont, fait exceptionnel, rendu visite à Riham et Ahmed Dawabcheh.

Le Premier ministre a même appelé le président palestinien Mahmoud Abbas pour lui assurer que justice serait faite. "Je doute, a répondu M. Abbas, qu'Israël mette en oeuvre une véritable justice", et c'est pour cela que les Palestiniens doivent remettre samedi un dossier à la Cour pénale internationale (CPI) contenant les éléments sur ce nouveau "crime de guerre" d'Israël, selon eux.

CONSTERNATION EN ISRAËL

Vendredi, journée traditionnelle de mobilisation, les manifestations ont tourné aux cortèges funéraires en hommage au bébé devenu pour les Palestiniens le nouveau symbole de la violence des colons --responsables selon l'Autorité palestinienne de 11.000 attaques ces 10 dernières années.

Ces défilés ont ensuite dégénéré en affrontements avec les forces israéliennes. Un adolescent palestinien, touché par une balle de l'armée dans le camp de réfugiés de Jalazoune, qui borde Ramallah, a succombé dans la nuit.

Un autre adolescent a été fauché par une balle de l'armée israélienne, cette fois à Gaza, l'armée expliquant qu'il s'était approché trop près du mur séparant Israël de l'enclave palestinienne. Dans la nuit, une dizaine de Palestiniens ont été légèrement blessés lors d'échauffourées à Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël, selon l'agence palestinienne. Et samedi à la mi-journée, colons et Palestiniens s'affrontaient dans un village du nord de la Cisjordanie.

Si l'émotion a été aussi vive parmi les Israéliens, c'est parce que cette journée de violences a succédé à un autre événement sanglant: jeudi soir, un orthodoxe juif a blessé à coups de couteau six personnes, dont une adolescente, lors de la Gay pride à Jérusalem. L'homme venait de purger 10 années de prison pour une attaque similaire qui avait fait trois blessés lors de la Gay pride en 2005. Dès vendredi matin, de nombreux appels étaient lancés sur les réseaux sociaux pour un rassemblement prévu samedi soir à Tel-Aviv sous le mot d'ordre "Stop à la haine". "Il faut que nous disions haut et fort que les incitations à la haine de l'extrême droite tue", assurent les organisateurs sur leur page Facebook.

L'énigme du MH370 suspendue aux analyses d'un fragment d'aile en France

Le fragment d'aile d'avion retrouvé à La Réunion était en route samedi pour Toulouse (sud-ouest), où il doit être analysé pour déterminer s'il appartient au Boeing 777 de la Malaysia Airlines et tenter de lever le voile sur la disparition du vol MH370 avec 239 personnes à bord. Trois jours après sa découverte sur une plage de l'île française à l'ouest de l'océan Indien, le débris long de deux mètres, emballé dans une caisse, est arrivé en métropole à 04H17 GMT à l'aéroport parisien d'Orly par un vol régulier d'Air France. Un convoi escorté par la gendarmerie a ensuite pris la route à 06H00 GMT, selon une source préfectorale, en direction de la banlieue de Toulouse,

où il sera expertisé dans un laboratoire dépendant du ministère de la Défense.

Les investigations sur ce flaperon, volet bordant l'aile d'un avion que les pilotes actionnent au décollage ou à l'atterrissage, débiteront mercredi après-midi. Leur durée n'a pas été précisée.

Quatre responsables malaisiens, dont le directeur de l'aviation civile Azharuddin Abdul Rahman et des représentants de la compagnie Malaysian Airlines, sont déjà à Paris. Ils participeront lundi, avec un représentant de la justice malaisienne, à une réunion à huis clos avec un des trois magistrats français chargés de l'enquête, un membre du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) et les

gendarmes français. "Nous nous rendrons à Toulouse d'ici deux jours.

Nous espérons vérifier mercredi si le flaperon provient du MH370 ou pas", a déclaré M. Azharuddin à l'AFP. L'avionneur américain Boeing va également dépêcher une équipe "technique" pour participer à l'expertise de cette pièce marquée de l'inscription "657BB", qui correspond à celle d'un flaperon de B777. Aucun autre accident aérien n'a impliqué ce type d'appareil dans cette région du monde. Des morceaux d'une valise retrouvée sur la même plage au lendemain de la découverte du morceau d'avion doivent eux être analysés dans un laboratoire de la gendarmerie, en région parisienne.

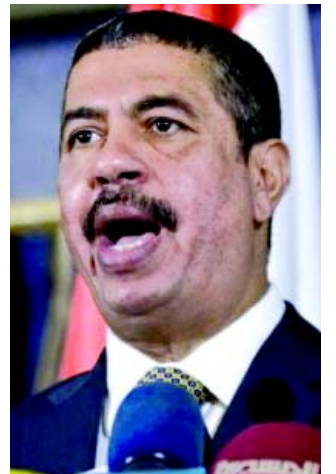
Yémen

Le chef du gouvernement en exil rentre à Aden

Le chef du gouvernement yéménite Khaled Bahah, en exil Arabie saoudite, est rentré samedi à Aden, la grande ville du sud du Yémen reconquise il y a deux semaines par les forces loyalistes, qui combattent depuis quatre mois les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran. M. Bahah, également vice-président de la République, est arrivé à l'aéroport d'Aden à bord d'un avion militaire saoudien en provenance de Ryad, où le président Abd Rabbo Mansour Hadi et son gouvernement se sont exilés fin mars sous la pression des rebelles chiites qui progressaient dans le sud du Yémen. Il s'agit du plus haut responsable yéménite à rentrer à Aden depuis l'annonce à la mi-juillet de la reconquête de cette ville portuaire.

M. Bahah avait été récemment précédé par des membres de son gouvernement revenus pour pacifier la ville et remettre en état les infrastructures, lourdement endommagées par le conflit armé. Dans une brève déclaration, M. Bahah a indiqué que sa présence confirmait "la libération d'Aden et la normalisation de la vie" dans cette ville, ajoutant qu'il allait "se rendre au chevet de blessés", victimes de la guerre.

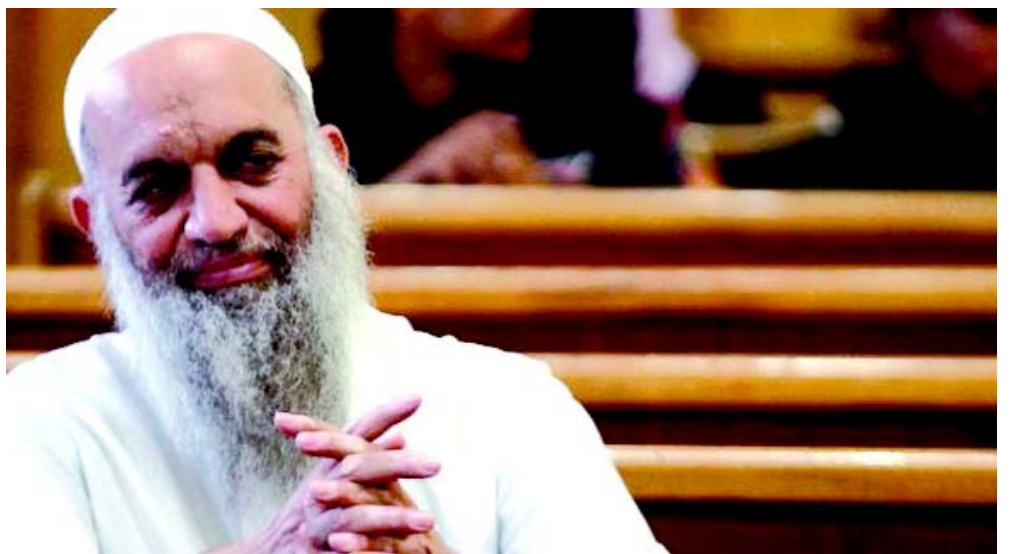
Au terme d'un séjour symbolique de quelques heures, le Premier ministre devait quitter la ville, a-t-on appris dans son entourage. Plusieurs responsables du gouvernement en exil sont arrivés simultanément à Aden à bord d'un deuxième avion saoudien pour superviser la remise en état des services publics et rouvrir



les bâtiments publics, a indiqué à l'AFP le ministre des Droits de l'Homme, Ezzedine al-Isbahi. Selon lui, la radio-télévision d'Etat doit reprendre prochainement ses programmes depuis Aden.

Egypte

Verdict le 10 août pour le frère de Ayman al-Zawahiri jugé pour «terrorisme»



Un tribunal égyptien a reporté samedi au 10 août son verdict dans le procès du frère du chef d'Al-Qaïda et 66 autres personnes jugées pour avoir formé un "groupe terroriste" en vue de mener des attentats, selon les médias officiels. Le tribunal du Caire a décidé de reporter le verdict "pour poursuivre ses délibérations", a annoncé l'agence de presse officielle Mena. Mohamed al-Zawahiri-frère du chef d'Al-Qaïda, Ayman

al-Zawahiri-avait été arrêté en août 2013 en pleine campagne de répression visant l'opposition islamiste, lancée après l'éviction par l'armée du président Mohamed Morsi en juillet de la même année.

Aux côtés de 66 co-accusés, il est jugé pour création d'un «groupe terroriste lié à Al-Qaïda» ayant préparé des attaques contre des installations gouvernementales, les forces de sécurité et la communauté chrétienne. Des

accusations niées par son avocat. Un 68ème accusé est mort en juin en détention après une dégradation de son état de santé.

Depuis la destitution de M. Morsi par l'ex-chef de l'armée et actuel président Abdel Fattah al-Sissi, des groupes jihadistes ont multiplié les attaques contre les forces de l'ordre, tuant des centaines de policiers et de soldats dans des attentats spectaculaires.

BLIDA

Des promesses pour une bonne rentrée universitaire

Tahar Mansour

L'année universitaire 2015/2016 sera une année exceptionnelle pour l'Université algérienne, par le nombre de nouveaux étudiants qu'elle s'apprête à accueillir, dès la prochaine rentrée. Ils sont, en effet, plus de 143.000 bacheliers supplémentaires, au niveau national, par rapport aux années précédentes, à avoir décroché leur bac. La réforme de l'Ecole, a été entamée en 2006/2007, d'où la réduction du nombre d'années d'enseignement du primaire à 5 années au lieu de 6, permettant à 2 générations (5^{ème} et 6^{ème}) de passer la même année, en 1^{ère} année moyenne.

Le gouvernement, conscient de cette exception, a pris les devants et a construit de nouvelles structures universitaires qui sont à même d'absorber ce surplus de nouveaux étudiants. C'est ce qui a été mis en relief, jeudi dernier, lors de la visite du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, à l'Université 'Ali Lounici' d'El Affroun puis à l'Université 'Saad Dahleb' de Blida. Après avoir visité les sites mis à la disposition des nouveaux bacheliers pour l'inscription à l'Université, le ministre a affirmé que toutes les conditions ont été réunies pour accueillir les nouveaux étudiants et leur permettre de terminer, rapidement, leurs inscriptions dans la filière choisie et de déposer leurs dossiers pour la bourse, l'hébergement, la restauration et le transport, sans subir aucune pression. Même les dossiers ont été sensiblement allégés et nous avons cons-

taté, sur place, que les pièces d'état-civil (extrait d'acte de naissance) n'étaient plus demandées, les services de l'Université se chargeant de vérifier les informations données grâce à leur rattachement au réseau national d'état civil.

Le recteur de l'Université 'Ali Lounici', Pr Saïd Boumaïza, nous a confirmé que ses services ont procédé à l'authentification des identités de plus de 7.500 nouveaux étudiants qui ont été orientés vers El Affroun : « le triple de ce qu'accueille notre université en temps normal » a précisé le recteur. Ainsi, et avec l'arrivée de ces nouveaux étudiants, l'Université 'Ali Lounici' comptera, l'année prochaine, plus de 30.000 étudiants. De son côté, le directeur des Oeuvres universitaires d'El Affroun, M. Mohamed Mes-souter, déclare avoir mis à la disposition des étudiants, toutes les commodités afin qu'ils puissent déposer, tous, leurs dossiers (hébergement, restauration, bourse, transport) dans les meilleures conditions possibles. « Nous avons mis, à leur disposition, des photocopieurs pour qu'ils ne soient pas obligés de se déplacer vers la ville pour de simples photocopies ou pour ramener un document, ils ont tout sur place », nous a appris le DOU. Les parents d'étudiants qui se sont déplacés sur les lieux nous ont fait part de leur satisfaction après que des bus aient été mis à leur disposition pour les transporter de la ville (gare ferroviaire et gare routière) jusqu'à l'intérieur de l'Université, distante de plusieurs kilomètres, ce qui a beaucoup facilité les choses à ceux qui ne possèdent pas de véhicules. Au cours de son intervention, le ministre a tenu à citer le cas de l'Uni-

versité 'Saad Dahleb' qui a mis à la disposition, en collaboration avec les Oeuvres universitaires, une cité universitaire pour des nouveaux étudiants qui viennent de wilayas lointaines, pour leur éviter de chercher un endroit où être hébergés. Aussi bien le ministre que les parents des étudiants ont tenu à remercier le recteur de l'Université 'Saad Dahleb', Pr Mohamed-Tahar Abadlia et le DOU pour cette attention qui leur va droit au cœur. Il y a, aussi, lieu de signaler que l'Université 'Saad Dahleb', accueillera pour la prochaine année près de 10.000 nouveaux étudiants, dans de nombreuses filières techniques, en plus de près de 4.000 diplômés qui vont se réinscrire pour le Master 1 et 2.

Pour l'accueil des étudiants qui désirent s'inscrire, l'Université a fait les choses en grand et, en collaboration avec la direction des Oeuvres universitaires, a mis à la disposition des nouveaux étudiants, plusieurs salles de la bibliothèque centrale, entièrement climatisées, où un système tubulaire a été initié qui permet à l'étudiant d'entrer par la première porte et de déposer tous ses dossiers (pédagogique et œuvres universitaires), l'un après l'autre, pour terminer à la sortie avec tout ce dont il a besoin, que ce soit la carte d'étudiant, de transport ou autre. A noter, enfin, que l'Université est entrée en phase d'inscriptions définitives qui se dérouleront jusqu'au 6 août prochain, date à partir de laquelle l'Université recevra les étudiants ayant déposé des recours et à laquelle la rentrée commencera, déjà, à être préparée.

MÉDÉA

Nouvelles infrastructures pour la prochaine rentrée scolaire

Plusieurs infrastructures éducatives, couvrant les trois paliers, viendront renforcer, à la rentrée 2015-2016, le parc scolaire de la wilaya de Médéa et combler, ainsi, le déficit enregistré dans certaines localités, a-t-on appris de la direction des Equipements publics (Dep). Une vingtaine de structures scolaires, déjà achevées ou en voie de finition, seront livrées, dès la rentrée de septembre au secteur de l'Education, a indiqué la même source, précisant que toutes les dispositions ont été prises pour assurer la fonctionnalité de ces structures. L'on an-

nonce, dans ce contexte, la livraison de six nouveaux lycées, localisés entre autres, dans les communes de Berrouaghia, Souagui et Khems-Djouamaa, et la mise en service de six CEM, au profit des élèves issus des localités de Ouamri, Ain-Ouksir, Ksar-el-Boukhari, Tablat et Médéa.

Le cycle primaire sera doté, d'après la même source, de dix nouveaux groupes scolaires, implantés dans les agglomérations urbaines secondaires, situées dans les communes de Médéa, Chahbounia, Ksar-el-Boukhari, Draa-Smar et Zoubiria.

TIZI-OUZOU

Un quota de Corail destiné aux artisans bijoutiers

Nait Ali H.

À la faveur d'un décret exécutif, un quota de 70% du corail récolté, sera réservé aux artisans bijoutiers, a annoncé, jeudi, la directrice centrale chargée de l'Artisanat, au ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Aicha Khellout. S'exprimant depuis Tizi Ouzou, à l'ouverture de la 12^{ème} édition de la 'Fête du bijou' d'Ath Yenni (35 km au sud-est de la wilaya), elle a indiqué que « le décret exécutif, fixant la réservation d'un quota de 70% du corail récolté, aux artisans bijoutiers, a été approuvé et validé par le Secrétaire général du gouvernement », tout en soulignant que les textes de son application, seront bientôt promulgués. La même responsable a précisé que quelque 300.000 artisans ont été recensés, jusque-là, permettant ainsi la création de pas moins de 700.000 postes d'emploi, à travers le territoire national. S'agissant de la difficulté de com-

mercialisation des produits de l'Artisanat que posent les artisans dans notre pays, Mme Kellout a assuré que celle-ci trouve sa solution à travers la multiplication des espaces de promotion et de vente des produits de l'Artisanat tel que les salons, les fêtes et les expositions, qu'il soient locaux, régionaux, nationaux ou internationaux. A ce propos, elle a rappelé que durant l'année 2014, pas moins de 140 manifestations ont été organisées, à travers le pays. Sur un autre registre, le fonds d'aide aux artisans, la même responsable a précisé que durant le premier semestre de l'année en cours, 856 artisans ont bénéficié de ce fonds, à travers le territoire national, pour un montant de global de plus de 26 milliards de dinars. Parmi ces bénéficiaires figurent 12 bijoutiers dont 10 sont d'Ath Yenni pour un montant global de 513 millions de DA. Notons enfin, que plus d'une centaine d'artisans participent à la 12^{ème} édition de la 'Fête du bijou' d'Ath Yenni qui s'étalera jusqu'au 7 août prochain.

MÉDÉA

Les ordures ménagères, l'incivisme et le reste...

Rabah Benaouda

Le paysage environnemental de la wilaya de Médéa, dans les grandes villes comme dans les petites agglomérations et autres villages, redevient, il est malheureux de le dire, de plus en plus, problématique. Et pour cause, partout où vous passez, dans les rues et ruelles, sur les trottoirs, dans les cours et cages d'escaliers des immeubles, relevant de l'OPGI comme aux abords des habitations privées, les espaces libres, jardins publics, marchés de fruits et légumes, dans les lieux publics en général, ce sont, très souvent, des tas et des tas d'immondices, de toutes sortes, qui vous « accueillent ». En effet, ayant connu, durant les dernières années, une amélioration en matière de propreté et d'hygiène, grâce à une bonne prise en charge de la part des autorités locales, constatée, d'ailleurs, aussi bien par les habitants que par les citoyens de passage, plus particulièrement dans le chef-lieu de wilaya qui constitue la véritable vitrine de toute la région, l'état du paysage environnemental d'aujourd'hui s'est, très nettement, détérioré et dégradé au point où l'on est amené à se poser moult questions comme : que veut dire civisme aujourd'hui ? Que fait le mouvement associatif, les médias, la cellule familiale, en matière de sensibilisation sur la nécessité de la préservation de la propreté et de l'hygiène ? Ne faudrait-il pas

songer à créer une police de proximité urbaine, chargée du respect de la propreté et de l'hygiène du paysage environnemental ? Une police chargée, également, de lutter, effectivement et efficacement, selon les lois en vigueur, contre les désagréments sonores de toutes sortes, provoqués par les motos, les cortèges nuptiaux, les feux d'artifices anarchiques et autres bruits incommodes qui portent atteinte à la tranquillité et au calme, dans nos villes et, de là, à la sérénité des citoyens. Une situation de malpropreté généralisée à laquelle les agents communaux chargés de la collecte des ordures ménagères, aussi bien dans le chef-lieu de wilaya que dans les autres daïras, tentent, malgré l'insuffisance des moyens humains et matériels disponibles, d'apporter des solutions, mais en vain. Ce dont nous dira, très justement, un agent du service de la voirie de la commune de Médéa : « nous commençons notre travail, chaque nuit, à 2h pour le terminer le matin aux environs de 10h. Mais, moins d'une heure après notre passage, les lieux de collecte des ordures ménagères redeviennent sales et engorgés, comme si nos camions et autres engins n'étaient pas encore passés ! Et dire qu'il existe bien des horaires officiels pour, justement, la sortie de ces ordures ménagères mais ils ne sont jamais appliqués ! » Et un autre de ses collègues d'enchaîner, désappointé : « comment expliquer le fait que des sachets et autres cartons bourrés d'or-

dures ménagères et autres déchets commerciaux sont jetés, anarchiquement, à même le sol ? Un comportement de personnes inconscientes, pour ne pas dire autre chose, qui nous pénalise en ralentissant, énormément, notre travail. Même des espaces de jardins publics et autres espaces verts, qui sont nettoyés par nos soins, se retrouvent aussi sales et aussi chargés qu'ils ne l'étaient deux jours auparavant ! »

Une situation qui ne s'arrête, malheureusement, pas aux seules ordures ménagères. En effet, à l'issue des multiples et permanentes transformations urbanistiques, aussi bien intérieures qu'extérieures, que « subissent », contre la loi, des appartements, relevant de l'OPGI, auxquelles s'ajoutent les travaux de construction ou d'extension d'habitations privées, ce sont des tas et des tas de déchets de toutes sortes (carrelage, faïence, sable, ciment, bois, briques...) qui sont amoncelés, au bas des immeubles voire dans les cages d'escaliers et sur les trottoirs, pendant des semaines, voire des mois avant que leurs « propriétaires » ne daignent les enlever, la plupart du temps sur l'insistance d'autres locataires incommodés par cette malheureuse, source également, de danger. Cette situation, bien malheureuse, caractérise, aujourd'hui, aussi bien, le paysage environnemental de la wilaya de Médéa que celui d'autres régions du pays.

SKIKDA

L'artisanat d'Illizi en exposition

Le public de Skikda a montré un vif intérêt devant les produits de l'artisanat d'Illizi, exposés au Centre culturel Aïssat-Idir, dans le cadre d'une semaine de l'Artisanat, de cette wilaya, organisée dans l'antique Rusicada, a-t-on constaté.

L'exposition qui se poursuivra jusqu'au 13 août prochain, offre au public une variété de produits provenant du travail du cuir, de broderie, de bijouterie traditionnelle, de tapisserie et autres créations. Cette manifestation culturelle, initiée par la Chambre de l'Artisanat et des Métiers (CAM) de la wilaya de Skikda, en coordination avec la Chambre d'Illizi, vise à encourager les échanges entre les artisans des deux wilayas et à mettre en valeur le riche potentiel de ce secteur, en Algérie.

Un cadre de la CAM d'Illizi, Mohamed Rouahi, a indiqué, à l'APS, que l'exposition ambitionne, également, d'ouvrir un espace dans lequel pourrait se développer le marché de l'artisanat traditionnel du grand Sud algérien. Il a, également, estimé que la tenue de cette semai-

ne, vouée aux échanges, permet de « favoriser le tourisme intérieur » et d'« encourager la consommation du produit algérien ». Pour le directeur de la CAM de Skikda, Ali Rais, cette opportunité permet, aussi, aux artisans de la wilaya d'Illizi, de découvrir la beauté et la côte enchanteuse de la région de Skikda.

Le pavillon occupé par l'artisan Mohamed Helaoui (47 ans) a reçu un grand nombre de visiteurs, en particulier des femmes, subjuguées par les bijoux qu'il fabrique depuis plus de 37 ans. M. Helaoui travaille, en particulier, l'argent ; avec lequel il cisele de magnifiques pièces dont le prix varie entre 1.000 et 40.000 dinars. Samia, une habitante de Skikda, âgée de 27 ans, qui venait de visiter le pavillon de cet artisan, a noté la qualité « remarquable » des bijoux exposés, même si elle a estimé que les prix demeuraient, toutefois, « assez élevés ». Elle s'est, néanmoins, félicitée de la tenue de cette manifestation qui permet au public de Skikda de découvrir la richesse et la diversité de l'artisanat du sud du pays.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 chouel 1436				
El Fedjr 04h14	Dohr 12h55	Assar 16h43	Maghreb 19h57	Icha 21h28



Des élus accusent le maire

A. Mallem

À la faveur des dernières déclarations du wali concernant l'irrégularité des deux subventions de 20 milliards de centimes chacune accordées en 2013 et en 2014 par l'APC de Constantine à des associations civiles, actes que la tutelle vient d'annuler, et à l'approche de la prochaine session ordinaire de l'assemblée populaire communale prévue pour ce mardi 4 août, le groupe d'élus d'opposants au maire de Constantine est monté encore hier au créneau pour demander le départ du président de l'APC de Constantine tout en dénonçant « le faux et usage de faux ainsi que les pratiques frauduleuses dont il est coupable avec, disent-ils, la complicité de ses collaborateurs directs et celle des délégués des secteurs urbains ».

Sur ce chapitre, MM. Barka Moudir et Abdelouahab Souissi qui ont animé, hier, une conférence de presse au siège de l'UNJA de Constantine ont lancé un appel au wali pour lui dire, ont-il spécifié, que « les constructions illicites sont en train de pousser comme des champignons sur le territoire de notre commune au vu et au su du président de l'APC, de son adjoint chargé de l'urbanisme et avec la complicité des délégués des secteurs urbains. Il

ne s'agit plus de masures faites en toub et en zinc, mais des villas somptueuses construites sur des zones déclarées officiellement inconstructibles parce que fortement soumises aux glissements de terrains ». Dans cette affaire, ont déclaré les conférenciers, « nous venons de découvrir un fait nouveau : la construction et la finition par l'entreprise impliquée dans l'érection des 32 villas en question, d'un bâtiment administratif dans le même secteur. Et au moment où la direction de l'urbanisme a rejeté, en date du 7 mai 2015, la demande formulée par l'APC pour l'obtention du certificat de morcellement du terrain au motif que celui-ci a été classé dans la zone « inconstructible », la question se pose quant à l'érection de ce bâtiment : qui a autorisé sa construction sur ce terrain ? », ont demandé les orateurs.

Disant parler au nom des 4 autres membres de l'assemblée locale, à savoir Laroussi Tewfik, Rira Mohamed, Nouar Tahar et Maarouf Mohamed El-Hachemi, qui sont également entrés en opposition au maire, les conférenciers ont reproché au premier magistrat de la ville plusieurs défauts : infractions aux lois et règlements de la commune, faux et usage de faux, comportement irresponsable envers l'administration communale et enfin les chan-

gements anarchiques qu'il n'a cessé d'opérer au sein du conseil communal et de l'administration de la municipalité en marginalisant la plupart de ses cadres.

« Dans cette affaire des 32 villas de la cité Boudjenana, a expliqué Barka, nous avons porté plainte contre le maire il y a près de 8 mois de cela et l'affaire suit son cours normal au niveau des instances judiciaires. Aujourd'hui, nous venons de le poursuivre encore en justice pour ces subventions de 20 milliards accordées injustement à des associations civiles, car il a été démontré que les deux délibérations concernant cette affaire ne sont jamais passées devant l'APC, ne figurent pas, non plus, sur le registre des délibérations et que le maire a pris un chemin détourné pour les valider. Il est donc coupable de faux et usage de faux. Heureusement que la tutelle vient d'annuler ces actes tout en commanditant une enquête sur les tenants et aboutissants de cette affaire qui vient encore éclabousser notre assemblée. Mais en attendant, le P/APC doit répondre et se justifier mardi devant l'assemblée communale, ou bien rembourser les 20 milliards qui doivent retourner au Trésor public », a exigé cet élu en insistant pour dire que cette demande vient d'être formulée par 13 élus de l'APC.

Orge et avoine

Des quantités insignifiantes déposées à la CCLS

A. E. A.

La Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Constantine a entamé ces derniers jours une campagne de sensibilisation et un travail de proximité en direction des agriculteurs, à l'effet d'une meilleure préparation aux prochains labours-semailles et de les inciter à faire des dépôts de leur récolte d'orge et d'avoine, car « les quantités récoltées jusqu'à maintenant demeurent très dérisoires », s'inquiète-t-on.

En effet et selon le directeur de la coopérative en question, M. Cherouana, « pour une production cette année 2015 largement suffisante dans ces cultures, paradoxalement les quantités de récoltes sont infimes ». Et d'indiquer, dans ce cadre,

qu'« en matière d'orge seuls 3.915 quintaux ont été remis et stockés dans les silos de la CCLS, contre une production de 74.000 quintaux. Le résultat pour l'avoine est encore plus modeste, puisque seuls 282 quintaux ont été confiés à la CCLS, contre 8.842 quintaux produits ».

Pour rassurer les agriculteurs réticents et les encourager à faire confiance à la CCLS, il fera état de l'engagement du directeur général de l'OAIC que « tous les agriculteurs ayant répondu à cet appel seront compensés de la même quantité d'orge, d'avoine ou de son pour l'alimentation de leurs bétails et cheptels ». Et de poursuivre, dans ce sillage, que 970.000 quintaux de céréales, tous genres confondus, ont été récoltés lors de l'exercice actuel contre

une production de plus d'un million 103 mille quintaux, dont 60% ont déjà été réglés et l'opération des paiements est pratiquement en cours d'achèvement.

Par ailleurs et concernant les préparatifs pour la saison 2015-2016, « le guichet unique pour les financements de la campagne labours-semailles au niveau de la wilaya a été installé », dira-t-il, avec la participation des partenaires traditionnels, c'est-à-dire la banque BADR, la Caisse régionale mutuelle agricole (CRMA), la direction des services agricoles (DSA) et bien évidemment la coopérative CCLS. Et de faire savoir, enfin, que l'année 2015 a connu pas mal de sinistres qui ont eu pour effet de ravager 711 hectares, dont 540 pour cause de grêle et 171 hectares pour cause d'incendie.

Université d'été de l'ANSEJ

Plaidoyer pour un club «étudiant-entreprise»

A. El Abci

140 étudiants ont pris part à l'université d'été de l'Ansej qui s'est déroulée du 26 au 30 juillet dernier à l'université Constantine 2, Abdelhamid Mehri, avec la participation de 15 professionnels, spécialistes dans la formation en création et environnement de l'entreprise, selon le directeur de l'Ansej, Mr Belmili. L'engouement pour tout ce qui a trait à la création d'entreprise était tel, dira-t-il, que la clôture de l'université d'été s'est faite cinq jours après avec le même nombre d'étudiants qu'au départ sans aucune défection.

Et mieux encore, poursuivra-t-il, parmi les recommandations des différents ateliers de la rencontre figure la proposition de création d'un club « étudiant-entreprise », ce qui a été accueilli avec satisfaction aussi bien de la part de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes

(Ansej) que de l'université Abdelhamid Mehri. « Nous allons travailler pour donner corps à cette proposition d'ici le rendez-vous de l'université d'été de l'année prochaine et ce, indiquera-t-il, en prospectant la possibilité auprès des chefs d'entreprises existant dans la wilaya en les invitant à y adhérer ». Le concept de cette proposition émanant des étudiants consiste, ainsi, à ne plus attendre la fin de leur études pour penser à les mettre en contact avec le monde du travail, via les entreprises, mais faire en sorte que ce contact soit présent plus tôt. Ceci permettra une familiarisation précoce avec la culture de l'entrepreneuriat et de l'investissement, ce qui représente une rupture avec le modèle classique, à savoir décrocher le diplôme et chercher un emploi après, le plus souvent dans la fonction publique. Et d'estimer que cette familiarisation précoce avec le monde de l'entreprise permettra aux

concernés de s'émanciper de l'idée de se consacrer à la recherche d'un emploi après l'obtention du diplôme, mais de penser aussi à l'éventualité de l'auto-emploi par la réalisation d'un projet propre via l'investissement. Toujours selon notre interlocuteur, au 4^{ème} jour des travaux, l'université d'été de l'Ansej a reçu la visite du ministre de l'Enseignement supérieur qui était dans la ville des ponts pour l'inauguration des inscriptions universitaires et qui n'a pas manqué à l'occasion de recommander de dupliquer cette expérience de partenariat entre l'Ansej et l'université de Constantine, à l'échelle nationale. Et de rappeler dans le sillage que les deux parties ont tissé plusieurs conventions de partenariat ainsi que des protocoles d'accords liés à la formation des étudiants aux différents aspects présidant à la création d'entreprises et à l'acquisition d'une culture d'entrepreneuriat.

Départs massifs vers le littoral
Les automobilistes coincés dans des bouchons monstres

A. Z.

Ceux qui voulaient échapper à la canicule ce vendredi dernier, prenant tôt le matin la route du littoral, ont eu pour leur compte un voyage au bout de l'enfer. C'est que presque tous les habitants de Constantine et des wilayas intérieures limitrophes ont eu la même idée, passer la journée au bord de la mer. En voiture, en autobus ou en camionnette, les familles qui se sont ruées vers les plages de Skikda ont été prises dans un piège infernal. La circulation, totalement bloquée à hauteur de Zighoud Youcef, a provoqué une grande déception parmi les estivants. Tous avaient regretté ce choix de partir vers la plage un jour de week-end.

« On aurait dû passer tranquillement la journée chez soi, ce n'était pas une bonne idée de voyager par une pareille journée », se lamentaient beaucoup d'automobilistes. « Ce sont les enfants qui ont insisté pour partir à la mer. Si l'on m'a écouté on aurait évité le déplacement, particulièrement en ce jour de grande affluence vers la côte », répétait un père de famille debout devant sa voiture. D'ailleurs plusieurs automobilistes ont quitté le volant et se sont

regroupés sur la route pour s'enquérir de cet embouteillage monstre et si les choses pouvaient s'arranger avant qu'il ne soit trop tard pour penser encore passer au moins une demi-journée au bord de la plage. Hélas, pour ceux qui voulaient rebrousser chemin et rentrer chez eux, ils se sont retrouvés coincés dans la longue file de véhicules, impossible d'exécuter la moindre manœuvre. Même les automobilistes arrivant dans le sens inverse, de Skikda vers Constantine, ont été bloqués à cause justement des manœuvres d'automobilistes qui voulaient glisser en seconde ou troisième position, parfois pour reprendre le chemin de retour, et qui ont fini par obstruer complètement toute la route !

Les gendarmes avaient vraiment sués pour remettre un tant soit peu sa fluidité à la circulation. C'est là où l'on ressent toute l'importance du tronçon de l'autoroute Est-Ouest, encore en état de travaux au niveau de Djebel El Ouahche. Pour rappel, on prévoyait son ouverture durant la saison estivale, mais des difficultés ont, malheureusement, retardé sa réception. Enfin, les difficultés sur les routes sont à prévoir durant tout ce mois d'août, réputé mois de vacances et de pics de circulation.

La piscine olympique ouverte au public

Sur instructions du wali de Constantine, la piscine olympique du complexe omnisports Chahid Hamlaoui a ouvert, hier, ses portes pour accueillir le public, plus particulièrement les jeunes qui n'ont pas la chance d'aller jusqu'à la mer pour profiter de moments de fraîcheur en faisant trempette. De la sorte, les jeunes constantinois vont bénéficier de cette aubaine quotidiennement de 8h à 20 h et durant une période de 90 jours dans cette structure du secteur des sports dont les activités nautiques seront encadrées par des cadres formés de la ligue constantinoise de natation. C'est ce qu'on annoncé hier les responsables de cette ligue. Et M. Lifa, directeur de la piscine en question n'a fait que confirmer l'information en précisant que l'initiative vient du chef de l'exécutif de la wilaya. « C'est le 5 du mois de juillet dernier, lorsque il nous a rendu visite, que le wali a pris la décision d'ouvrir la piscine au public et aux jeunes qui ne possèdent pas les moyens de se déplacer à la mer », a déclaré ce responsable. C'est pourquoi, et en coordination avec la ligue de natation de la wilaya, un programme de travail a été élaboré pour ouvrir la piscine à la natation pendant une période d'un mois. Des travaux d'aménagement et de nettoyage ont été donc menés durant presque un mois pour préparer le bassin à recevoir le public dans des conditions

optimales et conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

La piscine olympique fonctionnera de 8h du matin à 20h avec des séances de 2 heures d'affilée et le baigneur n'aura à dépenser que la somme de 200 dinars pour bénéficier d'un bain. « C'est une véritable bouffée d'oxygène », nous ont déclaré hier les membres d'un groupe de jeunes qui étaient en train de se baigner dans ce grand bassin de 50 mètres de long, le second en Algérie qui possède les normes techniques internationales, nous ont indiqué des cadres de la jeunesse et des sports. Deux équipes de surveillants de baignade se relayeront de 8h à 13h et de 13h à 20h. pour encadrer les baigneurs. Ces cadres qui sont des diplômés de la discipline ont été affectés par la ligue constantinoise de natation. Les responsables qui veillent au bon fonctionnement de la piscine assurent que la prise en charge de la question du recyclage de l'eau de baignade, son contrôle par le laboratoire communal de l'hygiène, sera en vigueur durant toute la période de deux mois et demi pendant laquelle la piscine fonctionnera pour le public. « Pour le moment, nous ont indiqué les jeunes que nous avons contacté, l'affluence n'est pas fameuse. Mais attendez que les jeunes des quartiers soient informés et vous verrez la ruée qu'il y aura ! », ont-ils averti.

A. M.

Ali-Mendjeli
Des compteurs en feu sèment la panique

Les habitants du bâtiment 02, entrée 101, de la cité des 329 logements de la nouvelle ville de Ali-Mendjeli, ont été pris d'une panique indescriptible suite à un incendie des compteurs électriques installés au rez-de-chaussée de leur immeuble, vendredi soir. Le feu qui est survenu tard dans la nuit n'a pas manqué de créer une pagaille indescriptible dans les étages supérieurs du bâtiment, dont les habitants se sont retrouvés plongés dans le noir le plus dense et entourés de la fumée dégagée par les compteurs en flammes, selon des témoins.

Selon l'officier de permanence de la Protection civile, un incendie de huit compteurs électriques s'est déclaré vers 23 heures 36 minutes au rez-de-chaussée du bâtiment en question. La même source pré-

cise que les compteurs ont été complètement détruits ainsi que la niche en bois qui leur servait d'abri. Et d'ajouter qu'il y a eu plus de peur que de mal, car heureusement aucun blessé n'a été enregistré. Le feu est survenu tard dans la nuit et, avec la chaleur ambiante, les habitants étaient cloîtrés chez eux pour ceux en possession de climatiseurs, ou dehors en quête d'air frais pour les autres.

Dans un autre registre, concernant la situation sur les routes de la wilaya, l'officier de permanence fera état de deux accidents à la cité « Zoughi » et à l'entrée de Ali-Mendjeli, qui ont causé sept blessés plus ou moins graves et dont les âges se situent entre 6 et 35 ans.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

17 chouel 1436				
El Fedjr 04h02	Dohr 12h41	Assar 16h29	Maghreb 19h43	Icha 21h13



Suite à un glissement de terrain Colère à Mediouni



K. Assia

Un climat de tension régnait, hier, au quartier de Mediouni. En effet, les habitants sont sortis dans la rue pour manifester leur colère, suite au glissement de terrain survenu, tôt le matin de samedi, dans un chantier de construction, mitoyen à l'hôtel de police. Une explosion du poste transformateur s'en est suivie et a provoqué une coupure d'électricité, dans plusieurs habitations aux alentours, un véritable calvaire que les riverains ont dénoncé, en bloquant les accès au chantier.

Tout a commencé, samedi aux environs de 1h du matin lorsqu'un bruit assourdissant a retenti, provoquant une véritable panique chez les habitants de Mediouni. Le trottoir, longeant le chantier sur la rue Laid Ould Tayeb, s'est affaissé. Les

habitants craignant le pire se sont, vite précipités, à l'extérieur, pour connaître les causes de cette détonation et la secousse qui a fait vibrer le quartier. Depuis, et jusqu'en milieu de la journée d'hier, toute cette zone était plongée dans le noir. Hier, dans la matinée, les contestataires ont dénoncé le danger qui les guette suite à cet affaissement. Les habitants des rues Sifi El Houari «ex Mille et une nuits» et Benaouda Lahouari, sont les premiers à signaler les dangers auxquels ils sont confrontés, suite à cet affaissement. Une vingtaine de familles, occupant les habitations mitoyennes au chantier se disent être en danger. Les murs de leurs habitations ont été fissurés. En réalité, les contestataires appréhendent le pire et se disent en danger si aucune mesure n'est prise, par les pouvoirs publics. Les services de

Sonelgaz ont été avisés, la nuit même, du danger et une équipe s'est déplacée, selon les contestataires, sur les lieux. Celle-ci a promis de remédier à la situation et rétablir l'électricité. Hier matin, les habitants de cette partie du quartier de Mediouni étaient, toujours, privés d'électricité.

Les services de la police se sont, également, déplacés sur les lieux et un dispositif a été déployé pour parer à toute éventualité. Les protestataires ont interpellé les autorités locales et à leur tête le wali d'Oran pour se déplacer sur les lieux et constater, de visu, le danger qui plane sur la population et surtout les écoliers. Ils craignent, aussi, que l'impasse qui longe l'hôtel de police s'effondre, elle aussi. Les contestataires ont demandé l'arrêt des travaux du chantier pour éviter que le pire se produise.

Bousfer 30 kg de kif rejetés par la mer

Rachid Boutlélis

Une quantité de 30 kg de kif traitée a été récupérée par les éléments de la police, à la plage de Bousfer, vendredi, en fin d'après-midi, apprend-on de sources policières. La drogue, qui était conditionnée dans un sac hermétique, a été rejetée par la mer. Une enquête a été déclenchée par la police judiciaire de la Sûreté urbaine de Bousfer et ce, pour tenter de déterminer, exactement, les tenants et aboutissants de cette affaire de dro-

gue, indiquent nos sources. Par ailleurs, on apprend, auprès de ces mêmes sources que, 50 g kif ont été découverts auprès d'un voyageur d'un véhicule de transport public, assurant la navette Oran/Ain El Turk. La drogue a été découverte lors d'une fouille, qui a ciblé des passagers de l'autocar, lors d'un barrage de contrôle routier dressé, en fin de semaine, à hauteur de la localité de St Roch.

Dans ce même contexte, on apprend, également, auprès de nos sources que 80 comprimés psycho-

tropes, de marque 'Rivotril' et 'Ecs-tasy', ont été saisis dans la commune d'Ain El Turk, le même jour, par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de daïra. Trois individus, âgés de 25 à 30 ans, ont été appréhendés. Les 4 interpellés ont été présentés, hier, devant le magistrat instructeur, près le Tribunal correctionnel d'Ain El Turk. Au terme de leur audition, ils ont été placés sous mandat de dépôt pour détention et commercialisation de stupéfiants et détention d'armes blanches.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

C'est combien ?



dans le travail se forge à force d'erreurs et de corrections. A force de tentatives et d'échecs.

A force de travail tout simplement. Il y a aussi des anciens qui

pensent en relayant leurs connaissances aux nouveaux, la vie est prête à les alléger d'un dur labeur. Ceux-là très motivés sont méthodiques et très bons pédagogues. Pourvu que le jeune comprenne vite de quoi il s'agit. Tel un baluchon trop lourd, on le passe au plus vite au relais. C'est à ce prix-là qu'on accède à sa nouvelle vie de retraité.

Pour ces personnes, il n'y a rien de plus beau dans une vie de travailleur de léguer son patrimoine de connaissances pour donner tout un sens à sa vie de labeur. Finalement, tout ce qu'on a pu faire pour contribuer au développement d'une société ne va pas mourir. Au contraire, ses connaissances vont vivre à travers quelqu'un d'autre. Cet autre apportera sa pierre à l'édifice. Et ainsi de suite, le monde va et vient. Qui vivra saura.

Alimentation en eau potable Manque de pression, piquages illicites et pic de consommation

« Plus de 95 % des problèmes de pression ou de débit constatés par les abonnés de la SEOR dans les anciens quartiers de la ville d'Oran, sont dus à des défaillances dans les installations internes, notamment dans les colonnes montantes à l'intérieur des immeubles, » ont indiqué, au «Quotidien d'Oran» des responsables de la direction de l'Alimentation en eau potable (AEP) de la SEOR.

Houari Barti

Pour les mêmes sources, « la SEOR a le devoir, en cas de défaillance, d'intervenir si la panne est constatée dans le réseau. Au-delà, c'est-à-dire, à l'intérieur des immeubles ou des appartements, cela relève de la responsabilité exclusive des abonnés ». La SEOR, a-t-on ajouté, a mis à la disposition des abonnés un numéro vert, le '3002', pour les réclamations. Dans plus de 95 % des problèmes de pression ou de débit qu'on nous signale, particulièrement, dans les anciens quartiers de la ville d'Oran, on constate, après enquête, des défaillances dans les colonnes montantes à l'intérieur des immeubles, devenues, généralement obsolètes, donc à changer. Selon les techniciens de la SEOR, beaucoup d'immeubles, dans les anciens quartiers de la ville, disposent de colonnes montantes d'AEP, en galvanisé ou en plomb. Ces matériaux ont une durée de vie de 10 à 15 années, au maximum et sont souvent obstrués par le calcaire. D'où ces problèmes du manque de pression, constatés par les abonnés. Une fois ces colonnes obstruées, la seule alternative qui se présente aux abonnés, c'est de changer eux-mêmes la colonne montante défaillante. De nouveaux matériaux plus adaptés ayant une durée de vie beaucoup plus longue sont disponibles, actuellement, sur le marché comme le poly (chlorure de vinyle) surchloré (PVC-C) communément appelé « tigre ».

Pour la SEOR, le réseau AEP de la wilaya d'Oran est divisé en 97 secteurs. « Grâce à notre logiciel TOPCAPI, et l'apport du bâtiment intelligent de la SEOR qui permet la télégestion du réseau, nous disposons de données, en temps réel, de la situation de la pression et du débit, dans chaque secteur du réseau. S'il y a, donc, un quel-

conque problème de pression ou de débit, nous le constatons tout de suite, a-t-on affirmé. Par ailleurs et s'agissant des perturbations en matière d'alimentation en eau potable, enregistrés ces derniers jours, dans le quartier «Les Planteurs» et de Trouville, sur la corniche, le directeur de l'exploitation de la SEOR, M. Khodja Houari, nous dira que tout le monde, dans l'entreprise de l'eau, est mobilisé pour garantir une alimentation en eau des citoyens de ces deux zones. S'agissant des 'Planteurs', le même responsable affirme que le problème a comme origine des « piquages illicites » effectués sur le réseau par des occupants d'habitations illicites. Ce qui a eu pour effet de réduire le débit d'eau pour les habitations situées en amont. « S'agissant de Trouville, notamment sa partie haute, le problème d'AEP réside dans le fait d'une multiplication effrénée du nombre d'estivants, résidant, actuellement, dans la partie basse de Trouville, ce qui empêche l'eau de monter à la partie haute. Ce qui nous a amené à ajouter un groupe électropompe à la station de pompage de Boutlélis afin d'augmenter le débit. Nous avons également, a-t-il dit, aussi bien, pour «Les Planteurs» que pour Trouville, mis au point un « plan de 'citernage' pour acheminer l'eau vers, quatre citernes, dans chaque quartier, d'une capacité de 6 m³ chacune, qu'on alimente à longueur de journée par des camions-citernes ». Le même responsable a rappelé que la vague exceptionnelle de chaleur, enregistrée cette année, a eu comme effet naturel une augmentation exceptionnelle de la consommation d'eau. Cette semaine, a-t-on rappelé, la wilaya d'Oran a enregistré un pic de consommation qui a dépassé la barre symbolique des 400.000 m³/jour.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Guerrab Sahnoun, 78 ans, Ras El Aïn

Nedri Hotmane, 64 ans, Cité Petit

Chaoumane Aïcha, 88 ans, Petit-Lac

Chaoura Adda, 49 ans, Bel Air

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 choul 1436				
El Fedjr 04h35	Dohr 13h10	Assar 16h57	Maghreb 20h10	Icha 21h40



Aïn El Turck

Les prix des locations explosent



Rachid Boulélis

Une envolée, sans précédent, des prix de la location, vient de toucher de plein fouet le secteur de l'immobilier de la daïra d'Aïn El Turck, en ce début du mois d'août, synonyme d'un rush estival considérable. « Cette hausse subite n'est en fait que le fruit d'une longue hibernation des responsables concernés en termes de contrôle et de suivi, sinon comment expliquer qu'une nuitée dans certains établissements hôteliers eut atteint allègrement le un million de centimes, sans pour autant que les prestations de service ne soient de meilleure qualité par rapport aux autres », a fait remarquer un Algérois en vacances d'agrément dans la localité de Bouiseville.

En effet, selon des informations collectées, une hausse dépassant tout entendement s'est manifestée spontanément, quelques jours après les fêtes de l'Aïd, dans pratiquement toutes les résidences, complexes et autres lieux de villégiature, essaimés à travers cette région côtière, où les gérants proposent, sans sourciller, entre 35 et 80 millions de centimes une location ne dépassant pas souvent les vingt jours. Une bonne partie de ces établissements ne semble nullement se soucier des normes élémentaires requises dans ce secteur névralgique, appelé à constituer l'un des principaux poumons économiques du pays. « Les cafards, les souris et les différentes espèces d'insectes sont inclus dans l'offre des prestations de service dans la grande majorité des lieux d'hébergement », a ironisé notre interlocuteur. Les estivants, qui ont commencé, ces derniers jours, à converger vers les plages de ladi-

te daïra où les odeurs nauséabondes de toutes sortes de déchets embaument l'air iodé, ont malheureusement constaté à leurs dépens cette hausse vertigineuse de la location de l'immobilier. Ce triste état de fait a grandement contribué à l'émergence de l'informel dans le secteur en question. Il s'agit en réalité de ces particuliers, qui proposent des locations. Ainsi, certains ont même aménagé des appartements à l'intérieur de leurs maisons, qu'ils louent, tandis que d'autres n'hésitent pas à louer des abris à bateau, dont la grande majorité a été construite illicitement sur ces mêmes plages. Et ces derniers exigent entre 2 et 3 millions de centimes pour les logements sociaux et entre 6 et 40 millions dans les habitations individuelles, villas entres autres, pour une location de 20 jours en général et ce, en fonction de la zone. Les locations les plus élevées sont évidemment répertoriées à proximité des plages.

Les garages à bateau sont généralement cédés à la location mensuelle entre un et deux millions de centimes. Le plus grave s'identifie à travers le fait que la plupart des gérants des établissements hôteliers n'exigent pratiquement plus de pièce d'identité à leur clientèle. Les autres particuliers, qui proposent à la location leurs propres habitations et/ou les espaces aménagés à l'intérieur pour ce besoin, ne connaissent que fort rarement la véritable identité de leurs locataires.

Selon des sources policières, nombre de repris de justice, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, trouvent aisément un refuge sur cette côte et ce, en sachant pertinemment que leur localisation est extrêmement difficile sinon impossible. A plusieurs

reprises, des bandes armées jusqu'aux dents ont été, en effet, débusquées dans des habitations du chef-lieu, par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de daïra et ceux de la Gendarmerie nationale sur leur territoire de compétence et ce, suite aux inquiétudes rapportées par des riverains au sujet de la présence de groupes d'individus suspects, qui ont loué une habitation située dans leur lieu de résidence. Dans la plupart des cas, des mineures âgées entre 16 et 17 ans, retenues prisonnières, ont été libérées lors des interventions de la police et/ou de la gendarmerie, au cours desquelles des quantités de kif et de psychotropes ont été également saisies. « Les particuliers, qui louent leurs habitations à des inconnus sans exiger des documents d'identité et sans établir un contrat de location en bonne et due forme, ne mesurent certainement pas le degré de dangerosité que représente ce genre de deal. Nous sommes confrontés à de grosses difficultés pour localiser ces malfaiteurs alors que notre tâche aurait été plus facile s'ils sont signalés au préalable, conformément aux règles élémentaires en vigueur », a déclaré un officier de la PJ de ladite Sûreté.

« En été comme en hiver, nous vivons dans l'angoisse avec ces individus suspects, qui viennent louer des habitations à deux pas de votre domicile », a commenté avec une pointe de consternation un retraité de la localité de St Germain avant d'ajouter « ceux qui proposent leurs maisons en location sont tellement aveuglés par les considérables sommes d'argent que leur rapporte cette activité qu'ils ne se préoccupent pas des conséquences qui peuvent en découler ».

Le Festival du film court intéresse

Une dizaine de jeunes cinéphilos ont déjà manifesté leur intérêt pour la 2^{ème} édition du Festival d'Oran du film court, incitant au bénévolat (FOFIB 2015) prévu en septembre prochain, a-t-on appris samedi, auprès des organisateurs. « Plus de dix courts-métrages ont été réceptionnés suite à l'appel à participation, lancé, il y a un mois », a indiqué à, l'APS, Réda Hadj-Sahraoui, membre du groupe initiateur appelé « Algériens optimistes ». « La solidarité, la préservation de l'environnement et la promotion du tourisme constituent les thèmes dominants, traités par les

candidats qui sont issus de différentes wilayas du pays », a-t-il expliqué. D'autres oeuvres sont attendues, jusqu'à la fin du mois en cours, date de clôture des participations, avant la sélection des meilleurs films qui seront visionnés les 18 et 19 septembre, à Oran. Cette nouvelle édition du FOFIB se tiendra sous le slogan « Libérez votre créativité », conviant tous les amoureux du 7^{ème} Art, amateurs ou professionnels, à présenter leurs réalisations, encourageant les comportements exemplaires et le civisme. Une vingtaine de cinéphilos, des quatre coins du pays, avaient participé, en

août 2014, à la 1^{re} édition de cet événement culturel, dont le Premier prix fut remporté par le jeune Mohammed Mhamdi, pour son court-métrage intitulé: «Ana Mawjoud» (J'existe). Ce cinéaste en herbe, domicilié dans la wilaya de Tindouf, s'était distingué des autres concurrents par son message original, en faveur de l'inclusion des personnes aux besoins spécifiques. D'amples informations sur les modalités de participation sont fournies sur la page Facebook du groupe des jeunes «Algériens Optimistes» (facebook.com/algeriensoptimistes).

Les cas de sida pédiatrique en hausse

Mokhtaria Bensaâd

L'augmentation des cas de sida pédiatrique à Oran commence à inquiéter sérieusement les médecins spécialistes. Selon le professeur Aziz Tedjeddine, enseignant chercheur à la faculté de médecine et président de l'association de lutte contre le sida (APCS), de plus en plus d'enfants séropositifs sont identifiés au niveau de l'hôpital pédiatrique de Canastel. «Une situation qui s'explique par la non concrétisation du programme d'éradication de transmission mère/enfant au niveau du ministère de la Santé», nous confie M.Tedjeddine, «pour des raisons qui restent jusqu'à présent inconnues ».

Ce programme qui devait être mis en place par la direction de la prévention du ministère depuis 2011 afin d'assurer le traitement et le suivi des femmes enceintes portant le VIH n'a pas encore vu le jour. Résultat, les nouveaux-nés de mère atteinte de sida sont contaminés par le virus en l'absence de traitement censé protéger l'enfant et lui éviter de naître avec le VIH. Le même professeur souligne que « ce programme représente une stratégie de prévention qui a donné ses fruits dans les autres pays et spécialement dans les pays africains. Nous sommes l'un des rares pays qui n'applique pas ce programme et continuons à enregistrer la transmission du virus de la mère à l'enfant ». « Une femme séropositive diagnostiquée dès le premier mois de grossesse puis traitée et suivie, peut donner naissance à un enfant saint », nous dira le président de l'APCS. Pour que ce programme soit efficace, il faut former les sages-femmes et les médecins et aussi créer des centres de dépistage pour permettre aux personnes portant le virus d'être identifiées au niveau des structures de santé. Actuellement, près de 10.000 cas de sida sont déclarés en Algérie, a indiqué M.Tedjeddine, tandis que l'ONU sida a validé un modèle pour l'Algérie de 25.000 à 30.000 cas estimés.

Pour le professeur, selon ces statistiques, il reste entre 15.000 à 25.000 personnes qui ne savent pas qu'elles sont porteuses du virus et doivent être dépistées. Mais en l'absence de centres de dépistage, la prévention s'avère difficile. Le ministère avait promis, dira le même professeur, 50 centres mais rien n'a été fait jusqu'à maintenant.

Coup de couteau mortel à El-Barki

Les habitants d'El-Barki et précisément ceux de la ferme Emir AEK sont encore sous le choc après le crime perpétré sur un jeune de 25 ans. Les faits se sont déroulés avant-hier aux environs de 19 h 25 lorsqu'une altercation a opposé deux voisins à la ferme où habitait la victime. Celle-ci a reçu un coup de couteau qui lui a été fatal, selon un communiqué des services de la sûreté de la wilaya d'Oran. En effet, évacué d'urgence aux services de l'EHU du 1^{er} Novembre, celle-ci a succombé à ses blessures. L'enquête diligentée par les services de la police a permis d'identifier l'auteur présumé âgé de 27 ans. Les policiers ont aussi arrêté ses deux frères âgés de 22 et 28 ans, voisins de la victime, en plus d'une troisième personne pour les besoins de l'enquête.

Heurté mortellement par un véhicule

Un homme de 45 ans a été percuté dans la nuit de vendredi à samedi par un véhicule à hauteur de la zone des Showrooms d'Es-Senia. La victime, retrouvée gisant dans une mare de sang, a été évacuée vers la morgue par les hommes de la Protection civile. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale.

Par ailleurs, sur l'axe routier reliant Hassiane Ettoual à Gdyl, une collision entre deux véhicules de marque Hyundai et Suzuki a fait six blessés. Ces derniers ont été évacués vers les urgences médicales où elles ont reçu les soins nécessaires.

K. Assia

JCB Chariots Télescopiques



Chargeurs sur pneus
De 2 m³, 3,5 m³ et 4.5m³



MACHINES DISPONIBLES

JCB 3CX



* Service après vente à domicile assuré
* Pièces de rechange d'origine disponible

Pelles sur chenilles
JS205 à 21 Tonnes, JS330 à 33 Tonnes



SARL ALGER ENIGNS : Siège social
R.N n° 61 OULED HEDDADJ BOUMERDES
Tel : 024 85 75 85 - 024 85 73 82
Fax : 024 85 80 90 - 024 85 73 78
Commercial : 05 55 62 69 75 / 80 / 85
Service après vente : 05 55 62 69 65
Pièces de rechange : 05 55 62 69 78
Email : commercial@algerengins.com

Succursale ORAN
Zone des showrooms (06+I) Lot N°6 El kerna
Tel : 041 55 92 45
Fax : 041 55 92 41
Mob : 05 61 61 91 32/36/37
Email : oran@algerengins.com

Succursale TIZI-OUZOU
15, BOULEVARD STITI ALI TIZI OUZOU
Tel : 026 20 02 60 - 026 20 03 47
Fax : 026 20 04 35
Mob : 05 55 62 69 73
Email : tizi-ouzou@algerengins.com





Partenaires de confiance www.algerengins.com



HAMIDI ENERGIE



Vente, Installation, Maintenance
Groupes Électrogènes
10Kva à 700Kva

Tel : 027 770 810
Fax : 027 779 319
SAV : 0 560 202 057
Mob: 0 560 906 596
0 560 906 597

Adresse : Cité Des Olives
N°09 CHLEF

Web : www.hamidi-energie.com
Email : Eurl.Hamidienergie@yahoo.fr







EPE en pleine Expansion
Cherche
Son Responsable
de Carrière d'Agrégats
Wilaya d'Oran

Profil :

- ✓ Minimum 10 ans d'expérience
- ✓ Diplôme dans la spécialité ou équivalent
- ✓ Age maximum 55 ans
- ✓ Sens de la responsabilité
- ✓ Meneur d'hommes

Avantages :

- ✓ Statut de cadre supérieur
- ✓ Véhicule de service
- ✓ Formation continue
- ✓ Possibilité d'évolution de carrière

Prière d'envoyer votre candidature
Par e-mail à l'adresse suivante :
epe2014@yahoo.fr

CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE
IMPORTANT

CHERCHE

DISTRIBUTEURS DE VEHICULES
A TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL

Pour la vente des véhicules légers, lourds, et engins de différentes marques.

Le distributeur doit disposer d'infrastructures (Enceinte d'exposition ou Showroom, Atelier du SAV et magasin) conformément à la réglementation, notamment le cahier des charges émanant du Ministère de l'Industrie et des Mines.

Un cahier des charges, indiquant les dispositions pour l'exercice de cette activité, est mis à votre disposition et peut être transmis aux postulants par email.

Les Distributeurs intéressés, peuvent contacter les services du concessionnaire, aux téléphones et adresse suivants :

Téléphones : 0660 37 84 17
0660 83 19 86
Email : abbacis@gmail.com



MET EN VENTE

DES LOCAUX COMMERCIAUX
A HAI EL YASMINE, POS 52 -
ORAN -
AVEC POSSIBILITE DE CREDIT
BANCAIRE.

Pour tous renseignements se présenter au :

10 Bis, Rue Alexandre Nobel,
Gambetta, Oran
ou bien s'adresser au :

: 040-22-08-21
041-53-44-53

SARL STEEL METAL
(entreprise privée)
E-mail : recrutement@splmetal.com
splmetal@splmetal.com

Recrute dans l'immédiat pour son siège social, sis à : Batna

- 01 Cadre Financier ;
- 01 Assistant (e) de Direction ;

Exigences :

- Diplôme dans la filière (ou titre reconnu équivalent) ;
- Expérience professionnelle 05 ans minimum ;
- Grande disponibilité et libre de suite ;

Avantages :

- Salaire intéressant.

Envoyer par mail : " Curriculum Vitae " et " Demande de motivation avec justificatifs ".

e-mail : recrutement@splmetal.com
splmetal@splmetal.com

N.B. : Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

VOYAGES ORGANISES

TURQUIE 8 J / 7 Nuits & 12 J / 11 Nuits
Départ ORN IST le 08 et le 15 Août

MAROC 8 J / 7 Nuits
Départ ORN CASA le 06 et le 13 Août

GFAF VOYAGES

Oran : 041 400 400 M. 0561 65 21 15
Tlemcen : 043 27 60 60 M. 0561 65 03 70
Maghnia : 043 49 52 31 M. 0561 69 47 63
www.gfafvoyages.com M. 0550 24 92 18

Vds à EL FAHS / BENI SNOUS
W. TLEMEN
STATION D'ESSENCE
NOTARIE

Fonctionnelle de 1986 à ce jour, organisée sur un terrain de 1.665 m² et comportant 05 magasins pour commerce

- A céder au plus offrant -
Tél : 0661.20.50.18

Promotion Immobilière
MB Prom

Met en vente sur plan
4 Logements Promotionnels haut standing F4
superficie de 110 m²,
situés dans un quartier résidentiel entre Canastel et Belgaïd
(Parking sous-sol - Ascenseurs - Climatisation et Chauffage centralisé - Cuisine pré équipée... etc.) - Délai de réalisation : 18 mois.

Tél. 0555.731.531
Fixe : 041.65.30.65
Site : www.mb.prom.com
Email : contact@mb-prom.com

STE BATIMARTBRE

Vous propose un grand choix
de Marbre et Granite
plus de 70 couleurs en 2 et 3 cm
coupé sur mesure en « Promotion ».

6, Route de Kristel -
Douar Belgaïd - ORAN.
Tél. 05.55.78.75.17 / 05.50.48.19.41

NAAMA

Le wali s'en va, un nouveau SG arrive

M. S. Laradji

Une cérémonie d'adieu à l'ex-wali de Naama, M. Moham med Hamidou, appelé à la gestion de la capitale des Zibans (Biskra), a été organisée jeudi à la salle Ennasr de Naama, en présence des élus locaux, des représentants de la société civile et des organisations de masse, ainsi que ceux des secteurs économique et administratif au niveau de la wilaya. Un vibrant hommage a été rendu au wali partant par les intervenants qui n'ont pas manqué de lui devoir une fière chandelle pour les efforts déployés durant les 7 ans aux commandes de la wilaya (2008-2015). Son acharnement et son obstination au travail ont été payants dans la mesure où il a été derrière la réalisation de plusieurs projets importants tels le centre universitaire de Naama, le dédoublement de la RN 6 entre Aïn Sefra et Mécheria, un programme colossal d'habitat rural qui a beaucoup atténué la tension qui s'exerçait sur le logement social locatif lequel programme, d'ailleurs, a vu naître de nouvelles cités à la sortie des villes sans pour autant occulter la modernisation du réseau routier de la wilaya (en béton bitumi-

neux) et le désenclavement des localités frontalières de Fortassa, Oulakak, Galoul, Sidi Belkacem pour ne citer que celles-ci. D'autres intervenants ont fait le constat que la wilaya a connu des transformations notables sous la conduite de M. Hamidou et plus particulièrement en ce qui concerne les aménagements et la viabilisation urbaine ayant permis l'amélioration du cadre de vie des citoyens et le raccordement de presque toutes les localités de la wilaya au réseau du gaz de ville, ramenant ainsi le taux de la wilaya en matière de raccordement au réseau du gaz de ville à plus de 90%. Il est mis en exergue par des intervenants, à l'issue de cette rencontre, le bilan élogieux de l'ex-wali de Naama qui a également porté sur la mise en exploitation de la nouvelle ligne ferroviaire Oran-Naama-Béchar ainsi que la réalisation des projets relatifs à la protection des villes contre les inondations et les routes nationales contre les crues des oueds en réalisant d'importants ouvrages d'art dans les localités de Moghrar, Djenien, Asla Tiout et Aïn Sefra permettant ainsi aux automobilistes de passage dans la wilaya de circuler en toute sécurité. Les secteurs de l'hydraulique, de l'énergie et de la jeunesse ne sont pas

en reste du bilan du wali partant, puisqu'ils ont été renforcés par de nouvelles réalisations. Nous citerons, à titre d'exemple, la rénovation du réseau d'AEP à travers les grands centres urbains de la wilaya, la réalisation de deux centrales électriques dont une à cycle combiné, ainsi que la construction de salles omnisports à Mécheria et Aïn Sefra. Interrogé par des confrères, M. Hamidou a tenu à remercier tous les citoyens de Naama et les élus qui l'ont soutenu dans l'accomplissement de sa mission. «Je pars avec le sentiment du devoir accompli», a-t-il déclaré.

Par ailleurs, il est à noter qu'en présence des directeurs d'exécutif de la wilaya, d'élus et de représentants de la société civile, il a été procédé, jeudi dans la matinée, à l'installation dans son poste du nouveau secrétaire général de la wilaya, M. Benhadou Djamel, en remplacement de M. Ghazi, promu wali à Tissemsilt. Diplômé de l'Ecole supérieure de l'hydraulique, il a occupé plusieurs postes dont directeur du logement et des équipements publics dans la wilaya de Tissemsilt avant d'être promu secrétaire général de la wilaya de Naama, à la faveur du dernier mouvement des walis et des secrétaires généraux.

CHLEF

Université Hassiba-Benbouali, c'est parti pour les inscriptions !

Bencherki Otsmane

L'université Hassiba-Benbouali de Chlef a mobilisé plus de 40 agents pour répondre aux besoins des nouveaux bacheliers, notamment pour leur inscription. Pour cela, la direction de l'université a ouvert dernièrement le restaurant central Abdelmadjid-Meziane situé en plein centre-ville de Chlef pour accueillir les nouveaux universitaires. Ces derniers doivent également fournir des dossiers pour prétendre à la bourse. A ce sujet, il convient de mentionner que tout étudiant inscrit dans une filière de l'enseignement supérieur bénéficie d'une bourse d'études universitaires durant tout son cursus, fixée à 4.050 DA, 3.600 DA ou 2.700 DA, selon le revenu annuel global des parents, qu'il faudrait fournir chaque trimestre. Il faut faire remarquer que contrairement aux années précédentes où l'étudiant éprouvait des difficultés pour s'inscrire, cette année, tous les obstacles ont été levés. A noter qu'en vertu du décret exécutif n°06/112 du 11 mars 2006 portant sur la restructuration de l'Université de Chlef, cinq facultés et un institut ont vu le jour, à savoir la faculté des sciences et sciences de l'ingénieur, la faculté des sciences agronomiques et sciences biologiques, la faculté des



sciences économiques et sciences de gestion, la faculté des sciences juridiques et administratives, la faculté des lettres et des langues et enfin l'Institut de l'éducation physique et sportive. Il faut retenir aussi le projet des 1.000 places pédagogiques et 500 lits du futur institut des sciences et techniques de la mer prévu à Ténès, destiné à l'enseignement de spécialités qui

s'adaptent à cette région du littoral, à savoir génie maritime, aquaculture, sciences de la mer, code maritime, conservation des produits de la mer, construction et maintenance des navires de pêche. Par ailleurs, il faut savoir que la vulgarisation du système LMD au niveau de toutes les facultés et instituts de l'université de Chlef est effective depuis 2011.

AÏN-MÉRANE

Chute mortelle du passager d'un tracteur

Bencherki Otsmane

Si le tracteur est conçu avant tout pour des travaux agricoles et non comme un moyen de transport, beaucoup de personnes font fi des règles de sécurité lorsqu'elles conduisent cet engin, notamment en transportant de part et d'autre du siège du conduc-

teur « des passagers » qui ne sont retenus par aucune sorte de sécurité. La victime, qui a succombé à ses blessures lors de sa chute d'un tracteur, l'aura appris à ses dépens. En effet, dans la matinée du jeudi, un jeune homme âgé de 18 ans, originaire de la commune d'Aïn-Mérane, est tombé du tracteur sur lequel il se trou-

vait. Evacué à la polyclinique d'Aïn-Mérane dans un premier temps puis à l'hôpital de Sobha en raison des graves blessures au niveau de la tête, le jeune homme décéda quelques heures plus tard. Les services de sécurité compétents ont par ailleurs ouvert une enquête pour élucider les circonstances et les causes de cette mort.

SIDI LAKHDAR

Le téléphone fixe ne sonne plus

H. B.

Les dérangements du téléphone fixe ont la peau dure à Sidi Lakhdar, une localité située à 50 km à l'est de Mostaganem. De nombreux habitants de cette ville ne savent plus à quel saint se vouer face aux désagréments qu'ils subissent en raison des dérangements du téléphone qui perdurent dans le temps. Selon un

abonné, les pannes du téléphone durent plusieurs semaines sans que les services concernés daignent intervenir en dépit des nombreuses réclamations. « Mon téléphone ne sonne plus. J'ai signalé le dérangement à maintes reprises, mais en vain ». Un autre dira : « Mon téléphone fixe est toujours en dérangement ». Suite à cette situation, les habitants concernés inter-

pellent les responsables pour qu'ils interviennent afin de mettre fin aux désagréments et préjudices subis par les abonnés d'Algérie Télécom, surtout que ces dérangements se répètent directement sur le réseau Internet, privant l'abonné de s'y connecter. Certains abonnés affirment qu'ils ont l'intention d'abandonner totalement le téléphone fixe afin d'opter pour la 4G.

RELIZANE

1.415 personnes interpellées en six mois

Mahi Ahmed

La cellule de communication de la sûreté de wilaya de Relizane a rendu publics dans un communiqué les bilans semestriels de la police judiciaire et celle de la voie publique. Le premier bilan indique le traitement de 1.740 affaires dont 1.113 ont été résolues, impliquant 1.415 personnes dont 99 femmes et parmi lesquelles 730 furent placées en détention préventive alors que 730 ont bénéficié de la citation directe. Le volet des crimes et délits commis contre les individus arrive en tête avec 716 affaires dont 251 relatives aux CBV impliquant 624 personnes arrêtées et renvoyant 173 d'entre-elles derrière les barreaux. En outre, 522 affaires ont été traitées pour crimes et délits contre les biens d'autrui permettant l'interpellation de 228 malfaiteurs dont 84 ont été écroués. Quant au chapitre des crimes et délits commis contre la chose publique, il est fait état de 109 affaires ayant nécessité l'arrestation de 147 individus dont 117 ont été placés sous l'ombre. Dans le volet des stupéfiants, l'on relève 225 affaires toutes so-

lutionnées mettant en cause 328 malfrats et une quantité de 15,487 kg de kif et 2.155 comprimés psychotropes ont été saisis. Par ailleurs, 521 opérations policières furent réalisées au cours du premier semestre de l'année en cours ayant mené à l'arrestation de 4.733 suspects dont 36 femmes pour différentes affaires, comme le port d'arme blanche, détention de drogue, des personnes recherchées et d'autres crimes. D'autre part, le bilan de la police de la voie publique signale que 53 accidents de la circulation ont été enregistrés sur le territoire de sa compétence ayant conduit au décès de 02 personnes et provoqué des blessures à 57 autres. En outre, 35.059 automobilistes ont été contrôlés permettant de déceler 325 délits de circulation, 50 délits de coordination. Ainsi, 8.874 amendes forfaitaires ont été établies et le retrait de 1.088 permis de conduire. De ce fait, 88 véhicules et 322 motocyclettes furent placés dans la fourrière municipale. Enfin, 40 opérations ont été enclenchées contre le commerce informel et l'assainissement de l'environnement.

BÉNI-SAF

Volontariat pour le nettoyage de la plage du Puits

Mohamed Bensafi

De simples citoyens se sont regroupés sur le réseau social Facebook, ces jours-ci, dans un unique but, celui d'apporter de l'aide et faire du bien aux autres et à l'environnement. Des bénévoles qui vont tout simplement consacrer un peu de leur temps libre pour nettoyer une des plages de Béni-Saf. En effet, c'est une journée de volontariat qui sera organisée, aujourd'hui samedi, au niveau de la plage du Puits de Béni-Saf, a-t-on appris auprès d'une bonne source. Activant pour un grand nombre d'entre eux dans le mouvement associatif ou dans différentes structures de jeunesse de la ville de Béni-Saf, des centaines de jeunes volontaires se sont donnés rendez-vous, ce samedi 1^{er} août à Béni-Saf, pour une action de nettoyage de cette plage située en plein cœur du centre-ville. Cette louable initiative va permettre d'en finir avec les ordures qui se sont entassées sur le sable et tout le long des abords de cet-

te plage depuis le grand retour des baigneurs. Une démarche qui se veut de voir des familles entières, des jeunes hommes, des jeunes filles, petits aussi, se réunir sur cette plage pour dire tous ensemble «stop» à la dégradation de notre environnement et à l'abandon de notre cher «Béni-Saf». Pour mobiliser davantage de bonnes volontés, les initiateurs du projet ont décidé de mettre des annonces sur les sites communautaires et sociaux tels Youtube, Facebook et Twitter, qui sont devenus dans un temps record les plus prisés de la jeunesse, pour ne pas dire de tout le monde. Il s'agira aussi d'une opération visant à sensibiliser les citoyens et les estivants surtout sur la nécessité de préserver nos plages et nos côtes de toute forme de pollution. Cette fois-ci, les participants ont été invités à ramener avec eux leur propre matériel (pelles, râteliers, sacs-poubelles...). L'objectif de l'opération étant de veiller au maintien d'une plage et d'un cadre de détente propre et salubre. Une chose est quasi sûre, il y aura du monde.

HASSI EL-GHALLA

Une policière renversée par un automobiliste

Mohamed Bensafi

L'accident de la circulation a eu lieu avant-hier, au niveau d'une artère principale de la ville de Hassi El-Ghalla (20 km à l'est d'Aïn Témouchent), a indiqué notre source.

La policière a été renversée par un citoyen conduisant un véhicule utilitaire. L'agent de l'ordre public, qui était en faction, a été surpris au milieu de la voie publique

croyant que l'automobiliste l'avait remarqué. La policière, qui fut projetée sur le sol, s'en est tirée avec des fractures au niveau des deux membres supérieurs, ce qui lui a nécessité la pose de plâtre par les praticiens des UMC d'El-Amria, a-t-on ajouté.

L'automobiliste, qui a regretté d'avoir produit involontairement cet accident, a été entendu lors d'une enquête ouverte par les services concernés.

TERGA

Décès par noyade d'une adolescente

Mohamed Bensafi

Le corps frêle presque sans vie d'une jeune baigneuse de 17 ans, résidant à la cité Akid Othmane d'Aïn Témouchent, avait été repêché, jeudi soir, sur la plage de Nedjma (Terga), 12 km au nord du chef-lieu de wilaya, par les éléments de la Protection civile. Ces derniers ont tenté vainement de la réanimer

avant de l'évacuer vers les UMC où malheureusement elle rendit son dernier souffle à son admission. Il s'agit là de la seconde victime par noyade de la saison sur le littoral témouchentois. Notre source signale que beaucoup de vacanciers inconscients continuent de s'aventurer dans des situations difficiles de baignade malgré les appels à l'ordre des maîtres-nageurs.

Le mirage de la singularité financière



NEW HAVEN - Dans leur nouveau livre *The Incredible Shrinking Alpha*, Larry E. Swedroe et Andrew L. Berkin décrivent un environnement d'investissement peuplé d'analystes de plus en plus sophistiqués qui se basent sur les big data, des ordinateurs puissants et la recherche scientifique. Avec toute cette concurrence, "les obstacles à la réalisation de l'alpha [des rendements supérieurs à un niveau de référence ajusté pour le risque - et donc une mesure de succès utile pour choisir entre plusieurs investissements individuels] sont plus en plus élevés".



PAR ROBERT J. SHILLER

Lauréat du prix Nobel en économie de 2013, est professeur d'économie à l'Université de Yale et le co-créateur de l'indice Case-Shiller du prix des maisons aux États-Unis.*

Cette conclusion soulève une question clé : l'alpha est-il voué à s'annuler pour chaque stratégie d'investissement imaginable ? Plus fondamentalement, nous approchons-nous du jour où, grâce à tant de gens intelligents et d'ordinateurs encore plus intelligents, les marchés financiers deviendront effectivement parfaits, et où nous pourrions simplement nous asseoir, détendus, et faire l'hypothèse que tous les actifs sont évalués correctement ?

Ce scénario imaginé pourrait être appelé la singularité financière, analogue à l'hypothèse de la singularité technologique à venir, lorsque les ordinateurs remplaceront l'intelligence humaine. La singularité financière implique qu'il serait préférable de laisser toutes les décisions d'investissement à un programme d'ordinateur, parce que les experts ont compris grâce à leurs algorithmes ce qui détermine les résultats du marché et l'ont réduit à un système sans heurts.

Beaucoup estiment que nous en sommes presque là. Même les investisseurs légendaires comme Warren Buffett, explique-t-on, ne font pas vraiment mieux que le marché. Dans un article récent, "Buffett's Alpha," Andrea Frazzini et David Kabiller de AQR Capital Management et Lasse Pedersen de la Copenhagen Business School, concluent que Buffett ne génère pas d'alpha significativement positif si l'on tient compte de certains facteurs de risque moins connus qui ont pesé lourdement dans son portefeuille. L'implication est que le génie de Buffett pourrait être reproduit par un programme informatique tenant compte de ces facteurs.

Si cela était vrai, les investisseurs abandonne-

raient, en masse, leurs efforts pour débusquer les mauvaises évaluations de prix sur le marché, puisqu'il n'y en aurait pas. Les participants au marché supposeraient de manière rationnelle que tous les prix des actions représentent la vraie valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs, utilisant le taux d'actualisation approprié, et que ces flux de trésorerie reflètent les fondamentaux que tout le monde comprend de la même façon. Les décisions des investisseurs divergeraient seulement en raison de différences dans leur situation personnelle. Par exemple, un ingénieur automobile pourrait ne pas acheter des actions automobiles - et pourrait même en vendre à découvert - en vue de couvrir le risque lié à son propre type particulier de capital humain. En effet, selon un ordinateur analysant les big data, il s'agirait d'une décision optimale.

Il y a cependant un problème reconnu de longue date concernant ces marchés parfaits : personne ne voudrait dépenser le moindre effort de comprendre ce que les oscillations des prix signifient pour l'avenir. Il y a trente-cinq ans, dans leur article classique, "On the Impossibility of Informationally Efficient Markets", Sanford Grossman et Joseph Stiglitz ont présenté ce problème comme un paradoxe : des marchés parfaitement efficaces nécessitent, pour devenir tels, l'investissement des milieux bien informés; mais si les marchés étaient parfaits, ces mêmes milieux y renonceraient.

L'énigme de Grossman-Stiglitz semble moins convaincante dans le contexte de la singularité financière si nous pouvons imaginer que les ordinateurs dirigent toutes les décisions d'investissement. Même si l'alpha était extrêmement faible, il représenterait encore suffisamment de profits pour faire perdurer l'action des ordinateurs.

Néanmoins, le vrai problème avec cette vision de la singularité financière n'est pas l'énigme de Grossman-Stiglitz ; c'est le fait que les marchés du monde réel en sont extrêmement éloignés. Les passionnés d'informatique sont excités par des choses comme la blockchain utilisée par Bitcoin (dont la couverture est faite par un site Web éducatif appelé Singularity University, au sein d'une section répondant au titre spectaculaire de Exponential Finance). Mais le

monde financier des futuristes ne ressemble pas au monde financier d'aujourd'hui. Après tout, la singularité financière impliquerait que tous les prix soient fondés sur des choses telles que les bénéfices futurs des sociétés projetés de façon optimale et la corrélation des profits avec les innovations technologiques et les changements démographiques de long terme attendus. Or, les milieux de la finance ne parlent presque jamais en ces termes éthérés.

Dans ce contexte, il est difficile de ne pas penser au plongeon récent du marché boursier chinois. Les médias décrivent des hordes de gens émotifs négociant sur base d'intuitions et de superstitions. Cela ressemble beaucoup plus à la réalité que tous les discours annonçant une singularité financière imminente.

Les marchés semblent être entraînés par des histoires, comme je l'explique dans mon livre *Exubérance irrationnelle*. Il y a des histoires de nouvelles grandes ères et d'autres de dépressions se profilant à l'horizon. Il y a des histoires fondamentales à propos des changements technologiques et de la diminution des ressources. Et il y a des histoires au sujet de la politique et de conspirations bizarres.

Personne ne sait si ces histoires sont vraies, mais elles développent une vie propre. Parfois, elles deviennent virales. Quand on a une conversation de cœur à cœur avec beaucoup de gens apparemment rationnels, ils se révèlent avoir de folles théories. Ces personnes influencent les marchés, parce que tous les autres investisseurs doivent compter avec eux ; et leur folie ne disparaîtra pas de sitôt.

Peut-être que le style passé d'investissement de Warren Buffett peut être capturé aujourd'hui dans un algorithme de négociation. Mais cela ne diminue pas nécessairement son génie. En effet, la véritable source de son succès peut consister dans sa compréhension du moment d'abandonner une méthode et d'en concevoir une autre.

L'idée de la singularité financière peut sembler inspirante ; mais elle n'est pas moins illusoire que l'utopie rationnelle qui a inspiré des générations de planificateurs centraux. Le jugement humain, bon et mauvais, déterminera les décisions d'investissement et les résultats des marchés financiers pour le reste de nos vies et au-delà.

Traduit de l'anglais par
Timothée Demont

* La troisième édition de son livre *Exubérance irrationnelle* vient d'être publiée, avec un nouveau chapitre sur le marché obligataire.

Le funeste et perpétuel report de la restructuration de la dette grecque

ATHENES - En principe, une restructuration de la dette a pour objectif de réduire le volume des nouveaux prêts nécessaires au sauvetage d'une entité insolvable. Les créanciers concèdent un allègement de la dette, et perçoivent en retour une valeur supérieure. Ils veillent également à octroyer à l'entité insolvable aussi peu de nouveaux financements que possible.



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances de la Grèce*

Où, il semble que les créanciers de la Grèce aient oublié ce sage principe financier. Dès lors qu'il est question de la Grèce, un phénomène particulier se produit, apparaissant au cours des cinq dernières années, et qui demeure à ce jour intact.

En 2010, l'Europe et le Fonds monétaire international accordaient à l'État grec, insolvable, des prêts équivalant à 44 % du PIB du pays. La simple évocation d'une restructuration de la dette était alors considérée comme inadmissible, et jetait le ridicule sur ceux qui osaient faire valoir son caractère inévitable.

En 2012, tandis que grimait en flèche le ratio dette/PIB, les créanciers privés de la Grèce ont fait l'objet d'une coupe significative de 34 %. Or, dans le même temps, de nouveaux prêts représentant 63 % du PIB venaient s'ajouter à la dette nationale grecque. Quelques mois plus tard, l'Eurogroupe (composé des ministres des Finances des États membres de la zone euro) faisait savoir que l'allègement de la dette serait finalisé d'ici le mois de décembre 2014, une fois achevé " avec succès " le programme de 2012, et une fois que le budget gouvernemental de la Grèce aurait atteint l'excédent primaire (exclusion faite des paiements d'intérêts).

En 2015, une fois l'excédent primaire atteint, les créanciers de la Grèce allaient pourtant refuser l'idée même d'une discussion autour d'un allègement de la dette. Pendant cinq mois, les négociations demeureront dans l'impasse, avec pour point culminant le référendum grec du 5 juillet, à l'issue duquel les électeurs rejeteront en masse toute nouvelle austerité, et qui donnera lieu plus tard à la capitulation du gouvernement grec, formalisée dans l'accord du Sommet de la zone euro du 12 juillet. Cet accord, qui cons-

titue désormais la feuille de route des relations entre la Grèce et la zone euro, vient perpétuer un modèle vieux de cinq ans, et consistant à placer la restructuration de la dette au dernier plan d'une longue séquence désastreuse alliant resserrement budgétaire, contraction économique et échec des programmes.

En effet, la séquence de " nouveau sauvetage " prévue par l'accord du 12 juillet débute comme l'on pouvait s'y attendre par l'adoption - avant la fin du mois - de mesures fiscales sévères et d'objectifs budgétaires à moyen termes, équivalant à une nouvelle période d'austérité rigoureuse. Intervient ensuite une négociation en milieu d'été, autour d'un nouveau prêt massif représentant 48 % du PIB (le ratio dette/PIB étant déjà supérieur à 180 %). Enfin, au mois de novembre, au plus tôt, et après achèvement d'un premier examen du nouveau programme, " l'Eurogroupe se tiendra prêt à considérer, si nécessaire, la possibilité de mesures supplémentaires... avec pour objectif que les besoins bruts de financement conservent un niveau soutenable. "

Lors des négociations auxquelles j'ai participé entre le 25 janvier et le 5 juillet, j'ai proposé à maintes reprises à nos créanciers de procéder à une série de judicieux échanges de dette. L'objectif consistait à minimiser la quantité de nouveaux financements exigés par le Mécanisme européen de stabilité et par le FMI aux fins du refinancement de la dette grecque, ainsi qu'à faire en sorte que la Grèce devienne, courant 2015, éligible au programme d'achat d'actifs (assouplissement quantitatif) de la Banque centrale européenne, afin de rouvrir l'accès de la Grèce aux marchés de capitaux. Nous estimions que 30 milliards (soit 17 % du PIB) de nouveaux financements issus du MES seraient suffisants, sans nécessiter d'en faire bénéficier le budget primaire de l'État grec.

Nos propositions ne furent pas rejetées. Nous avions consciencieusement travaillé à leur conférer une rigueur technique et une justesse juridique. Non, elles ne furent tout simplement même pas débattues. La volonté politique de l'Eurogroupe se limitait à ignorer nos propositions, à laisser échouer les négociations, à contraindre les banques de prendre des vacances pour une durée indéterminée, ainsi qu'à forcer le gouvernement grec à acquiescer sur tout - y



compris sur un nouveau prêt massif, d'une ampleur presque trois fois supérieure à ce que nous avions proposé. Une fois encore, les créanciers de la Grèce avaient préféré mettre la charrue avant les bœufs, en insistant sur l'acceptation d'un nouveau prêt avant même toute discussion autour d'un allègement de la dette. C'est ainsi que ce nouveau prêt jugé nécessaire s'est accru inexorablement, comme en 2010 et 2012.

Tôt ou tard, lorsqu'elle est intenable, une dette finit toujours par être allégée. En revanche, le timing et la nature de cet allègement font toute la différence concernant les perspectives économiques du pays concerné. Or, si la crise humanitaire grecque conduit aujourd'hui le pays à l'agonie, c'est bel et bien parce que le caractère inévitable de la restructuration de sa dette n'a cessé d'être utilisé comme une excuse destinée à reporter cette restructuration ad infinitum, comme l'illustre ce que m'a dit un jour un haut responsable de la Commission européenne : " Contre vents et marées, votre dette sera nécessairement allégée, alors pourquoi gaspillez-vous un capital politique aussi précieux en insistant pour que cette restructuration s'opère dès aujourd'hui ? "

La réponse à cette question était évidente. Une restructuration plus précoce de la dette, en ce qu'elle aurait réduit l'ampleur des nouveaux prêts, et rendu la dette tenable avant la mise en œuvre de quelque réforme, aurait eu de bonnes chances de mobiliser

l'investissement, de stabiliser les revenus, et d'établir un contexte propice à la reprise. Par opposition, les allègements de dette opérés trop tardivement, comme dans le cas de la Grèce en 2012, et découlant simplement de l'échec des programmes, ne font qu'entretenir la spirale infernale.

Ainsi, pourquoi les créanciers de la Grèce refusent-ils de s'orienter vers une restructuration de la dette avant que de nouveaux prêts ne soient négociés ? Et pourquoi privilégient-ils un nouveau paquet de prêts beaucoup plus volumineux que nécessaire ?

Les réponses à ces questions ne peuvent émerger d'une sage discussion autour de la finance, publique ou privée, dans la mesure où elles s'ancrent solidement dans le domaine de la politique des puissances. La dette constitue un atout de pouvoir pour les créanciers. C'est la leçon que tire douloureusement la Grèce aujourd'hui : une dette intenable change le créancier en véritable Léviathan. Dans ces conditions, la vie humaine devient difficile, brutale et - pour nombre de mes compatriotes - écourtée.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*Est député du parti Syriza et professeur d'économie à l'Université d'Athènes.

Pour la défense de Varoufakis

LONDRES - En lui reprochant le nouvel effondrement de l'économie grecque ou en l'accusant de comploter illégalement en vue d'une sortie de la Grèce de la zone euro, il est de bon ton de dénigrer Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des Finances du pays. Bien que je ne l'ai jamais eu l'occasion de le rencontrer ni de lui parler, il me semble qu'il est victime de sa mauvaise réputation (et ce de manière de plus en plus marquée). Pendant ce temps, l'attention générale s'est détournée des questions cruciales relatives à la capacité de reprise et de prospérité de la Grèce, qu'elle décide de rester ou non dans la zone euro.



PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

Conseiller économique en chef d'Allianz et membre de son Comité exécutif international*

C'est pour cette raison qu'il me paraît important de prêter attention aux idées auxquelles Varoufakis continue à adhérer. Les Grecs et d'autres peuvent lui reprocher d'avoir conduit son ordre du jour sans trop se soucier de la politesse durant son mandat. Mais l'essentiel de cet ordre du jour était (et demeure) en grande partie exact.

Après une impressionnante victoire électorale de son parti Syriza en janvier, le Premier ministre de la Grèce Alexis Tsipras a nommé Varoufakis pour mener des négociations délicates avec les créanciers du pays. Son mandat consistait à revoir cette relation selon deux axes importants : rendre ses dispositions plus favorables à la croissance économique et à la création d'emplois. Et rétablir l'équilibre et la dignité dans le traitement de la Grèce par ses partenaires européens et par le Fonds Monétaire International.

Ces objectifs témoignaient de l'expérience frustrante et décevante de la Grèce sous les deux plans

de sauvetage précédents administrés par " les institutions " : (la Commission européenne, la Banque Centrale européenne et le FMI). En les poursuivant, Varoufakis s'est senti mandaté par la forte victoire électorale de Syriza et contraint par la logique économique de faire pression sur trois questions auxquelles de nombreux économistes devront répondre pour restaurer une croissance durable : une austerité moins forte mais plus intelligente, des réformes structurelles répondant mieux aux objectifs sociaux et une réduction de la dette.

Ces questions restent tout aussi pertinentes, maintenant que Varoufakis a quitté le gouvernement, qu'elles l'étaient quand il a sans relâche plaidé en leur faveur lors de ses visites dans les capitales européennes et lors des négociations tendues durant cette longue nuit à Bruxelles. En effet, de nombreux observateurs tiennent l'accord conclu sur un troisième programme de sauvetage de la Grèce avec ses créanciers (à peine une semaine après la démission de Varoufakis), comme un moyen de continuer sur la même lancée. Au mieux, l'accord apportera un répit, qui risque bien d'être aussi court que superficiel.

En partie, la critique à l'égard de Varoufakis porte moins sur la substance de ses propositions que sur sa manière d'approcher ses interlocuteurs. En rejetant la dualité traditionnelle entre des discussions privées franches et des commentaires publics sobres, il a plaidé agressivement sa cause ouvertement et sans ambages, dans un style beaucoup plus personnel.

Qu'on la juge naïve ou belligérante, cette approche a indéniablement bouleversé et irrité les responsables politiques européens. Plutôt que de modifier un cadre de politique qui avait échoué pendant cinq ans à réaliser ses objectifs déclarés, ils ont campé sur leurs positions, en recourant en fin de compte à l'équivalent économique de la diplomatie de la canonnière. Et ils ont bien entendu expliqué à Tsipras, le patron de Varoufakis, que l'avenir des négociations dépendait de la mise au ban son ministre peu conventionnel : ce qu'il a accepté, d'abord en attribuant à quelqu'un d'autre la direction des négociations et puis en nommant en fin de compte un nouveau ministre des Finances.

Maintenant qu'il est démis de ses fonctions, Varoufakis est accusé de bien plus que de ne pas avoir voulu adapter son approche à la réalité politique. Certaines personnes le tiennent pour responsable du nouvel effondrement de l'économie grecque, du cloisonnement sans précédent du système bancaire et de l'imposition de contrôles de capitaux étouffants. D'autres appellent à des enquêtes criminelles et considèrent son travail sur un plan B (par lequel la Grèce comptait introduire un nouveau système de paiements soit en parallèle soit à la place de l'euro) comme une trahison.

Mais qu'on l'aime ou qu'on le déteste (et apparemment les personnes qui l'ont rencontré sont très rarement restées indifférentes) Varoufakis n'a jamais été l'arbitre du sort de la Grèce. Oui, il aurait dû adopter un style plus conciliant et respecter davantage les normes de négociations européennes. Et oui, il a surestimé le pouvoir de négociation de la Grèce, en supposant à tort que la menace pressante de Grexit obligerait ses partenaires européens à reconsidérer leurs positions ancrées depuis de longues années. Mais par rapport à la situation macroéconomique, ces questions-là ne sont que des brouillilles.

Varoufakis n'a eu aucun contrôle sur le désordre économique dont Syriza a hérité à son arrivée au pouvoir, y compris sur un taux de chômage proche de 25% et où 50% de la jeunesse est sans emploi

depuis une période considérable. Il ne pouvait pas influencer de manière significative les récits nationaux qui se sont insinués profondément dans d'autres pays européens, ce qui a fini par ruiner la capacité de ces pays à s'adapter. Il n'a pas pu convaincre certains politiciens de la région que le succès de Syriza allait encourager et renforcer d'autres partis non traditionnels à travers l'Europe.

Il aurait été également irresponsable pour Varoufakis de ne pas travailler en huis clos à un plan B. Après tout, le destin de la zone euro de la Grèce était (et est toujours) en grande partie aux mains d'autres entités (en particulier l'Allemagne, la BCE et le FMI). Et il reste encore à déterminer si Varoufakis a enfreint des lois quand lui et ses collègues ont travaillé à leur plan d'urgence.

Quand l'heure de vérité a sonné, Varoufakis a fait face au choix difficile de continuer sur la même lancée tout en sachant qu'elle conduirait à un échec, ou bien d'essayer de s'orienter vers une nouvelle approche. Il a courageusement choisi la seconde possibilité. Bien que son style impétueux ait compromis les résultats attendus, il serait vraiment tragique de perdre de vue ses arguments (qui ont été reconnus comme valables par de nombreux autres commentateurs).

Si la Grèce compte avoir une chance réaliste de reprise économique à long terme et répondre aux aspirations légitimes de ses citoyens, les décideurs doivent procéder à une refonte du programme d'austérité du pays, associer des réformes favorables à la croissance à une meilleure justice sociale et obtenir un allègement supplémentaire de la dette. Et si la Grèce doit rester dans la zone euro (ce qui reste une vraie question, même après le dernier accord), elle doit non seulement gagner le respect de ses pairs, mais encore être traitée avec davantage de respect par eux.

*Président du Conseil de développement mondial du Président Barack Obama. Il a publié dernièrement *When Markets Collide*.

Sauver la Grèce, sauver l'Europe

BERKELEY - Quoi que l'on pense de la tactique du gouvernement du Premier ministre grec Alexis Tsipras dans ses négociations avec les créanciers du pays, le peuple grec mérite mieux que ce qu'on lui propose. L'Allemagne veut que la Grèce choisisse entre l'effondrement économique et quitter la zone euro. Les deux options signifieraient un désastre économique. La première, sinon les deux, seraient politiquement tout aussi désastreuses.



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur à l'Université de Californie, Berkeley et à l'Université de Cambridge *

Lorsque j'ai écrit en 2007 qu'aucun État membre ne devait quitter volontairement la zone euro, j'ai insisté sur les coûts économiques élevés d'une telle décision. Le gouvernement grec a prouvé qu'il comprenait cela. Au lendemain du référendum, il a accepté ce que lui-même (et les électeurs) venaient de rejeter : un ensemble de conditions très pénibles et difficiles. Tsipras et son nouveau ministre des Finances, Euclid Tsakalotos, ont déployé des efforts extraordinaires pour calmer les créanciers de la Grèce.

Mais quand j'en ai conclu qu'aucun pays ne quitterait la zone euro, je n'osai pas imaginer que l'Allemagne en exclurait un autre membre. Cela serait de toute évidence l'effet des conditions politiquement intolérables et économiquement perverses présentées par le ministère des Finances de l'Allemagne.

L'idée du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble d'une "exclusion" provisoire de l'euro est absurde. Étant donné l'effondrement de

l'économie et la crise humanitaire croissante de la Grèce, le gouvernement n'aura bientôt plus d'autre choix, sans un accord, que d'imprimer de la monnaie pour financer les services sociaux de base. Il est inconcevable qu'un pays dans une telle détresse puisse remplir les conditions d'adoption de l'euro (une inflation à 2% de la moyenne de la zone euro et un taux de change stable pendant deux ans), entre aujourd'hui et la fin de la décennie. Si le Grexit a lieu, ce ne sera pas un congé, mais bien une retraite.

Tôt lundi matin, les dirigeants européens ont décidé de supprimer toute référence à cette "exclusion" de l'annonce du dernier accord de renflouement. Mais une fois cette porte ouverte, elle sera à présent plus difficile à fermer. L'Eurosystème est fragilisé et sujet à la déstabilisation. Les autres ministres des Finances européens devront répondre d'avoir accepté de transmettre à leurs dirigeants un avant-projet contenant le vocabulaire destructeur de Schäuble.

Sur le plan économique, le nouveau programme est pervers, car il va précipiter Grèce plus profondément dans la dépression. Il envisage de lever des impôts supplémentaires, de réduire davantage les retraites et de mettre en application des réductions automatiques des dépenses si les objectifs budgétaires ne sont pas atteints. Mais il ne fournit aucune base pour la reprise ou la croissance. L'économie grecque est déjà en chute libre et les réformes structurelles ne vont pas inverser à elles seules la spirale baissière.

L'accord continue d'exiger des excédents budgétaires primaires (nets des intérêts à payer), à

3,5% du PIB d'ici 2018, ce qui va faire empirer la récession de la Grèce. Le reprofilage de la dette du pays, qui fait implicitement partie de l'accord, ne va en rien améliorer cela, étant donné que les paiements d'intérêts sont déjà au minimum jusqu'à la fin de la décennie. Alors que la dépression s'intensifie, les objectifs de déficit ne seront pas atteints, ce qui va déclencher des réductions des dépenses supplémentaires et accélérer la contraction de l'économie.

Par la suite, l'accord déclenchera le Grexit, soit parce que les créanciers retirent leur aide une fois que les objectifs budgétaires ne sont pas atteints, soit parce que les citoyens grecs se rebellent. Le déclenchement de cette sortie est l'intention manifeste de l'Allemagne.

Enfin, le Fonds de privatisation au centre du nouveau programme ne fera rien pour encourager les réformes structurelles. Oui, la Grèce doit privatiser les entreprises publiques inefficaces. Mais on demande au gouvernement grec de privatiser en lui braquant un pistolet sur la tempe. La privatisation à des prix au rabais, avec la majeure partie du montant employé pour rembourser graduellement la dette, ne mettra pas les parlementaires grecs ni l'opinion publique dans une disposition qui va les pousser avec enthousiasme vers la réforme structurelle.

La Grèce mérite mieux. Elle mérite un programme qui respecte sa souveraineté et qui permet au gouvernement d'établir sa crédibilité au fil du temps. Elle mérite un programme capable de stabiliser son économie plutôt que de la saigner à

mort. Et elle mérite le soutien de la BCE pour lui permettre de rester membre de la zone euro.

L'Europe mérite mieux, elle aussi. Les autres pays européens ne doivent pas en toute bonne conscience adhérer à ce programme politiquement destructeur et économiquement pervers. Ils doivent se rappeler que la Grèce a reçu beaucoup d'aide de ses partenaires européens pour en arriver à ce point. Ils doivent continuer à faire pression pour un meilleur accord.

Ces partenaires ne doivent pas permettre au projet européen d'être sacrifié sur l'autel de l'opinion publique allemande, ni sur l'insistance des dirigeants allemands sur les "règles". Si le gouvernement de l'Allemagne refuse de voir le bout du tunnel, les autres doivent trouver une manière d'avancer sans lui. La solidarité franco-allemande risque d'être irrémédiablement endommagée, mais la solidarité franco-allemande ne vaut rien si la meilleure chose qu'elle peut produire est cet accord.

Enfin et surtout, l'opinion publique allemande mérite mieux. Les Allemands méritent un leader qui tient bon face à l'extrémisme, plutôt qu'il ne l'encourage, chez soi comme à l'étranger. Ils méritent une Europe qui peut jouer un rôle plus important dans les affaires mondiales. Surtout, compte tenu des superbes réalisations politiques et économiques de l'Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale, ils méritent l'admiration et le respect de leurs concitoyens, plutôt qu'un renouveau du ressentiment et de la méfiance.

*** Son dernier livre est *Hall of Mirrors: The Great Depression, the Great Recession, and the Uses - and Misuses - of History*.**

Le plan de privatisation rancunier de l'Europe pour la Grèce



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances de la Grèce

Les dirigeants de la zone euro ont exigé que des biens publics grecs soient transférés à un fonds de type Treuhand (un véhicule de vente au rabais, similaire à celui utilisé après la chute du mur de Berlin pour privatiser rapidement, au prix d'une forte perte financière et avec des effets dévastateurs sur l'emploi, de tous des biens publics de l'État moribond de l'Allemagne de l'Est. Ce Treuhand grec devait être basé (tenez-vous bien) au Luxembourg et devait être dirigé par un groupe supervisé par le ministre des Finances de l'Allemagne, Wolfgang Schäuble, l'auteur du plan. Il est censé effectuer l'ensemble des ventes au rabais d'ici trois ans. Mais alors que les travaux du plan Treuhand original s'accompagnaient d'investissements importants dans les infrastructures en Allemagne de l'Ouest et de transferts sociaux à grande échelle pour la population d'Allemagne de l'Est, les citoyens de la Grèce ne vont recevoir aucun avantage correspondant d'aucune sorte.

Euclid Tsakalotos, qui m'a succédé au poste de ministre des Finances de la Grèce il y a deux semaines, a fait de son mieux pour améliorer les pires aspects du plan Treuhand grec. Il a réussi à faire domicilier le fonds à Athènes et a extorqué aux créanciers de la Grèce (la troïka de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International) la concession importante selon laquelle les ventes pourraient s'étaler sur 30 ans, plutôt que sur trois ans seulement. Ce point a été essentiel car va permettre à l'État grec de conserver ses capitaux sous-évalués, jusqu'à ce que leurs prix remontent par rapport aux baisses actuelles induites par la récession.

Hélas, le Treuhand grec reste une abomination, qui va peser comme un stigmate sur la conscience de l'Europe. Pire, c'est une occasion perdue.

Le plan est politiquement toxique, car les fonds, bien que domiciliés en Grèce, seront en fait gérés par la

ATHÈNES - Le 12 juillet, le sommet des dirigeants de la zone euro a dicté les termes de sa capitulation au Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui, terrifié par les autres solutions, a tout accepté en bloc. Un de ces termes concernait la liquidation des avoirs publics restants de la Grèce.

troïka. Cela est également nuisible sur le plan financier, parce que les profits seront alloués à ce que même le FMI reconnaît à présent comme une dette impossible à acquitter. Et c'est un échec économique, parce qu'il gâche une occasion merveilleuse de créer des investissements nationaux pour aider à contrer l'impact rétrograde de la consolidation fiscale punitive qui fait également partie des "termes" du sommet du 12 juillet.

Les choses auraient pu se dérouler autrement. Le 19 juin, j'ai communiqué au gouvernement allemand et à la troïka une proposition différente, dans le cadre d'un document intitulé "Mettre fin à la crise grecque" :

"Le gouvernement grec propose de regrouper les richesses nationales (à l'exclusion de celles concernant la sécurité du pays, les équipements publics et le patrimoine culturel) dans une holding distincte de l'administration du gouvernement et gérée comme une entité privée, sous l'égide du Parlement grec, dans le but de maximiser la valeur de ses capitaux fondamentaux et de créer un flux d'investissement national. L'État grec sera l'actionnaire unique, mais ne garantira pas son passif ni sa dette."

La holding devait jouer un rôle actif dans la préparation à la vente des actifs. Elle devait "émettre des obligations entièrement garanties sur les marchés internationaux de capitaux" pouvant s'élever à 30 ou 40 milliards d'euros (32 ou 43 milliards de dollars), qui, "en tenant compte de la valeur actuelle des actifs, "pourraient" être investies dans la modernisation et la restructuration des actifs sous son contrôle."

Le plan prévoyait un programme d'investissement de 3 à 4 ans, résultant en "dépenses supplémentaires de 5% du PIB par an" avec des conditions macroéconomiques actuelles impliquant "un multiplicateur de croissance positive supérieur à 1,5", qui "devait stimuler la croissance du PIB nominal à un niveau supérieur à 5% pendant plusieurs années. Ceci devait induire à son tour "une augmentation proportionnelle des recettes fiscales" en "contribuant ainsi à la viabilité des finances publiques, tout en permettant au gouvernement grec d'exercer la maîtrise de ses dépenses sans réduire davantage l'économie sociale."



Dans ce scénario, l'excédent primaire (qui exclut les paiements d'intérêts) devait "atteindre sa vitesse d'évasion" en absolu termes absolus et relatifs au fil du temps. "En conséquence, la société de holding" se verrait accorder une licence bancaire "dans un an ou deux, se transformant ainsi en une Banque de Développement à part entière, capable d'attirer les investissements privés vers la Grèce et d'entrer dans des projets de collaboration avec la Banque européenne d'investissement."

La Banque de Développement que nous avons proposée devait "permettre au gouvernement de choisir quels capitaux devaient être privatisés ou non, tout en garantissant un plus fort impact sur la réduction de la dette sur les privatisations choisies." Après tout, "la valeur des actifs devait augmenter au-delà du montant réel consacré à la modernisation et à la restructuration, avec l'aide d'un programme de par-

tenariats public-privé dont la valeur serait en hausse selon la probabilité d'une privatisation future."

Notre proposition a été accueillie par un silence assourdissant. Plus précisément, l'Eurogroupe des ministres des Finances de la zone euro et de la troïka ont continué à laisser entendre à la presse mondiale que les autorités grecques n'avaient aucune proposition novatrice crédible à fournir : leur rengaine habituelle. Quelques jours plus tard, une fois que le pouvoir en place s'est rendu compte que le gouvernement grec était sur le point de capituler entièrement face aux exigences de la troïka, ils ont jugé bon d'imposer à la Grèce leur modèle Treuhand : un modèle humiliant, sans imagination et pernicieux.

À un tournant de l'histoire de l'Europe, notre solution innovante a été jetée aux oubliettes. Elle y restera jusqu'à ce que d'autres personnes la ramènent au grand jour.

Les porte-parole de la dépression

BERKELEY - Dans les premiers temps de la crise économique actuelle, j'utilisais une formule lors de mes conférences qui a parfois été accueillie par des applaudissements, souvent par des rires et qui a toujours donné aux gens une bonne raison de rester optimistes. Compte tenu de l'expérience de l'Europe et les États-Unis dans les années 1930, disais-je alors, les décideurs politiques ne risquent pas de faire les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs durant la Crise de 1929. Cette fois, nous risquons de commettre des erreurs nouvelles, différentes et espérons-le moins nombreuses.



PAR J. BRADFORD DELONG

Professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley*

malheureusement, cette prévision s'est avérée être erronée. Non seulement les décisionnaires dans la zone euro se sont entêtés à réitérer les gaffes des années 1930. Mais en outre ils se sont montrés déterminés à les réitérer d'une manière plus brutale, plus exagérée et plus étendue. Je n'avais pas prévu cela. Lorsque la crise de la dette grecque a éclaté en 2010, il me semblait que les leçons de l'histoire étaient si évidentes que la voie vers une résolution serait facile. La logique était claire. Si la Grèce n'avait pas été membre de la zone euro, sa meilleure option aurait été de faire faillite, de restructurer sa dette et de déprécier sa monnaie. Mais parce que l'Union européenne n'a pas voulu que la Grèce sorte de la zone euro (ce qui aurait été un revers majeur pour l'Europe comme projet politique), la Grèce a reçu suffisamment d'aide, de soutien, de pardon pour sa dette et d'assistance sur ses paie-

ments, pour compenser les avantages qu'elle pourrait trouver à quitter l'union monétaire.

Au lieu de cela, les créanciers de la Grèce ont décidé de serrer la vis. En conséquence, la Grèce est probablement à l'heure actuelle dans une situation bien pire que si elle avait abandonné l'euro en 2010. L'Islande, frappée par une crise financière en 2008, en donne fournit la preuve a contrario. Considérant que la Grèce reste enlisée dans la dépression, l'Islande (qui n'est pas dans la zone euro), a retrouvé pour l'essentiel sa situation d'avant la crise.

Certes, comme l'a soutenu en 2007 l'économiste américain Barry Eichengreen, certaines considérations techniques rendent difficile, coûteuse et dangereuse une sortie de la zone euro. Mais c'est ne considérer qu'un seul aspect du problème.

En utilisant l'Islande comme mètre étalon, le coût de la non-sortie à la Grèce de la zone euro équivalait à 75% du PIB - et ce n'est pas fini. Il m'est difficile de croire que si la Grèce avait abandonné l'euro en 2010, les retombées économiques seraient équivalentes à même seulement un quart de cette somme. En outre, il semble également improbable que l'impact immédiat d'une sortie actuelle de la zone euro soit plus fort que les coûts à longue durée restants, étant donnée l'insistance des créanciers de la Grèce sur l'austérité.

Cette insistance reflète l'attachement des décideurs

de l'UE, notamment en Allemagne, à un cadre conceptuel qui les a amenés régulièrement à sous-estimer la gravité de la situation et à recommander des mesures qui ont envenimé cette situation.

En mai 2010, le PIB de la Grèce avait chuté de 4% en glissement annuel. L'Union européenne et la Banque Centrale européenne ont prédit que le premier programme de renflouement conduirait le PIB grec à une baisse d'environ 3% en deçà des niveaux de 2010, avant que l'économie n'amorce sa relance en 2012.

Toutefois en mars 2012, les faits étaient là. Avec un PIB à 12% en deçà des niveaux de 2010, un second programme fut mis en place. Vers la fin de l'année, le PIB avait chuté à 17% en deçà des niveaux de 2010. Le PIB de la Grèce est maintenant 25% inférieur à son niveau de 2009. Et tandis que certains prévoient une relance en 2016, je ne vois pas comment une analyse des flux de demande peut justifier cette prévision.

La principale raison pour laquelle les prévisions ont été si erronées, c'est que ceux qui les ont faites ont chroniquement sous-estimé l'impact des dépenses publiques sur l'économie, en particulier quand les taux d'intérêt sont proches de zéro. Et pourtant l'échec évident de l'austérité pour relancer l'économie en Grèce ou dans le reste de la zone euro n'a pas poussé les décideurs à repenser leur approche.

Au lieu de cela, ils semblent doubler la mise, en vertu de la théorie selon laquelle plus la crise est profonde, meilleures sont les chances d'une poussée favorable à des réformes structurelles. Cette réflexion estime que de telles réformes sont nécessaires pour stimuler la croissance à long terme. Et si cette croissance ne se produit pas rapidement, c'est parce que le besoin de procéder à ces réformes est encore plus important que prévu.

C'est malheureusement une redite de l'histoire des années 1930. Comme l'a fait remarquer le commentateur américain Matthew Yglesias, les principaux partis européens de centre-gauche ont à cette époque reconnu que les mesures prises alors ne fonctionnaient pas, mais qu'ils étaient néanmoins incapables de proposer autre chose. " D'autres parties prenantes aux ordres du jour mondiaux moins nobles (Hitler, par exemple), ont dû intervenir pour dire que si les règles du jeu conduisaient à de longues périodes de chômage de masse, il faudrait alors modifier les règles du jeu. "

Aujourd'hui, ajoute Yglesias, les politiciens de centre-gauche de l'Europe " n'ont toujours pas de stratégie pour changer les règles et n'ont pas le courage de déchirer le règlement. " En conséquence l'austérité règne et la dissidence est laissée à des populistes comme Marine Le Pen en France ou Beppe Grillo en Italie, dont les propositions économiques ont encore moins de chances d'être efficaces. Il nous semblait raisonnable de penser que les hommes seraient capables de tirer les leçons de leur passé. Et que la grande dépression avait eu assez d'importance dans l'histoire européenne pour que les décideurs ne répètent pas les mêmes erreurs. Et pourtant à l'heure actuelle, c'est précisément ce qui semble se produire.

*Associé de recherche au National Bureau of Economic Research.

L'obsession allemande

PRINCETON - L'un des thèmes persistants - et en réalité l'un des leitmotivs - entourant la manière dont les dirigeants allemands débattent de la zone euro réside dans une insistance sur l'importance du respect des règles. En écho à ce refrain, le reste de l'union monétaire demande à savoir pourquoi l'Allemagne adopte une approche aussi inflexible. La réponse à cette question reflète la manière dont le système de gouvernement fédéral de l'Allemagne façonne son processus décisionnel, de même que l'expérience historique de l'Allemagne en matière de crises de la dette.



PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire et d'affaires internationales à l'Université de Princeton*

L'obsession allemande pour les règles remonte à une période bien antérieure à l'actuelle crise de la zone euro. Les dirigeants du pays ont toujours insisté sur l'idée que l'Europe ne pourrait disposer d'une monnaie unique sans avoir au préalable atteint une convergence économique. Il est cependant apparu que cette convergence ne se produirait jamais. C'est la raison pour laquelle, au cours de la création de la zone euro dans les années 1990, l'Allemagne argumenta en faveur d'une rigoureuse application des " critères de convergence ", en tant que conditions préalables d'une adoption de l'euro.

Les économistes de tous les pays tournèrent en ridicule cette obsession germanique à l'égard de règles strictes. Sur quelles bases considérer par exemple comme viable un ratio dette/PIB de 59 %, et juger irresponsables et dangereux un ratio de 62 % ? Quoi qu'il en soit, les Allemands insistèrent, et finirent par obtenir gain de cause.

Cette approche découlait en partie de la structure politique de l'Allemagne. Plus le système de gouvernement d'un pays est fédéralisé, plus les règles doivent être nombreuses pour garantir son fonctionnement fluide. Lorsque les responsabilités des différents niveaux de gouvernement ne sont pas clairement délimitées, le risque existe de voir les dirigeants politiques tenter de transférer la charge vers les niveaux supérieurs. Afin d'éviter cela, les systèmes fédéraux adoptent bien souvent une approche legaliste.

Historiquement, il existe en effet une solide corrélation entre la réussite des systèmes fédéraux et l'existence de politiques monétaires stables, sous-tendues par des règles claires. À la fin du XXe siècle, la Suis-

se, l'Allemagne et les États-Unis - systèmes tous les trois fédéraux - furent pionniers dans l'application d'une politique monétaire axée sur la stabilité. La zone euro étant à de nombreux égards fédérale dans sa structure, l'Allemagne a toujours considéré qu'un engagement clair autour de règles définies constituait une condition préalable de sa réussite.

Bien entendu, les Allemands eux-mêmes savent parfois admettre la nécessité d'un assouplissement des règles. Les philosophes de toute l'histoire, jusqu'à Aristote, ont expliqué que des règles trop strictes étaient vouées à échouer. Dans son ouvrage Éthique à Nicomaque, Aristote relève que les sculpteurs de l'île de Lesbos utilisaient des règles faites de plomb souple - plutôt que de fer rigide - pour creuser des lignes incurvées dans la pierre. Pour le philosophe, la capacité à courber ces règles afin qu'elles s'adaptent à la pierre sert ainsi de métaphore sur la nécessité d'ajuster les lois lorsque les circonstances changent.

Or, lorsqu'il est question de la dette, les Allemands insistent sur l'utilisation des outils les plus rigides. Depuis le début de la crise de la zone euro, le gouvernement allemand campe sur ses positions autour des dispositions du traité européen, qu'il interprète comme autant d'interdictions des sauvetages et autres financements monétaires des dettes étatiques. Récemment, l'Allemagne a réagi à une proposition visant à radier une partie de la dette grecque, en faisant valoir que les dispositions du traité interdisant les renflouements excluaient également les faillites étatiques et la radiation de dettes.

De sa propre histoire, l'Allemagne a tiré comme enseignement que la dette constituait un domaine dans lequel la souplesse était hors de question. De quoi surprendre les observateurs américains, dont certains reprochent à l'Allemagne de faire preuve d'hypocrisie, dans la mesure où le pays a fait défaut sur ses dettes de 1923, 1932-1933, 1945 et 1953, pour finalement insister aujourd'hui afin qu'autrui agisse différemment.

Il est vrai que les Allemands ont considéré la quasi-totalité de ces épisodes de défaut comme extrêmement déstabilisants. Le défaut interne de



1923, opéré via une hyperinflation, a en effet affaibli le système financier allemand, et contribué à la Grande Dépression. Les défauts survenus au début des années 1930 sont devenus inévitables à mesure que l'Allemagne s'est trouvée privée d'accès aux marchés de capitaux, et que le pays perdait foi en son avenir. Bien loin d'établir les bases d'une reprise économique durable, ces défauts et déflations alimentèrent les flammes du nationalisme - avec les effets catastrophiques que nous connaissons.

Le défaut de 1945 fut la conséquence d'une Seconde Guerre mondiale perdue par le pays. En effet, la fameuse tradition d'ordolibéralisme qui façonnera la politique économique allemande d'après-guerre est une réponse à l'arbitraire destructeur des nazis.

Seule l'annulation de la dette de 1953 est considérée comme une lueur positive en Allemagne, un coup d'œil sur les circonstances dans lesquelles cette annulation se produisit étant extrêmement révélateur sur l'approche du pays face à la crise de la zone euro. Comme l'a expliqué l'économiste Timothy Guinnane de l'Université de Yale, les dettes annulées concernaient non pas le capital, mais des arriérés d'intérêts accumulés qui n'avaient pu être payés entre la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale.

Du point de vue de l'Allemagne, un aspect encore plus important réside dans le contexte politique au sein duquel s'effectuèrent les négociations. Pour commencer, un changement de régime total avait eu lieu en Allemagne. Les victorieux Alliés avaient chassé

les instigateurs des politiques destructrices et déstabilisatrices du passé, offrant au pays un nouveau départ, et conférant à ses créanciers une confiance selon laquelle l'Allemagne amorçait une trajectoire nouvelle. Par ailleurs, les nouveaux dirigeants de l'Allemagne avaient prouvé leur sérieux financier. En 1950, le pays avait subi une grave crise de la balance des paiements. Alors que certains responsables politiques se prononçaient en faveur de contrôles des capitaux, le gouvernement insista davantage sur la mise en œuvre d'une austérité monétaire.

Ces expériences historiques expliquent également une autre obsession allemande : la nécessité de réformes dans les pays débiteurs. L'Allemagne a pour sa part eu besoin d'un changement complet de régime politique pour rompre le cercle de la dette et des défauts. C'est sans doute beaucoup demander à la zone euro ; mais à défaut d'une réorientation fondamentale de la politique des États, l'annulation des dettes demeurera un exercice futile, du moins si l'on suit le mode de raisonnement allemand.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*Professeur d'histoire à l'Institut universitaire européen de Florence, et membre principal du Center for International Governance Innovation.

AIR ALGÉRIE

Dimanche	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	13h10
Oran - Alger	15h55
Oran - Alger	19h05
Oran - Alger	21h15
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h30
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	06h50
Alger - Oran	11h20
Alger - Oran	14h05
Alger - Oran	15h15
Alger - Oran	17h15
Alger - Oran	20h30
Adrar - Oran	12h05
Constantine - Oran	17h50
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

Lundi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	15h45
Oran - Alger	19h35
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Béchar	15h45
Oran - Constantine	18h35
Alger - Oran	09h30
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	17h45
Alger - Oran	20h30
Adrar - Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10
Béchar - Oran	13h05
Constantine - Oran	16h00

INTERNATIONAL

Dimanche	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Lyon	13h30
Oran - (Paris-CDG)	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Djeddah	17h40

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	18h05
Lyon - Oran	19h00
Paris (CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h45
Djeddah(j+1) - Oran	07h05

LUNDI	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	22h45

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	18h20
Paris-CDG - Oran	20h10
Casablanca - Oran	18h00
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	12h00

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Dim/Mar/Mer/Jeu/Ven	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Lun/Mer/Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Dim/Mar/Mer/Jeu/Ven	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Dim/Mar/Mer/Jeu/Ven	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00
Dim	
Oran - Lille	10h40/ 14h15

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Dim 02 - 11h00	Dim 02 - 19h00
Mar 04 - 18h00	Mer 05 - 07h00
Jeu 06 - 11h00	Jeu 06 - 19h00
Ven 07 - 18h00	Sam 08 - 07h00
ALICANTE / ORAN	
Sam 01 - 19h00	Dim 02 - 07h00
Lun 03 - 23h00	Mar 04 - 07h00
Mer 05 - 19h00	Jeu 06 - 07h00
Ven 07 - 19h00	Sam 08 - 07h00
ORAN / MARSEILLE	
Dim 02 - 14h00	Lun 03 - 15h00
Sam 08 - 12h00	Dim 09 - 13h00
Ven 14 - 12h00	Jeu 15 - 13h00
MARSEILLE / ORAN	
Sam 01 - 12h00	Dim 02 - 12h00
Mer 05 - 13h00	Jeu 06 - 13h00
Dim 09 - 16h00	Lun 10 - 16h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Lundi 03 août à 18h au TRO

Dans le cadre de Constantine capitale de la culture Arabe

«El Hob Oua Roh»

Auteur : Aissa Redaf

Mise en scène : Djamel Marir

(T.R. De Guelma)

► Mardi 04 août à 18h au TRO

Dans le cadre de Constantine Capitale de la culture Arabe

«Sokot Hasne Wahran»

Auteur : Abed Boukhobza

Mise en scène : Djamel Guerri

(T.R. de Saïda)

► Vendredi 07 août à 10h

et Samedi 08 août à 15h au TRO

«Wissam Ouel Malika»

Auteur Azzedine mari

Mise en scène : Youcef Gousmi (T.R.O.)

► Mardi 11 août à 15h

et vendredi 14 août à 10 au TRO

«En Nahla»

Adaptation et mise en scène : Abdelkhalek Houari

(T.R.O.)

► Samedi 15 août à 15h au TRO

Film enfants :

«Errad El Imlak»

(T.R.O.)

► Mardi 18 août 15h au TRO

Film enfants «Senchero»

(T.R.O.)

► Jeudi 20 août à 18h au TRO

«Makhbar commédia»

Auteur et mise en scène Mohamed Mihoubi

(Ass/Amel)

CINÉMATHEQUE D'ORAN



► Aujourd'hui

-15h00 «3 Days To Kill»

De MCG/USA 2014

-18h00 «Agro» De Ben

Affleck/USA 2012



► Lundi 03 août

-15h00 «Apprenti Gigolo»

De John Turturro USA 2013

-18h00 «Le Chaperon Rouge»

De catherine Hardwicke (USA/11)



► Mardi 04 août

-15h00 : «A Case Of you»

de Kat Coiro» (USA /2013)

-18h00 «Le journal de Bridget

Jones» De Sharon Maguirre/

Royaume-Uni 2011



► Mercredi 05 août

-15h00 «Little Senegal»

De Rachid Bouchareb/

France-Allemagne (Algérie/2001)

-18h00 «Les 3 mousquetaires»

de George Sidney (USA/1948)



Art de la scène

MUSIQUE CLASSIQUE

«L'Orchestre Lamoureux»

► Lundi 14 septembre à 19h

au Théâtre National Algérien (Alger)

Dans le cadre du Festival Culturel International de Musique Symphonique. Fondé en 1881, L'Orchestre Lamoureux est un orchestre symphonique français en résidence au Théâtre des Champs-Élysées. L'Orchestre Lamoureux a créé les plus grandes œuvres de la musique classique française de la fin du XIXe et du XXe siècles (Saint-Saëns, Ravel, Debussy, etc.).

Conférence

Littérature: les limites
de la liberté dans l'écriture► Samedi 19
septembre à 18h00
à l'IF d'Alger

Par Chawki Amari et Kamel

Daoud, écrivains

Modérateur: Nordine





















Azzouz, journaliste, di-

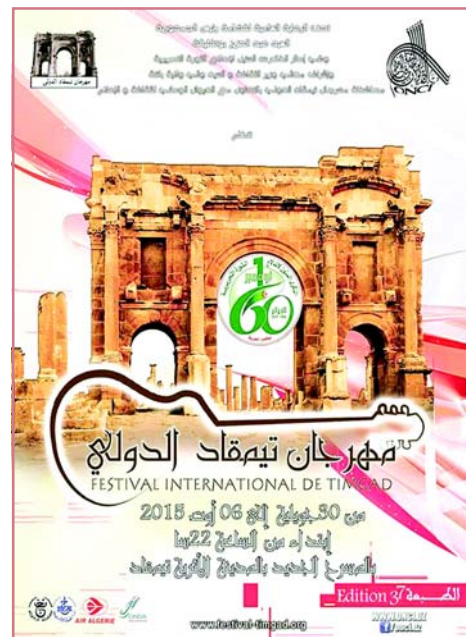
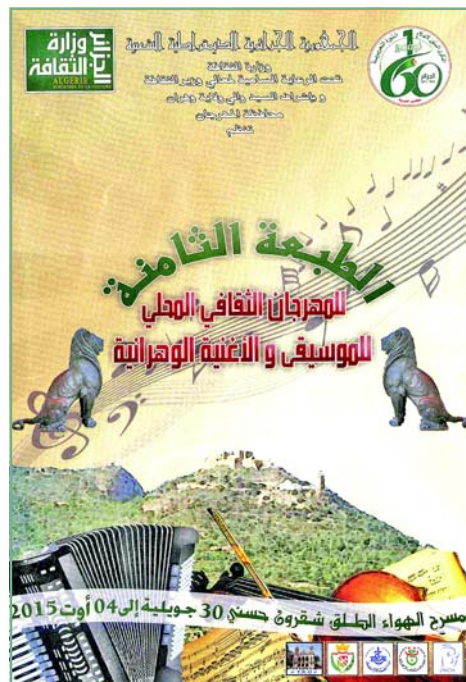
recteur de la rédaction du

quotidien "Reporters".

Chawki Amari (né en 1964) et Kamel Daoud (né en 1970) sont presque jumeaux : ils sont tous deux journalistes/ chroniqueurs stars, commentant sans concession l'actualité de leur pays et suivis par un jeune public nombreux (notamment sur les réseaux sociaux).

MÉTÉO

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
ORAN			
Ensoleillé Max.31 -Min.24		Peu nuageux Max.34 -Min.24	
MOSTAGANEM			
Ensoleillé Max.37-Min.23		Ensoleillé Max.38-Min.24	
TLEMSEN			
Peu nuageux Max.38 -Min.21		Peu nuageux Max.38 -Min.21	
MASCARA			
Peu nuageux Max.38 -Min.21		Peu nuageux Max.38 -Min.21	
TIARET			
Ensoleillé Max.39 -Min.23		Ensoleillé Max.40 -Min.23	
CHLEF			
Ensoleillé Max.43-Min.28		Ensoleillé Max.42-Min.28	
BÉCHAR			
Ensoleillé Max.43- Min.29		Ensoleillé Max.43- Min.28	
ALGER			
Peu nuageux Max.33 -Min.2		Peu nuageux Max.33 -Min.22	
CONSTANTINE			
Ensoleillé Max.41- Min.21		Ensoleillé Max.37- Min.19	
ANNABA			
Ensoleillé Max.34-Min.23		Ensoleillé Max.32-Min.21	



COURRIER EXPRESS	
KAZI - TOUR	
Tlemcen: 0770.12.56.23/0770.91.38.05	
Oran: 0770.61.65.31/0770.12.56.23	
Bab Ezzouar : 0770.91.38.03-06	
Mostaganem:0770.94.89.73	
Sétif : 0770.78.13.26	
El-Eulma : 0770.89.44.64	

Pour les migrants, l'eldorado britannique tant convoité peut avoir un goût amer



Le centre de rétention de Douvres dans le sud-est de l'Angleterre

Par Robin Millard de l'afp

Pour les centaines de migrants qui parviennent à atteindre le Royaume-Uni après une traversée chaotique et dangereuse de la Manche, la quête de l'eldorado tant espéré s'achève souvent dans l'amertume, au centre de rétention de Douvres.

Cette ancienne citadelle, entourée d'un fossé et de hautes barrières parées de barbelés et de caméras de surveillance, surplombe le port. Ce qui ressemble fort à une prison accueille 316 hommes adultes qui ont déposé une demande d'asile ou ont vu leur demande rejetée. Les arrivées et départs quotidiens sont, eux, tenus secrets. Parmi ces migrants, qui arrivent dissimulés dans les ferries ou les trains qui font la traversée du tunnel sous la Manche, figure aussi un nombre de plus en plus important de mineurs, ce qui inquiète des autorités locales débordées. "Nous n'aurons plus de place d'accueil dans les semaines à venir si l'augmentation des arrivées se poursuit au même rythme que ces dernières semaines", déclare Paul Carter, le chef du conseil du comté du Kent (sud-ouest) qui appelle à l'aide le gouvernement pour faire face à cet afflux. Le nombre des demandeurs d'asile âgés de moins de 18 ans a doublé au cours des trois derniers mois, s'établissant aujourd'hui à 605 et engendrant des frais supplémentaires de 5,5 millions de

livres (7,9 millions d'euros) pour le comté. L'association Compass Fostering, qui se charge de trouver des logements pour ces jeunes qui ne peuvent pas être hébergés au centre de rétention, affirme que le nombre de migrants mineurs non-accompagnés qui ont fait une demande d'asile a été multiplié par cinq en un an. L'année dernière, ils ont reçu 34 signalements par mois des autorités locales, un chiffre qui s'établit aujourd'hui à 140.

Il s'agit principalement de jeunes garçons, les plus jeunes étant âgés de 12 ans.

LONGUE PÉRIODE DE DÉTENTION

Si les autorités ne donnent pas de chiffres, une source proche du dossier a affirmé à l'AFP que "plus de 100" migrants ont été détenus après être arrivés en début de semaine à bord de trains de marchandises, alors que les tentatives de traversée illégale des migrants massés sur les côtes françaises se sont comptées par milliers ces derniers jours. En temps normal, les entrées au centre de rétention vont de "zéro à une poignée", selon cette même source.

Un photographe de l'AFP a pu apercevoir, aux premières heures du jour vendredi, deux migrants accrochés sur le toit d'un camion qui quittait le terminal d'Eurotunnel à Folkestone, alors que nombre des arrivants dans le pays préfèrent éviter la case demande d'asile et rester dans la

clandestinité. Ceux qui demandent l'asile ou le statut de réfugié se retrouvent confrontés à de longues périodes de détention le temps que leur cas soit étudié.

Et beaucoup se verront renvoyer chez eux ou vers le pays européen dans lequel ils sont arrivés. "La plupart du temps, ces personnes sont complètement traumatisées", affirme Raga Gibreel qui vient en aide à ses compatriotes originaires du Soudan ou du Soudan du Sud. "Ils arrivent dans un pays différent avec une culture et une langue différentes. Ils ont perdu leurs amis et leurs proches en Méditerranée", dit-elle à l'AFP. "Parfois, certains portent des marques sur le corps, causées par des coups, des coupures ou des balles", raconte-t-elle encore. L'association Kent Refugee Help vient en aide aux détenus du centre de rétention de Douvres en les aidant notamment à trouver des avocats pour les représenter. Pour Pete Keenan, intervenant de l'association, le système britannique "persécute" les demandeurs d'asile en multipliant les obstacles administratifs. "C'est un système antagoniste qui tente de les faire craquer et de les pousser à abandonner et à repartir dans le pays qu'ils ont fui", affirme-t-il à l'AFP. "Du début à la fin, il y a une culture du doute et ils risquent à tout moment de basculer dans une zone qui revient, pour eux, à planter les clous de leur propre cercueil", a-t-il regretté.

La gronde contre les défaillances du service public s'étend à tout l'Irak

Des centaines d'Irakiens ont défilé samedi à Bassora, dans le sud du pays, pour protester contre la mauvaise qualité de l'eau, dans le sillage d'autres manifestations organisées dans tout le pays pour réclamer de meilleurs services publics. Environ 500 personnes ont manifesté devant le siège du gouverneur de la ville, munies de bannières et de drapeaux irakiens, pour réclamer une solution à l'interminable problème de l'eau salé qui sort des robinets. D'autres défilés se sont tenus samedi dans plusieurs villes d'Irak, notamment dans la ville chiite de Kerbala. "Nous demandons la démission du gouverneur et du conseil de la province, le temps est venu pour les habitants de Bassora d'obtenir leurs droits", affirme Ziyad Tareq, un étudiant de 24 ans. Lorsque le vice-gouverneur est venu s'enquérir de leurs plaintes, les manifestants lui ont jeté des

bouteilles en plastique, réclamant la venue du gouverneur en personne. "Le gouvernement local nous promet toujours que les services d'eau et d'électricité vont s'améliorer, mais ce sont des menteurs, ils n'ont plus aucune crédibilité", fustige Ziyad. "Là maintenant il fait 54 degrés dans le centre-ville, les gens sont très en colère contre les dirigeants", poursuit-il.

Pour Raad Jassim, employé dans une compagnie pétrolière, les habitants sont excédés de voir leur région incapable de profiter des dividendes du pétrole. "Bassora est la mère nourricière de l'Irak, ses revenus financent le pays et nous n'avons même pas d'eau pour notre bétail", dénonce cet Irakien de 36 ans.

Cette région est le principal champ pétrolifère d'Irak, pays qui exporte plus de trois millions de barils par jour. Mais en dépit de cette richesse, l'Irak

reste un pays sous-développé où les fréquentes coupures de courant, la qualité médiocre de l'eau et les déchets abandonnés poussent de plus en plus d'habitants de Bassora à réclamer l'autonomie. Samedi, les forces de sécurité ont été déployées aux abords du siège du gouvernorat, au lendemain de manifestations organisées à Bagdad contre les coupures de courant. Mi-juillet, une autre manifestation contre les pannes d'électricité avait viré aux affrontements violents. "Nous manifestons pacifiquement, tout ce que nous voulons c'est boire une eau propre", soutient Mahmoud Chaker, 52 ans, professeur de lycée. Les infrastructures électriques de l'Irak ont subi d'importants dommages lors de l'invasion américaine en 2003 et ont depuis régulièrement été visés par des insurgés, notamment le groupe Etat islamique qui occupe une large part du territoire irakien depuis 2014.

Plus de 300.000 demandeurs d'asile depuis le début d'année en Allemagne

L'Allemagne a accueilli depuis le début de l'année plus de 300.000 demandeurs d'asile, indique samedi le quotidien allemand Die Welt, alors que Berlin s'apprête à faire face à un nouvel afflux record de réfugiés en 2015.

Selon le journal conservateur, qui cite le compte-rendu d'une réunion téléphonique tenue vendredi entre les ministres de l'Intérieur des 16 Länder (Etats régionaux) allemands, "302.415 demandeurs d'asile ont déjà été enregistrés" cette année par ces Länder. Ce chiffre est clairement supérieur à celui avancé par l'Office fédéral pour les migrants et les réfugiés (BAMF) qui avait enregistré pour l'instant 258.000 demandes. Selon Die Welt, cet écart s'explique par le fait que les chiffres des Länder ne sont pas encore remontés au niveau fédéral et n'ont donc pas été pris en compte par le BAMF.

Les Länder, qui se voient répartir le nombre de demandeurs d'asile en fonction de leurs richesses, ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme, réclamant plus d'aide à l'Etat fédéral afin de faire face à cet afflux. Récemment, l'Office pour les réfugiés tablait sur l'arrivée de 450.000 demandeurs d'asile en 2015 mais avait dû aussi réviser cette prévision à la hausse, avançant désormais le chiffre de 500.000 personnes, là en



core du jamais vu. En 2014, l'Allemagne avait reçu plus de 202.000 demandes d'asile, soit 60% de plus qu'en 2013. Et selon le quotidien allemand Der Tagesspiegel, des "chiffres internes" à l'Office, donc non-officiels, évoqueraient même 600.000 candidats à l'asile en 2015. Vendredi, le président de l'Office, Manfred Schmidt, avait aussi fait état d'un afflux "record" en juillet: avec 79.000 demandeurs d'asile, principalement venus de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, jamais l'Allemagne n'a accueilli autant de réfugiés en un seul mois.

En raison de sa bonne

santé économique, le pays est devenu la première destination européenne pour les migrants, notamment pour ceux qui fuient pauvreté, guerres et persécutions.

Un afflux massif qui n'est pas sans poser problème dans certaines régions, notamment dans les villages ou petites communes où vivent peu d'étrangers dans l'Est de l'Allemagne.

Globalement, depuis le début de l'année, les violences contre les foyers ou futurs foyers de réfugiés ont explosé: 202 entre janvier et juin, autant que pour l'ensemble de 2014, selon des chiffres officiels.

Le premier vaccin efficace contre Ebola «à portée de main»



Le premier vaccin efficace contre Ebola, un virus qui a fait plus de 11.000 morts en Afrique de l'Ouest depuis décembre 2013, est désormais "à portée de main" selon l'OMS, au vu des résultats préliminaires très encourageants d'un premier essai sur le terrain en Guinée. Margaret Chan, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), y voit une "avancée très prometteuse". "Un vaccin efficace sera une arme supplémentaire très importante dans la lutte" contre Ebola, a-t-elle souligné dans un communiqué. Testé en Guinée sur plus de 4.000 personnes, le vaccin VSV-ZEBOV - développé par l'Agence de la santé publique du Canada et dont la licence est détenue par les laboratoires américains New Link Genetics et Merck - s'est révélé à 100% efficace, selon une étude publiée vendredi

dans la revue médicale britannique The Lancet.

Ces résultats ont suscité des réactions très favorables parmi les experts, mais également dans les pays concernés par l'épidémie.

A Conakry, Dr Sakoba Kéita, coordonnateur de la lutte contre Ebola en Guinée, a exprimé sa "satisfaction grandiose" lors d'une conférence de presse vendredi soir. "Nous avons l'espoir qu'avec cette découverte, les stigmatisations dont nous avons fait l'objet et la peur à cette maladie vont tomber", a déclaré le Dr Kéita, assurant que les mesures décidées dans le cadre de lutte demeureront en vigueur.

Le représentant de l'OMS en Guinée, Dr Mohammed Belhocine, a de son côté exhorté à la prudence: "Vu le danger de cette épidémie, ce n'est qu'un résultat partiel. Nous devons le fêter, mais

nous ne devons pas baisser les armes" en matière de surveillance et de prévention. "C'est une grande nouvelle et l'événement médical le plus prometteur jusqu'à présent dans la lutte en cours pour stopper Ebola", a commenté le virologue britannique Benjamin Neumann. Un porte-parole du gouvernement sierra-léonais a déclaré que tout vaccin efficace "était le bienvenu s'il était approuvé par l'OMS". Partie du sud de la Guinée, l'épidémie actuelle d'Ebola en Afrique de l'Ouest est la plus grave depuis l'identification du virus en Afrique centrale en 1976, avec plus de 27.700 cas recensés dont plus de 11.200 décès. Plus de 99% des victimes se concentrent en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia, où la maladie a désorganisé les systèmes de santé, ravagé les économies et fait fuir les investisseurs.



■F4 à vendre. 03 façades. 1^{er} étage Cité des Lilas – Gambetta. ORAN - Toutes commodités - Libre de suite – Tél. 0697.14.31.30

■A vendre trois Appartements (03). F4. Sup. 144 m². 2^{ème} / 3^{ème} / 4^{ème} étage. (02) deux façades, dans un bloc R+4 chaque niveau un Appart. Toutes commodités - sur Bd Bir El Djir Centre - Cont. : 0661.20.39.10 – 0778.10.53.13

■Vds F3 libre de suite. 70 m². Acté. 1 Gd Sal. 2 Ch. 2^{ème} étg. sur 3. Etat neuf. Cont. récente – Cuis. équipée. SDB. Hall. Entrée sécurisée. Interph. Clim + Cour ensemble. P.O. 1 M 500 - P.D. : 2 M – Choupot. ORAN –Tél. 0555.54.53.14 – 0554.63.53.60

■A vendre F4 + terrasse à Canastel à côté Hôpital Pédiatrie - ORAN - 3^{ème} étage dans une Villa avec ou sans garage - Sup. 208 m² - Tél. 0672.46.58.18

■A vendre F3 Duplex R+1 - 1^{er} étage. Refait à neuf et bien équipé, entrée hall et pré entrée + terrasse 80 m² + buanderie 20 m² - Cité 48 Logts à Hassi Ben Okba en face lycée - Tél. 0550.50.67.11

■A.V. F3 - Acté - Modifié en F2. Gde cuisine. Gde SDB. Double façade. Vue sur mer - Mers El-Kébir - ORAN – Tél. 0799.94.13.11

■A vendre bel F3. 72 m². Lv. + Acté. Misserghine. Très ensoleillé + bon voisinage. Tél. Intern. + Eau H/24. Parking de voiture + grand débarras - Faire offre au : 0560.19.41.25 – Offert 900 U - Demandé 950

■Vente un superbe Appart F2 - 82 m² - Studio 36 m² 2 Faç. sur boulevard Millenium + Local 40 m² à louer sur boulevard – Tél. 0771.40.48.22

■TLEMCCEN : Vends F4 neuf, superficie 100 m², 2^{ème} étage, situé à Chetouane - Tél. 0773.04.53.70 / 0661.29.86.78

■Loue à Ain El Turck (ORAN), près de la plage de Cap Falcon, Apparts F2 et F3 meublés, toutes commodités, terrasses avec vue sur mer, garage - Possibilité location courte durée – Tél. 0773.59.09.23 - 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■A vendre un luxueux F4 dans une nouvelle Résidence quartier résidentiel avec garage - Contacter le 0542.80.66.98

■A louer à Hassi Ben Okba F4. Façade. 150 m² + garage - A louer Garage ou bien Atelier 240 m² - A vendre Maison 260 m². 2 façades. 2 étages. 2 entrées. 04 garages - Tél. 0665.99.43.96

■Loue F3 : 3 chambres, grande cuisine. Bien ensoleillé. Situé Haï Victor Hugo - Contacter : 0772.67.28.39 - Prix négociable

■A vendre : AF2 - AF3 - AF4 Yasmine - AF4. 120 m² Millenium - Villa Yasmine Top - Terrains Belgaïd : 247 m² - 213 - 235 m² - AG. IMMO - 0551.08.95.66 - 0550.22.29.70

■AG. AMAR - 0540.33.00.33 - 0771.91.66.82 – Vend : F3 2^{ème} + cave USTO - F3 1^{er} USTO HLM - F3 5^{ème} + F2 RDC Yasmine - F4 5^{ème} Ardis - F4 + terrasse 3^{ème} CNEP Bahia – Loue : Local 50 m² Akid - 2 Locaux Yasmine

■Vends bel F2 à Haï Yasmine. Acté. 5^{ème} étage. Belle cuisine et salle de bain. Vue sur le boulevard. Cité clôturée. Parking Jour et Nuit. Surface 58 m². Prix fixe 657 Millions – Mobile : 0661.50.45.59 - à partir de 17 H

■Vends bel Appartement F4. Toutes commodités - Avec Désistement - Libre de suite - Situé à Hassi Mefsoukh – Tél. 0771.57.53.26

■Vends Appartement F2 - 1^{er} étage - 56 m² Cité la Glacière. Maraval - ORAN – Tél. 0771.80.25.09

■A vendre Appart F3 - Acté - Sup. 69 m². 2 façades. 2^{ème} étage Cité 80 Logts - GDYEL – Tél. 0549.22.06.86

■Loue : F3 Rue Péllissier 2^{ème} (3 U) - Villa à El Kerma (5 U) - Villa à Misserghine (5 U) – Agence « ABDALLAH » - 11 Rue Cavaignac – 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■TLEMCCEN : Vds Appart 70 m² - Acté - Kifane - 4^{ème} étage : 3 pièces. 1 balcon - Pour toute visite contacter : 0561.97.50.85

■Partic. vend à USTO (Hosn El Djijar) : F3 - Acté de 85 m². RDC. Gd Sal. 2 Pces. Hall. Cuisine avec cour individuelle. Convient bien à Cabinet libéral - Possibilité accessibilité de l'extérieur – Tél. 0540.414.064

■Cherche Location (F3), (F4), (F5) dans une résidence « Plaza, Hasnaoui, Hassane, Mobilart... » - Tél : 0550.12.20.67

■Vends Appartement (F3) 1^{er} de 55 m² lycée Lotfi. Prix : 850 Millions + Vends F4 luxe 1^{er} étage côté lycée Lotfi, 2 Millions dernier prix avec cour + F2 luxe 1^{er} étage même immeuble pour 1 Milliard 500 dernier prix (immeuble d'un seul étage) – Tél : 0550.12.20.67

■Vends 2 Apparts F4 à Mobilart 1^{er} Tour 3 Millions 500 et 3^{ème} Tour côté port à bon prix 3 Millions 100 + Vends F3 à Plaza Seddikia avec place de parking – Tél : 0550.12.20.89

■Vends F3 Plaza les Oeillets 105 m², 2 Millions 650 + F3 Plaza Géranium 113 m², 3 Millions + F5 de 175 m², 3 Millions 500 + F6 de 200 m², 4 Millions 300 – Tél : 0550.12.20.67

■Loue (F4) 2^{ème} Place Hoche 55.000 DA immeuble neuf + (F4) 6^{ème} Res. Majistique 9 Millions + (F3) 5^{ème} Front de mer 6 Millions + (F3) 3^{ème} meublé Rond-point Canastel 80.000 DA + F4, 5^{ème} Res. côté Ardis Pépinière 35.000 DA – Tél : 0550.12.20.67

■Loue (F3) 2^{ème} côté Morchid 8 Millions immeuble neuf parking sous-sol + (F2) 2^{ème} Sénia 30.000 DA + (F4) 4^{ème} ADL Militaire 4 Millions – Tél : 0550.12.20.67

■Loue Appart F4 Mobilart sans meubles 13 Millions le mois + Loue F5 Hasnaoui 12 Millions + F4 meublé Hasnaoui 13 Millions + Loue (F3) 2^{ème} meublé Avenue de Canastel 60.000 DA – Tél. 0550.12.20.67

■Cherche Achat un Appartement à ALICANTE (ESPAGNE) – Tél. 0550.48.38.13

■URGENT - Cherche Location pour ses clients : F1 - F2 - F3 - F4 Yasmine et environs – Ag. Immo. TAAMIR - Tél. 0551.089.566 – 0550.222.970

■A vendre F3 aménagé F4 (+ cuisine et salle de bain) à Yaghmoracen - Acté (Livret de foncier) - 4^{ème} étage. Très propre. Toutes commodités - Sans vis-à-vis - Tél. 0675.16.24.02

■A vendre F4 - 130 m² - 3^{ème} étg. Possib. d'aménagement en F5 - Eau H/24 + Tél. + Internet - Cité 260 Logts à Proxim. nouveau Marché. Ecole. Lycée. Mosquée - Prix 1,30 Mlrd Négoc. - Ain El Turck – Tél. 0779.10.88.91

■A vendre F2 Maraval en face école Mouloud Feraoun - Soufi Zoubida - 2^{ème} étage - Prix D. : 720 U - Acté avec Livret foncier – Tél. 0799.42.87.25

■Cherche Location F4 - 25.000,00 DA - Avance 06 mois - Intermédiaire s'abstenir. Merci – Tél. 0667.58.44.68

■Appartement F3 à louer RDC Haï Zitoune derrière Commissariat 10^{ème} - Prix 36.000,00 – Tél. 0555.38.30.02

■Vends un Appart F4 - Acté - sis à Cité Jourdain les Castors face rond-point Dar El Beïda (Tramway) - Possibilité Promesse de vente – Tél. 0559.18.47.63

■A vendre F3 - 1^{er} étage. Double façade - Acté - à Haï El Yasmine (2) côté El Hasnaoui - cité clôturée avec Gardien – Tél. 0775.70.74.75

■Vends un très beau F3 refait complètement à neuf - 75 m² - 3^{ème} étage - Très bon voisinage - plus une cave individuelle. Cité EPLF USTO - Prix demandé 1 milliard 100 - Curieux et intermédiaire s'abstenir S.V.P. – Tél. 0773.05.65.24

■Vends F3 aménagé F4 à Dar El-Beïda juste derrière la salle des fêtes Afrah El Djazair - 5^{ème} étage - 65 m² - Tél. 0561.09.58.79 - 0557.73.67.39

■A vendre Appartement F4. Acté. Refait à neuf. Premier étage Av. Choupot. Coin Police 6^{ème} - Double façade. Style Villa. Sup. 120 m² : 4 pièces + douche + cuisine + 2 halls - 2 balcons + sanitaires - N° Carte 92 92 27 – Tél. 0553.70.31.17

■Loue Appart F3 neuf. 1^{er} étage. Equipé de tout au 3 Bld Millenium - Bir El Djir. ORAN – Tél. 0772.03.21.12

■A vendre Appartement F3 - 4^{ème} étage. Vue panoramique, en face Stade La Radiouse Maraval – 0771.29.95.93 - Sans intermédiaire SVP. Merci

■Partic. Vend / Loue Appart F5 (115 m²) C.V. d'ORAN (Rue L. Ben M'hidi). 2^{ème} étg. Spacieux et lumineux. Conv. pour Bureaux ou Activ. libérale. Bon Voisin. Locat. 50.000 DA/ mois - Vente : Prix après visite – Tél : 0675.84.58.86 ou 0772.51.20.69

■Vds joli Appart F3 - 5^{ème} étg. 70 m². Ttes Comm. Bloc très calme. Résidence Benkhaldoun (Soteba) Akid Lotfi. Très ensoleillé. Prix 1 M 100 Nég. - Accepte Promesse de Vente (sans intermédiaire) – Tél : 0772.91.49.93

■Loue F2 - RDC – Cavaignac. Près 18.000 U : 28, Rue de la Fonderie près de l'Hôtel ORAN (La Bastille) – Tél : 0554.06.39.16

■Loue 2 F3 équipés, climatisés, toutes commodités - Eau H24 - à Paradis-plage - Ain Turck pour période estivale – Tél : 0771.49.90.31

■Loue grand F2 avec terrasse pour période estivale à Paradis-plage, endroit familial – équipé, toutes commodités (clim) + Studios équipés (Clim) à Ain Turck en face Eden - Tél : 0771.12.22.66

■Vends F3 modifié à ORAN (Maraval). 2^{ème} étage. Refait à neuf - Acté + Livret foncier - Prix après visite – Tél : 0553.16.93.30

■Vends Appart F3 - Acté - Luxueux. Aménagé 100% - 4^{ème} étg. Akid Lotfi en face Le Carré - Pas de courtier - Prix demandé 1 Milliard 350 U – Tél : 0794.09.85.89 - 0551.82.22.47

■A vendre Appartement F2 - Acté - 8^{ème} étage avec Ascenseur - 43 m² - Haï Yasmine 2 (Es-Salam) ORAN – Tél : 0661.25.49.13 ou 0771.58.18.05

■ORAN - Centre : Loue pour la saison estivale un F3 meublé et équipé - Libre de suite – N° Tél : 0667.41.75.91

■Vends un luxueux Appartement F2 - 4^{ème} étage à Dar Es-Salam (en face Hasnaoui) - Accepte échange contre un Terrain – Tél : 0555.76.39.03

■Loue F2 ouvert. Cuisine, SDB, toilettes, dans une Maison de Maître au Rez-de-chaussée pour jeune couple à St-Eugène ORAN + Petite M.M. de 2 Pces, cuisine, courette, toilettes pour étranger - Nord-Africain à Certeaux. ORAN – Tél : 0771.36.25.87 - 0559.88.73.83

■A louer Appart F4 au RDC d'une villa avec cour pour voiture situé à Fernandville / Bir El Djir - Tél : 0549.88.25.00

■A louer un Studio dans une Maison de Maître à l'USTO - Contactez : 0774.26.38.69

■Location des Appartements Studio - F2 - F3 - F1 résidence familiale « Sweet Home » à Paradis - Ain El Turck – Tél : 0661.10.51.43

■Vends Appartement F3 - 1^{er} étage - Cité 72 Logts Haï Sabah - ORAN – Tél : 0549.36.91.29

■A vendre Résidence F5, bon état, sis MAR-SA BEN M'HIDI (Ex-PORT-SAY) Wilaya de TLEMCCEN – Sup. 100 m² - Acté - Vue sur mer. 4 balcons, dans un complexe avec gardiennage – Tél : 0662.72.35.73 ou 0776.77.04.54

■F3 - Acté - Double façade sans séparation. Très ensoleillé au 2^{ème} étage pour Habitation ou Bureau - Ascenseur - Akid Lotfi - ORAN – Tél : 0698.67.22.52

■Rond-point Pépinière - Résidence de 4 étages : Vds F3 (100 m²) et F4 (130 m²). Fin des travaux dans un an. Possibilité de vente sur plan et en plusieurs tranches - Prix 130.000 DA/m² + place parking 1.000.000 DA – Tél : 0541.85.63.36 / 0560.34.71.35

■Loue T4 Mobilart Tour C. Prix : 140.000 DA + Loue Duplex (F5) 5^{ème} étage de 200 m². Prix : 130.000 DA Hasnaoui + Loue Appartement F4 bien meublé Hasnaoui. Prix : 130.000 DA – Tél : 0552.38.71.79

■Loue (F4) 5^{ème} étg. en face Ardis. Prix : 35.000 DA + Loue (F4) 4^{ème} étg. à ADL Pépinière. Prix : 40.000 DA + Loue (F4) 6^{ème} étg. meublé de tout Résid. Eden. Prix : 130.000 DA – Tél : 0552.38.71.79

■Avenue F3. Acté. RDC. Cité 790 Logements Bloc 621 N° 01. USTO. ORAN - N° Tél : 0770.96.41.06 - 0771.61.00.91

■Loue F3 meublé et neuf à la Résid. Plaza les Cillets. Prix : 130.000 DA + Loue (F3) 3^{ème} étg. équipé à l'Avenue de Canastel immeuble privé. Prix : 60.000 DA - Vends (F3) 6^{ème} étg. à la Résid. Plaza Géranium - Tél : 0552.38.71.79

■A louer saison estivale Bousseville plage Ain El Turck pieds dans l'eau accès direct à la mer des Studios F2 équipés – Tél : 0540.57.41.42

■Vends 2 Pièces - Cuisine - Balcon - au RDC élevé centre-ville ORAN (Parallèle St-Pierre) – Tél. 0792.65.82.89

■BENI-SAF : Loue saison estivale Apparts dans une Villa vue S/plage - Toutes commodités – Eau H24 - Garage – Tél : 0778.25.17.97

■Vends bel Appartement - Acté - 4^{ème} étage. 2 façades. 3 balcons - 92 m² - Haï Yasmine 2 – Tél : 0661.48.00.92

■PARIS - Loue joli petit Studio équipé - 4^{ème} étage sans Ascenseur - situé République - mois Août – Sept – pas de location à la semaine – Tél : 0659.36.14.61

■Loue F3 aménagé en F4 - Libre de suite - à la Cité Grande Terre. Bloc B1 - 3^{ème} étage - ORAN – Tél : 0561.92.85.45 - 0772.55.26.33

■Vends Appartement F5 USTO-HLM - 2^{ème} étage - 3 façades - 110 m² - Acté + L.F. - Libre de suite - P.O. : 1,240 M – Tél : 0780.50.17.42

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités - Garage - Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel : Trouville - Ain El Turck - ORAN – Tél. 0783.11.00.82

■Vends F3 - 90 m² - Acté + L.F. - 1^{er} étage Yaghmoracen - près Pinocchio et périphérique – Tél : 0559.74.57.39

■Loue super F5 - F3 - F1 Top. Meublés. Climatisés. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V. / S. mer 100 m plage. Paradis-plage Ain Turck + Loue et Vends plus belle Villa Bousfer-plage meublée, clim, sécurisée – Tél : 0771.84.25.21

■A vendre Appartement F3 nouvelle construction (lamin habité) situé à la Cité 150 Logements JSIP 3^{ème} étage (ex-EPLF) GDYEL - ORAN - N° Tél. Mob : 0772.59.72.47 – 0773.91.06.67

■Couple cherche Location à l'année T2 ou T3 Région MOSTAGANEM – Tél : 0794.43.18.43

■URGENT : A vendre F4 au 2^{ème} étage à Canastel Coop. El Moujahidine - Acté - dans une Villa 159 m². 1.650 U Nég. + Loue F3 au 1^{er} étage Villa 3,5 U / mois Nég. – Tél : 0696.25.10.08



■Vds / Ech. Maison de 310 m² à Bahi Amar SENIA dans résidence à côté de ANEM. 3 Gdes Pces + C. + WC + hammam. Gd garage + haouch + jardin - Tél. 0554.55.90.01 - Curieux s'abstenir – P.D. 3 M.

■Loue RDC Maison 4 Pces + sanitaires. Convient Bureau ou Cabinet médical ou dentaire à Gambetta - ORAN - Vends Maison R+1 (Actée) à ORAN – Appeler : 0558.14.35.93

■Vends Maison de Maître 132 m² - Actée - Centre Ain El Turck - Tél. 0662.99.59.02 - Intermédiaire s'abstenir

■A.V. Maison de Maître très bon état. Sup. 198 m² à Choupot. RDC : 02 grands locaux - 01^{er} étage : 02 grands salons et 02 chambres + 02 sanitaires – N° Tél : 0555.35.13.40

■TLEMCCEN : Vends belle Villa de 220 m² - R+1 - dans un quartier résidentiel à 5 min du centre-ville – Tél : 0541.78.24.55

■A vendre Villa 108 m² - 2 étages - très bien finie à 100% - Actée - Chahid Mahmoud (Boudjemaâ) ORAN – Tél : 0540.42.33.18

■Vends Villa R+1 - 150 m² - Dépôt - 5 P. C.SB - Cour - Moustaqbel III - Pépinière - ORAN - Tél : 0554.37.20.11

■Vends à Sénia : Immeuble 3 façades. Vue sur Rond-point. Sup. 1.100 m². Composé de Locaux avec deux étages non aménagés - Convient Showroom ou Promotion - Contact : 0540.01.33.92 - Interméd. s'abstenir.

■Vends - Affaire à saisir à ORAN – Choupot : Niveau de Villa 17,00 x 12,50 - 2 façades - 6 pièces - pas de vis-à-vis face jardin - 2 SDB - 2 Gdes terrasses – Tél : 0773.63.98.70

■A vendre Villa - Actée - 250 m². R+2. Double façade - R : 1 garage + dépôt + salon + jardin. Lot 440 N° 365 Haï En-Nakhla - Canastel - ORAN - Tél : 0555.55.53.64

■AG. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 – Vend : 2 Villas avec piscine - 2 Villas 205 m² / 216 m² - Terrains : 120 m² / 170 m² / 190 m² / 230 m² et 470 m² à Ain El Turck (ORAN)

■Villa MI bien située à la Cité Petit d'une superficie de 200 m². R+1 - Actée + Livret foncier. RC : Garage. Hall. WC. Salon. 02 pièces - 1^{er} : 4 Pièces + Cour - 2^{ème} : Terrasse - Prix 27 - Tél : 0791.98.96.14 – 0794.57.90.19

■A vendre Maison individuelle en R+1 - 180 m² - Actée - à Sidi Maârouf (600 m de la Zawiya) - Prix 2,5 négociable – Tél : 0553.09.73.59

■Vends Villa de 145 m² R+1 Canastel cité policière pour 4 Milliards 500 + Vends Villa Canastel R+1 de 260 m² neuve et moderne avec piscine 7 Millions dernier prix + 500 m² cité militaire Canastel avec cave + RDC + 1^{er} étage - Tél : 0550.12.20.67

■Loue Villa neuve cité militaire Canastel 12 Millions + Loue Villa meublée 15 Millions pour 8 mois, USTO Pier Import + Villa Hasnaoui 15 Millions – Tél : 0550.12.20.67

■A vendre Maison R+2 - RC : G. S. - 01 P. Cuisine - Hawch - WC – Garage. Sup 200 m² - 1^{er} : 1 G. S. - 02 G. P. - WC – SDB. Sup 160 m² - 2^{ème} : Buanderie. Entourage. 160 m² - Tél : 0780.80.48.51 – SVP Prix après visite

■Vente Maison de Maître Cité Protin. ORAN. Superficie 180 m². Composée de : Trois (03) grands pièces, une salle, une cuisine + salle de bain et 02 toilettes + une grande cour + terrasse – Tél : 0541.91.63.62

■Loue Villa corniche oranaise. 2 étages. 5 Chambres. Piscine. Hammam. Jacuzzi. Garage pour 3 Voitures - Intermédiaire s'abstenir – Tél : 0771.18.96.93

■Vends Chalet américain F05 + Cuisine + 02 Salles de bain + Garage + Cour sur 320 m² - Libre de suite - Camp 5. BETHIOUA – Tél : 0550.28.71.02

■Particulier vend Maison de Maître à ZAHANA (CADO El Nasr) MASCARA - Superficie 489 m². Jardin + Garage. 3 Pièces + Cuisine - Prix 850 Unités négociable – Tél : 0551.85.01.47 – 0550.08.52.81

■A vendre ou Echange Haouch. Sup. 58 m². 2 étages et la terrasse contre F4 - F5 - Avenue Petit Lac - Haï Daya en face la mosquée – Tél : 0796.46.54.16 - 041.74.36.48 - 0792.22.30.35

■V. Gde Villa 260 m². 2 Façades. 2 locaux. 1 Garage (4 Voit). Cour + Puits. WC - 1^{er} : 3 Gdes pièces et Gd salon. 1 Cuisine. WC. SDB - 2^{ème} : Même chose - à St-Remy. ORAN – Tél : 0773.39.84.19

■A vendre belle Villa - Actée - 221 m² à Bousseville. Ain Turck. Cité résidentielle - Prix Fixe : 380000000 – Tél : 0771.47.48.94 – 041.60.12.64

■TLEMCCEN : Vends Villa à Bouhanak Cité 476 Lots - 20 m sur 13 m de façades avec cave – Tél : 0773.57.65.84

■Vend M.M. 280 m² à GDYEL. Bâtie 220 m² : 4 Pces. Salon. Cuisine. SDB. Garage et une Cour de 56 m² - Actée + Livret foncier – N° Tél : 0777.18.69.38

■A vendre ou Echange Nouvelle Construction Villa haut standing R+2 - 380 m² - ES-SENIA – Tél : 0791.82.61.41

■Vds à Coralès la corniche oranaise : Carcasse 2 étages - Entourage fini - 200 m² environ - Prix intéressant – Tél : 0771.63.70.11

■Vends Maison de Maître R+1 - Act

CR Belouizdad Alain Michel se projette sur le MCA



Ph.: Arch.

M. Lamine

Batre le Mouloudia d'Alger serait le meilleur cadeau que pourrait offrir l'entraîneur du CRB Alain Michel à ses supporters, en stage au Maroc avec son équipe. L'entraîneur français sait d'avance qu'il n'a pas d'autre alternative que de monter un onze capable de damer le pion au Doyen après la promesse faite aux fans du club qui suivent avec une grande attention le déroulement du stage de leur formation au complexe sportif d'Ifrane où elle en est à sa deuxième semaine de stage qui se déroule dans de bonnes conditions,

selon les échos qui nous parviennent du Maroc.

L'équipe alterne entre entraînements et matches amicaux dont trois ont été déjà disputés, ce qui a permis à Alain Michel de jauger les capacités de son équipe, mais tout en se gardant de verser dans un optimisme béat, sachant que son équipe doit progresser davantage tactiquement et physiquement pour atteindre son meilleur niveau. Aussi, il n'a pas manqué de mettre en garde ses joueurs en soulignant que les places de titulaires seront chères et que chacun est appelé à se surpasser afin de conserver la confiance du staff technique, d'autant que ce der-

nier veut instaurer un véritable esprit de groupe. Evoquant le premier match de la saison face au Mouloudia d'Alger, Alain Michel a affirmé « que ce sera un derby passionnant pour les deux clubs et leurs galeries et qu'il sera difficile aux deux équipes de s'imposer ». Néanmoins, il n'a pas manqué de souligner « que ses joueurs sont tenus de se surpasser pour espérer la victoire ».

Le technicien français sait « qu'il est préférable que son équipe démarre le championnat sur les chapeaux de roues », et c'est dans cette optique qu'il est en train de mettre la confiance du staff technique au stade d'Ifrane.

AS Khroub Destination la Tunisie pour les derniers réglages

A. Mallem

Après avoir accompli la première partie de sa préparation d'intersaison à domicile, l'ASK a rallié hier dans la matinée la Tunisie pour un stage de six jours. Les dirigeants ont renoncé au stage projeté dans la région d'Alger en raison de l'absence de sparing-partners outre l'insuffisance des moyens financiers. « L'équipe peaufinera sa préparation du 2 au 8 août dans la station balnéaire de Hamma-Bourguiba en Tunisie », nous a déclaré Terai, l'entraîneur de l'équipe. Invité à faire l'évaluation de la première partie de la préparation à domicile, ce dernier a estimé que celle-ci s'est

avérée positive. « Nous avons perdu les trois rencontres amicales jouées face respectivement à Al-Merrikh du Soudan, le CSC et le CA Batna. Malgré les défaites, je pense que ces tests nous ont permis d'évaluer le degré de préparation de l'équipe. L'essentiel pour nous est d'avoir un plus grand nombre de matchs dans les jambes, et nous avons été servis ! », ajoutera-t-il. A propos de l'agression dont il a été victime la semaine passée au stade de Ouled-Rahmoune de la part d'un ancien joueur de l'ASK, l'entraîneur Abderrachid Terai ne pouvait se retenir en nous prenant à témoin quant aux pressions que lui fait subir une frange de sup-

porters et qui a abouti à cette agression. « Cet acte était prémédité et la responsabilité incombe à un ancien dirigeant de l'équipe qui se plaît à manipuler des jeunes supporters inconscients dans le but de me gêner dans mon travail et me pousser vers la porte de sortie. Il est clair que le fait d'avoir réussi ma mission avec mes collaborateurs en sauvant le club de la relégation, gêne considérablement les desseins de cette personne qui veut revenir coûte que coûte à la tête du club. Pour éviter d'être à l'origine d'éventuels problèmes, je préfère ne pas nommer publiquement cette personne. Mais elle se reconnaîtra à travers mes propos », a conclu Terai.

ES Guelma Retour à la case départ

Des rumeurs rassurantes ont circulé jeudi soir à Guelma quant à la démarche des autorités locales qui ont sollicité le président de l'ESG, Meniai Tarek, et son staff dirigeant de renoncer à leur démission et de reprendre les rênes du club. Cette intervention aurait été effectuée lors de la cérémonie d'installation du nouveau wali de Guelma. « Aussi, des rumeurs insistantes sur son probable retour ont-elles fait le tour de la ville durant le week-end, sachant que Meniai aurait reçu des assurances que son programme de travail aura le soutien des autorités », a souligné une source crédible. Seulement, si le retour du staff dirigeant est plus que probable, celui du

staff technique dirigé par Said Belaribi ne l'est pas, car ce dernier a pris la ferme résolution de quitter le club en déclarant en public qu'il ne reviendrait pas sur sa démission même si Meniai déciderait de reprendre les rênes du club. Le désaccord a trait au renvoi par la direction de deux recrues, transfuges de Hamra Annaba et qui ont été proposées par l'entraîneur Belaribi. A noter que la décision prise par la direction et le staff technique de quitter le club a provoqué lundi dernier un véritable séisme à Guelma. Tout ce beau monde s'était attelé depuis un mois à mener tambour battant l'opération recrutement avant de lancer la préparation de

l'équipe en fixant la date de la reprise la semaine en cours. Ces démissions en cascade ont laissé tout le monde sans voix à Guelma et provoqué un vide sidéral qui laissait craindre un avenir incertain pour l'Escadron Noir. « Malheur pour nous. Tout s'est écroulé comme un château de cartes ! Et nous qui espérions que cette année sera celle de l'accession vu des moyens mis en œuvre et l'ardeur avec laquelle les dirigeants menaient l'opération recrutement », se sont écriés des supporters de l'Escadron. Et ces supporters, en l'absence d'interlocuteurs, n'ont désormais d'autre choix que de s'accrocher aux rumeurs.

A. Mallem

Le journal des transferts

- **Zidane pousse l'un de ses fils vers la sortie**



Luca Zidane, désormais en âge d'intégrer la Castilla, ne devrait pas évoluer avec la réserve du Real Madrid cette saison. Non pas que son talent soit remis en cause. Mais son père, Zinedine Zidane, aurait en personne mis son veto selon le quotidien espagnol Sport. Par crainte que l'ambiance devienne pesante au sein du vestiaire sachant qu'Enzo Zidane fait déjà partie de l'équipe. Pour éviter d'être taxé de favoritisme, « Zizou » souhaiterait donc le départ du jeune portier français, sous forme de prêt.

- **Le coach de Schalke bloque Draxler**

L'entraîneur de Schalke, André Beitenreiter, n'a pas l'intention de laisser partir Julian Draxler, qui figure sur les tablettes de la Juventus Turin. « Pour moi, il est 100% incontournable. Je veux que Julian reste avec nous parce que c'est un joueur important », a-t-il déclaré dans les colonnes de Bild.

- **Soldado, au tour de Benfica**



Roberto Soldado est particulièrement courtisé cet été. Après Villarreal, Getafe, Valence ou encore le Borussia Dortmund, c'est au tour de Benfica de s'intéresser de près à la situation de l'attaquant espagnol de Tottenham selon la presse portugaise. A la recherche d'un attaquant, le club lisboète songeait jusqu'ici au Mexicain Raul Jimenez mais ce dernier semble prendre la direction de West Ham.

- **El-Arabi dans le viseur de Rennes ?**



Selon France Football, le Stade Rennais aurait des vues sur l'attaquant marocain de Grenade, Youssef El-Arabi (28 ans). Auteur de 28 buts en 3 saisons en Espagne, El-Arabi effectuerait son retour en France après avoir joué trois ans à Caen.

- **Vargas, une préférence pour l'OM**
Avantage OM dans le dossier Eduardo Vargas ? Courtisé par les clubs qatariens d'Al-Arabi et Al Rayan, l'attaquant chilien de Na-

ples serait davantage séduit par le projet olympien de Marcelo Bielsa selon la Gazzetta dello Sport.

- **Nouvelle offre de la Roma pour Dzeko**

L'AS Roma insiste pour Edin Dzeko. Selon le journaliste italien Tancredi Palmeri, le club de Rudi Garcia aurait formulé une nouvelle offre de 20 millions d'euros à Manchester City pour l'attaquant bosnien. La presse transalpine indique pour sa part que les Citizens seraient prêts à baisser le prix demandé, de 28 à 24 millions d'euros (18 + 6 de bonus).

- **Tottenham se tourne vers Sven Bender**

Everton se montrant inflexible au sujet de James McCarthy, Tottenham a décidé de changer son fusil d'épaule et de tout miser sur le milieu de terrain allemand de Dortmund, Sven Bender (24 ans) selon le Daily Mirror.

- **Balotelli au Qatar ?**

Selon la Gazzetta dello Sport, l'attaquant italien de Liverpool Mario Balotelli pourrait prendre la direction du Qatar. Le coach d'Al-Arabi, Gianfranco Zola, l'aurait appelé personnellement pour lui faire part de son intention de le recruter.

- **Le jackpot pour Guardiola à Manchester City ?**



Alors qu'un départ de Pep Guardiola du Bayern Munich en juin 2016 semble de plus en plus probable, Manchester City est prêt à mettre le paquet pour le convaincre de rejoindre l'Angleterre. The Sun évoque une offre de contrat monstrueuse avec un bail de 5 ans d'un montant global de 100 millions de livres, soit 140 millions d'euros !

- **Van Gaal prêt à laisser partir De Gea ?**

Le feuilleton David De Gea se poursuit. Cette fois-ci, As annonce que Louis van Gaal s'est finalement résolu à perdre son portier numéro 1. Les erreurs du gardien de Manchester United contre le PSG mercredi en amical (0-2) ont fini par convaincre le technicien batave de ne pas conserver son joueur contre son gré. Van Gaal aurait ainsi demandé à ses dirigeants de conclure la vente du gardien espagnol au Real Madrid dès que possible. Et ce afin de lui trouver rapidement un successeur.

- **Rennes finalement en pole pour Gourcuff ?**

Alors que le Midi Libre assurait vendredi que Yoann Gourcuff ne souhaitait pas revenir en Bretagne, le représentant du joueur ne tient pas du tout le même discours dans les colonnes de Ouest France samedi. Selon Didier Poulmaire, le Stade Rennais aurait même une longueur d'avance sur ses concurrents (Montpellier, Bordeaux). « Rennes est plus avancé, mais pour l'instant, rien n'est fait nulle part », a-t-il confié au quotidien régional.

- **Aulas confirme pour Valbuena**

Interrogé dans Le Parisien avant le Trophée des Champions, Jean-Michel Aulas a confirmé l'intérêt de l'OL pour Mathieu Valbuena et Younès Belhanda. « Si on peut avoir l'un des deux... Mais il n'y a pas qu'eux. On suit aussi un milieu offensif qui joue dans un très grand club anglais.

On mène les dossiers de front pour en boucler un », explique le président lyonnais sans dévoiler l'identité du joueur convoité en Premier League. Aulas précise par ailleurs que la piste menant au défenseur latéral de Manchester United, Rafael, n'est plus d'actualité.

Ligue 2-Transferts saison 2015 / 2016

Des renforts en fonction des moyens et des ambitions

M. Zeggai

À l'instar des formations de l'élite, les clubs de Ligue 2 se sont renforcés en fonction de leurs moyens et de leurs ambitions. En effet, malgré des difficultés financières énormes, les formations de ce palier se sont montrées très actives sur le marché des transferts. Pour cet exercice, il y a plus de 170 mouvements de joueurs. Sur ce chapitre, certaines équipes se sont offertes la part du lion en se renforçant dans les trois compartiments. Il s'agit de l'USMBA, l'OM, le CAB, le MCS, le CABBA, l'ASO Chlef, le CRBAF et le MCEE, soit sept prétendants aux trois premières places donnant accès à l'élite. Quant aux autres pensionnaires, ils ont opté pour la stabilité, à l'image du Paradou AC par exemple. Le team de Sidi Bel Abbès semble bien parti pour jouer les premiers rôles et revenir le plus tôt possible en Ligue 1 avec l'arrivée des Djediat (ex-CRB), Meguehout (ex-JSK), Ouznadji (ex-NAHD)... Le recrutement du team de la Mekerra a été également fait pour combler le déficit enregistré après le départ de plusieurs cadres. L'ASO Chlef, quant à lui, a effectué un remaniement total au sein du groupe. Abdelkrim Meddouar, affecté certainement par la relégation de son équipe, veut rectifier le tir en remaniant l'effectif et la barre technique. Les Chélifiens, avec les Meddahi (ex-JSMB), Youcef Khodja (ex-JSK), Hadjidj (CAB), Benchergui (ex-MCS), Yachir (ex-MCA), Tatem (ex-JSMB), sont déterminés à répondre à l'attente du public et de la direction. Pour sa part, le MC El Eulma a connu, lui aussi, des changements à tous les niveaux. C'est sûr, la venue de Dehouche (ex-MOB), Brahmia (ex-MOB), Si Amar (ex-JSK), Kara (ex-USMH) sont des atouts à faire valoir notamment dans le domaine offensif. A Bordj Bou Arreridj, le CABBA n'a pas lésiné sur les moyens pour



Ph.: Arch.

mettre en place une équipe solide apte à satisfaire les milliers de fans qui attendent avec impatience son retour en Ligue 1. Avec l'arrivée des Guedjali (ex-MOB), Boulahia (ex-ASO), Bouaâmrria (ex-ASMO), Benhamlat (ex-OM), Bouafia (ex-ASK), Hanifi (ex-MCS) et Hadiouche (ex-ASO), on peut dire que le Ahly aura son mot à dire. Chez le CRB Ain Fekroun, le président Bekkouche a, en dépit du départ massif de certains cadres, réussi à enrôler de nouveaux éléments qui peuvent donner le plus escompté. Pour sa part, le MC Saïda s'est également renforcé quantitativement et qualitativement en dépit du bras de fer entre l'opposition et le président Bouaâraâra. Ainsi, le club a enregistré la venue des Hamidi (ex-MBH), Zouari (ex-ESMK), Saâd Abdelhafid (ex-JSS), Mebarki (ex-

CABBA), Bouhedda (ex-ASMO), Rabti (ex-CABBA), Aïbout (ex-USMB), Sayah (ex-USMB). Objectif : éviter le scénario de la saison dernière et obtenir coûte que coûte l'un des trois billets pour l'élite. Dans ce registre, il faut également citer l'O Médéa qui ne manque pas d'ambition pour la nouvelle saison après avoir raté, la saison dernière, de justesse, l'accession en Ligue 1. Les dirigeants Médéens, nullement découragés, sont parvenus à faire un recrutement de qualité. Par ailleurs, le Paradou AC, le promu, s'est contenté, comme d'habitude, d'un recrutement ciblé. Le président Zetchi a mis la main sur des éléments qui ont fait leurs preuves avec leurs clubs respectifs. Il espère compter sur tous ces éléments et l'apport des Académiciens pour permettre à son club de rester

fidèle à sa philosophie. C'est également le cas de l'USC où le président Yahi compte sur l'enthousiasme des jeunes pour atteindre ses objectifs. A Bejaïa, la JSMB a connu une crise interne sans précédent qui a failli se répercuter négativement sur le recrutement. Mais, les nouveaux responsables ont pu tout de même renforcer leur team par les Lemaissi (ex-JSMS), Boukhalifa (ex-ABM), Benzekri (ex-ABM), Attek (ex-RCR), Chehaima (ex-RCA), Nait Yahia (ex-ASO), Benkhodja (ex-JSS), des éléments d'expérience pour encadrer les jeunes et pourquoi pas viser le podium. Idem pour le CAB qui a bien ciblé son recrutement sous la houlette de l'entraîneur Rachid Bouaârata qui n'est plus à présenter. A Hadjout, l'USMMH semble avoir retenu les leçons du passé. De son côté, l'ASK

n'a pas eu une marge de manœuvre par manque de moyens financiers pour frapper un bon coup dans le marché des transferts. Il en est de même pour l'A Bousaâda qui risque d'être pénalisé. Enfin, la JSMS, en dépit de son retard, a engagé des joueurs capables de lui apporter l'équilibre recherché par le coach Mechiche. Ce qui n'est pas le cas pour les Arzéwiens de l'OMA où le recrutement a suscité beaucoup d'interrogations chez son public.

STAFFS TECHNIQUES - LE POINT

Le recrutement de la saison estival a également touché les entraîneurs dans ce groupe où onze clubs ont changé leur staff technique. Seuls le Paradou AC, l'OMA, l'ABS, l'ASK et l'USMMH n'ont pas été touchés par la valse des entraîneurs. Une remarque : la plupart de ces coaches n'ont pas été, comme l'exige la logique, associés au recrutement. Des changements au niveau des responsables techniques, il semble à première vue que c'est le CA Batna qui a réalisé la meilleure opération en engageant Rachid Bouarata, dont la compétence, la rigueur dans le travail et la forte personnalité s'avèrent comme des atouts non négligeables pour le Chabab. En revanche, Cherif Hadjar (MCEE), le Français Jean-Guy Wallemme, Khezzar (CABBA), Mouaz Bouakaz (USMBA), Bouzidi (OM), Azziz Abbès (CRBAF) n'ont pas le droit à l'erreur et seront soumis à une forte pression des fans qui exigent tout simplement l'accession. Chérif El Ouazani, quant à lui, a de la chance de pouvoir travailler avec des dirigeants qui ont toujours prôné la stabilité et le travail à long terme. Terrai (ASK), Bouguerra (ABS), Khelladi (OMA), eux, ne doivent pas dormir sur leurs lauréats même s'ils ont l'avantage de connaître les joueurs avec lesquels ils ont déjà travaillé la saison écoulée.

Tableau des principaux transferts

<p>PAC: Entraîneur Chérif El Ouazani Benaatba (ex-JSMB), Meftahi (ex-JSMC), Chahrouf (ex-JSMC), Herida (ex-RCK), Belhadj (ex-IBL), Mahsas (ex-WAB), Moussaoui (ex-JSD).</p> <p>MCEE: Entraîneur Cherif Hadjar Dehouche (ex-MOB), Griche (ex-MOC), Brahmia (ex-MOB), Si Amar (ex-JSK), Kara (ex-USMH), Tchikou (ex-USMBA et NAHD), Mokrani (ex-NAHD).</p> <p>ASO: Entraîneur Jean-Guy Wallemme Meddahi (ex-JSMB), Bencheikh (ex-ESM), Youcef Khodja (ex-JSK), Hadjidj (CAB), Yadroutdj (ex-JSK), Benchergui (ex-MCS), Yachir (ex-MCA), Tatem (ex-JSMB), Khiyari (émigré), Fellah (ex-WAM), Kara (ex-MCEE), Chouih (ex-USMBA).</p> <p>CABBA: Entraîneur El Hadi Khezzar Guedjali (ex-MOB), Boulahia (ex-ASO), Aâlouï (ex-MCS), Djabou (ex-OM), Bouaâmrria (ex-ASMO), Benhamlat (ex-OM), Bouafia (ex-</p>	<p>ASK), Hanifi (ex-MCS), Hadiouche (ex-ASO).</p> <p>USC: Entraîneur Gigiu Boulesnam (ex-CRBDDB), Hitani (ex-Ain El Hadjar), Aouf (ex-ABM), Babouri (ex-ESG), Si Mohamed et Ouassal (ex-Ain Jasser), Medjdoub (ex-JSD), Boumendjel (ex-USMA), Merah (ex-USMA), Sohbi (ex-CRBAF), Lemouchi (ex-NC Magra), Tlemçani (ex-OMA), Aït Moumene (ex-IR Mecheria.,</p> <p>CRBAF: Entraîneur Aziz Abbès Boulaânine (ex-DRBT), Salah Salah (ex-ABM), Boukhari (ex-WAT), Boucif (H. Annaba), Meddane (ex-ABM), Boukaroum (CRBDDB), Belhadi (ex-CAB).</p> <p>USMBA: Entraîneur Mouaz Bouakaz Zenasni (ex-WAT), Aoulmi (ex-ESS), Laâbani (ex-USMMH), Aouamri (ex-MCO), Sidhoum (ex-WAT), Balegh (ex-CRB), Toul (ex-NAHD), Ghalem (ex-NAHD), Djediat (ex-CRB), Deham (ex-ASO), Touil (ex-ASMO), Meguehout (ex-JSK), Ouznadji (ex-NAHD), Oul-</p>	<p>hiz (ex-IST).</p> <p>JSMS: Entraîneur Ali Mechiche Khiter (ex-NAHD), Khalfa (ex-CRBAF), Hamdache (ex-CABBA), Cheniguer (ex-RCK), Aklil (ex-USMA), Ghassiri (ex-CAB), Naili (ex-CRBAF), Bouchouk (ex-CAB), Bitam (ex-CAB), Tabi (ex-IR Lakhdaria), Hamia (ex-CRBDDB), Nezzar (ex-ABS).</p> <p>OMA: Entraîneur M'himdat Khelladi Mokhfi (émigré), Khiter (ex-JSMT), Aissaoui (ex-WAT), Baouche (ex-JSMT), Soltani (ex-JSMT), Benaoumeur Akram (ex-WAM), Youcef Slimane (ex-USMBA), Tegar (ex-ASO), Gaid (ex-JSD), Belhadj (ex-USMB), Bouchenal (ex-USMH), Zouaoui (ex-CRB Thour), Rebiai (ex-USMMH).</p> <p>USMMH: Entraîneur Boudjella Belhadj (ex-Boukadir), Cheikh Touhami (ex-SKAF), Lakhel (ex-SKAF), Soukal (ex-SKAF), Benmoulay (ex-ESM), Boulénouar (ex-IRBM), Ould Toumi (ex-RCR),</p>	<p>Nasri (ex-RCR), Ladraoui et Selami (ex-CRB), Khairi (ex-USB), Rahali (ex-USC), Yekhllef (ex-WR M'sila), Bendriss (ex-CRBDDB), Aoures (ex-MOB et OM).</p> <p>ASK: Entraîneur Rachid Terrai Kenouz (ex-ESG), Abbès (ex-OM), Ammari et Kennache (ex-Hamra Annaba), Kitouni (ex-USMA), Bouhouche (ex-MC Mekhedma), Salhi (ex-NRBT), Ledraâ (ex-ESMK), Brinis (ex-OM), Ghetout (ex-CSC).</p> <p>OM : Entraîneur Youcef Bouzidi Selloum (ex-USMMH), Addadi (ex-MCS), Saâdou (ex-JSMC), Hamdache (ex-ABM), Bouchiba (ex-JSMC), Benhocine (ex-MOC), Cherfaoui (ex-Hamra Annaba), Lazreg (ex-WR M'sila), Amraoui (ex-USMAB), Belguerfi (ex-ABM), Meddour (ex-RCK), Souakir (ex-USMMH), Ziane Chérif (ex-USMH), Bounouh (ex-MOB), Ouserrir (ex-MCEE),</p> <p>MCS : Entraîneur Mohamed Mihoubi</p>	<p>Bendahmane (ex-WAM), Hamidi (ex-MBH), Zouari (ex-ESMK), Saâd Abdelhafid (ex-JSS), Mebariki (ex-CABBA), Bouhedda (ex-ASMO), Tahar (ex-WAT), Boukhari (ex-IRBSL), Rabti (ex-CABBA), Aïbout (ex-USMB), Sayah (ex-USMB).</p> <p>ABS : Entraîneur Abdelhak Bouguerra Rahali (ex-USC), Djeghdali (WR M'sila), Belaid (ex-JSD), Aârras (ex-ESS prêt), Naili (ex-CABBA), Djamaâ (USC).</p> <p>JSMB : Entraîneur Amine Ghimouz Lemaissi (ex-JSMS), Boukhalifa (ex-ABM), Benzekri (ex-ABM), Attek (ex-RCR), Chehaima (ex-RCA), Nait Yahia (ex-ASO), Benkhodja (ex-JSS).</p> <p>CAB : Entraîneur Rachid Bouarata Maâzouzi (ex-RCA), Belkrouche (ex-USMK), Benmansour (ex-OM), Khennab (ex-ABM), Amraoui (ex-ESS, prêt), Boukemacha (DRBT), Bouharbit (ex-CRBAF), Zemmouchi (ex-USMB), Mebarki (ex-JSS).</p>
--	--	--	--	---



07.30 Emission sabah el khir
10.00 Feuilleton arabe el ghoufran
11.00 Dessin animé ferqat el moudjazifine
11.45 Série: even stevens
12.00 Emission de jeux oume wa ilaabe
13.00 Journal

télévisé
13.30 Feuilleton arabe: selma
15.00 Film le lapin de velours
16.20 Dessin animé: mouharib el dawama
17.15 Feuilleton chitaa barid
18.00 Journal télévisé amazight
18.20 Emission zian darek

19.00 Zaman el barghouthe (Feuilleton)

20.00 Journal télévisé
20.45 Série dar el bahdja
21.15 Série NCIS
22.45 Le Festival international de Timgad



19.56 Le monde ne suffit pas

11.05 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.20 13h15, le dimanche...
13.00 Météo 2 des plages
13.06 Point route
13.10 Vivement dimanche
15.15 Manaudou et Lucas se jettent à l'eau
15.25 Natation
16.55 Stade 2
17.50 Joker
19.00 Journal
19.40 Parents mode d'emploi



Avec **Pierce Brosnan, Sophie Marceau, Robert Carlyle, Denise Richards**
Sir Robert King, un magnat du pétrole, a été assassiné

dans les locaux des services secrets britanniques, le M16. Le commanditaire du meurtre est Renard, un mercenaire insensible à la douleur. Craignant que ce dernier ne s'en prenne désormais à , Elektra, la fille de Robert King, M demande à James Bond de la protéger. Armé des derniers gadgets fournis par Q, 007 part pour le Caucase afin de débusquer Renard.
22.00 Faites entrer l'accusé



19.50 Commissaire Brunetti : enquêtes à Venise

08.04 Oggy et les cafards
08.28 Tom et Jerry Show
09.05 Les Dalton
09.50 Les grandes grandes vacances
11.00 Journal
11.55 Famille d'accueil
14.00 En course sur France 3
14.20 Jeu de dames
16.15 Personne n'y avait pensé !
16.55 Le grand Slam
18.00 Journal
19.00 Champions de France
19.05 Tout le sport
19.20 Zorro



A Venise, le commissaire Brunetti vient de perdre sa mère. Lors de la cérémonie d'enterrement, il apprend qu'on a découvert le cadavre d'une jeune fille noyée dans le canal. Dans ses vêtements, cachés, on découvre des bijoux vraisemblablement volés. L'enquête révèle qu'elle s'appelle Ariana. Elle aurait trébuché et serait tombée d'une terrasse, à moins qu'on ne l'ait poussée.
22.55 Soir 3



11.30 La maison France 5
12.35 Superstructures-Evolution
13.30 Zoo nursery Berlin
13.55 Sale temps pour la planète
14.55 La mystérieuse carte Viking
15.45 Des trains pas comme les autres
16.45 Manchot pour la vie
18.00 Hélène et les animaux
19.00 Au royaume des guépards
19.30 Avis de sorties
19.40 Les 100 lieux qu'il faut voir
21.25 Une maison, un artiste
21.50 Maurice Chevalier, «Dans la vie faut pas s'en faire»



08.15 Captain Club
08.35 Arte journal junior
08.50 Leaving
11.15 Le secret des saveurs du Japon
12.55 Madagascar
15.10 Mémoires de volcans
16.35 Chagall à l'opéra
17.30 Dvorák
18.15 Cuisines des terroirs
18.45 Arte journal
19.00 Arte reportage
19.45 Pictures for Peace
19.50 La loi du Seigneur
22.10 Kundun



10.59 Le beau vélo de ravel
11.30 Journal rtbf
11.59 Matière grise
12.43 Les experts du passé
12.58 profession diva, karine deshayes mezzo-soprano
13.56 Questions pour un super champion
14.44 Vos objets ont une histoire
15.34 L'abbaye de saint-maurice, 1500 ans d'histoire
16.30 64' le monde en français -
17.35 La quête des vents
18.30 journal FR 2
19.00 Fort boyard
21.00 Tv5monde le journal
21.22 journal RTS



TF1 19.55
BOWLING

Avec **Laurence Arné, Catherine Frot, Firmine Richard,**...

Catherine est recrutée par l'hôpital de Carhaix en Bretagne. Elle est chargée d'envisager la fermeture de la maternité. Accueillie avec méfiance, Catherine s'essaye un soir au bowling, en compagnie de Mathilde et Firmine, deux sages-femmes, et leur amie Louise. Sur les conseils de la direction, Catherine rejoint l'équipe de bowling locale. Mathilde qui la dirige espère remporter un championnat breton



CINE + PREMIER 19.45
OBLIVION

Avec **Tom Cruise, Olga Kurylenko, Andrea Riseborough, Morgan Freeman,**
Dans un futur proche, sur une Terre dévastée par une guerre nucléaire, Jack Harper et sa femme Vika. Ils sont chargés de veiller au bon fonctionnement d'une gigantesque foreuse qui convertit l'eau de la Terre en énergie pour la colonie humaine désormais installée sur Titan, une lune de Saturne. Lorsqu'il découvre Julia Rusikova, survivante d'un naufrage, il comprend bientôt que la réalité est plus complexe que ce qu'on lui a appris.



OCS 19.45
geants

LAWRENCE D'ARABIE

Réalisé par **David Lean**
Avec **Peter O'Toole, Alec Guinness, Claude Rains, Omar Sharif, Anthony Quinn**
Au Moyen-Orient, pendant la Première Guerre mondiale. Soutenues par l'état-major britannique, les tribus arabes se soulèvent contre les Turcs, alliés aux Allemands. Le jeune lieutenant anglais Thomas Edward Lawrence est envoyé pendant trois mois en reconnaissance auprès du prince Fayçal, le chef de la rébellion. Il recommande aux Bédouins de prendre le port d'Aqaba sur la mer Rouge, en passant par le désert de Nefoud...

TÉLÉVISION



21.45 Les experts



09.10 Nos chers voisins
11.00 Les douze coups de midi
11.50 Du côté de chez vous
12.00 Journal
12.30 Grands reportages
13.45 Reportages
14.25 Les experts . Miami
16.55 Sept à huit
18.50 Petits plats en équilibre été
18.55 Météo
19.00 Journal
19.30 Du côté de chez vous
19.40 Je t'apprends le rugby
19.55 Bowling

- Faux-semblants

Saison : 2 - Episode : 10

Un escroc est assassiné peu de temps après avoir extorqué une importante somme d'argent à un couple de touristes. L'enquête de Warrick l'amène à soupçonner Ellie Rebecca Brass, la fille du capitaine Brass, comme l'auteur de ce meurtre.



19.55 Capital



08.30 Raising Hope
10.10 L'amour est dans le pré
11.30 Sport 6
11.45 Le 12.45
12.05 Maison à vendre
13.45 D&CO, une semaine pour tout changer
16.20 66 Minutes
17.40 66 minutes : grand format
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.05 Scènes de ménages
19.40 Sport 6

- Vacances : la fête tout l'été, mais à quel prix ?

« DJ : les nouvelles stars de l'été ». Chaque été, les disc-jockeys les plus en vogue font danser des milliers de vacanciers. Enquête sur un business qui rapporte gros • « Europa-Park : le parc familial qui défie Disney ». Situé en Allemagne, ce parc d'attractions attire de plus en plus de visiteurs • « Les préservatifs relèvent la tête ». Entre juin et août, les ventes de préservatifs explosent. Comment redorer son image ?
22.00 Enquête exclusive



19.55 Match amical Nice (Fra) / Naples (Ita)



08.55 Lascars
09.10 Famille recomposée
11.05 Les desserts de Mimi
11.36 Filles d'aujourd'hui
11.40 Le JT
11.58 Spécial investigation
13.40 Zapping de la semaine
14.05 The Driver
15.40 Conversation secrète
16.30 Jamel Comedy Club
17.00 Nos pires voisins
18.40 Intérieur sport
19.20 Zapping de la semaine

Après la rude préparation physique d'avant-saison, ce match contre Naples se pose comme le dernier test pour les Niçois avant la reprise du championnat le 8 août prochain. Les Aiglons emmenés par Mathieu Bodmer ont notamment reçu le renfort de Valère Germain prêté par l'AS Monaco. Les joueurs de Claude Puel affrontent des Napolitains entraînés par Maurizio Sarri.
22.00 Colt 45



08.25 Les Tortues Ninja
09.15 Star Wars Rebels
10.05 Slugterra : les mondes souterrains
10.50 LoliRock
11.10 Des baskets dans l'assiette
11.15 Les zouzous
12.45 Mission prédateurs
14.55 On n'a pas fait le tour
15.55 Un gars, une fille
17.30 Doctor Who
19.05 Prenez garde à Batman !
19.50 Fais pas ci, fais pas ça
21.35 Journal d'une ado hors norme



08.55 Futurama
09.45 American Dad !
14.00 The Middle



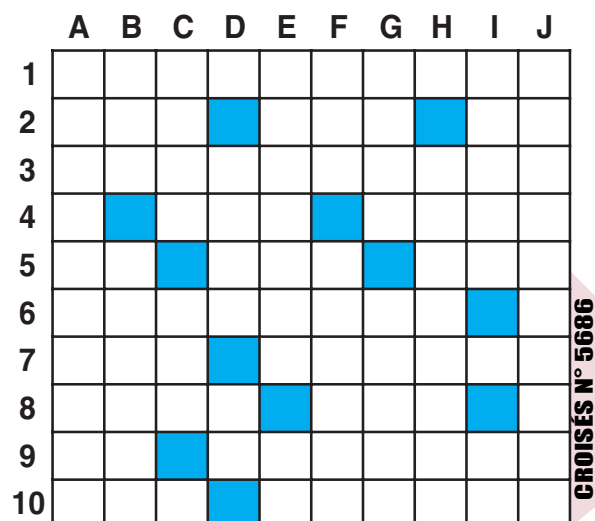
08.50 Chuck
14.30 MasterChef
16.40 Mon incroyable fiancé
19.40 NT1 infos
19.45 Météo
19.50 Les bidasses en folie
21.25 Jo



08.10 Génération Hit machine
11.35 Météo
11.40 Cauchemar en cuisine
17.35 Soda
19.40 Météo
19.45 Talent tout neuf
19.50 Les cracks



21.35 Le pacha



Horizontalement:

- Manière d'aller sans peine.
- Juste sauvé et sauveur. Dit à tout bout de champ. Exclamation.
- Souffler.
- Revient à ses sujets. Distança.
- Bout de drap. Bête et indiscipliné ! Louise ou marie-louise !
- Valet de trèfle.
- Type. Passée.
- Etre attaché à vous. Reste.
- En genre et en nombre. Apports.
- Donne l'exemple. Monte.

Verticalement:

- Sans attendre.
- Tel un consensus sans véritable débat. Pas à la hauteur.
- Fée persane. Cassant et cassé.
- Fait passer le cours. Forme de société.
- Entretenais des relations. Au monde.
- Fait toute une histoire ! Faire autant.
- Dis faux. Culbute.
- Contrariées.
- Mesure juste. Préposition.
- Mal indiquée pour camper.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5685

I	N	F	I	D	E	L	I	T	E
N	A	N	E	R	O	N			N
C	R	I	N	C	R	I	N	S	
A	R	S		I	A		E	U	S
S	A	L	A	D	I	N		I	P
S	I	E	G	E		A	I	N	E
A	T		A	M	E	N	I	T	E
B		A	R	E	N	A		A	D
L	U	S	I	N	S		U	N	E
E	L	E	C	T	O	R	A	T	

FLECHES N°5685

A	L	O	U	E	T	T	E		
U		I	S	S	U	E		T	
S	A	L	I	S		S	P	A	
C	R		N	E	T	T	E	S	
U	R	G	E	N	C	E	S		
L	I	E		C		E	T	C	
T	V		P	E	N	S	E	E	
A	E	R	A		A		R		
T	E		I	S	I	S		O	
I		C	L	O	T		U	S	
O	R	A	L		R	U	S	E	
N		R	E	V	E	N	E	Z	

FOUILLIS N° 5685 BOBARD (Beau - Bar)

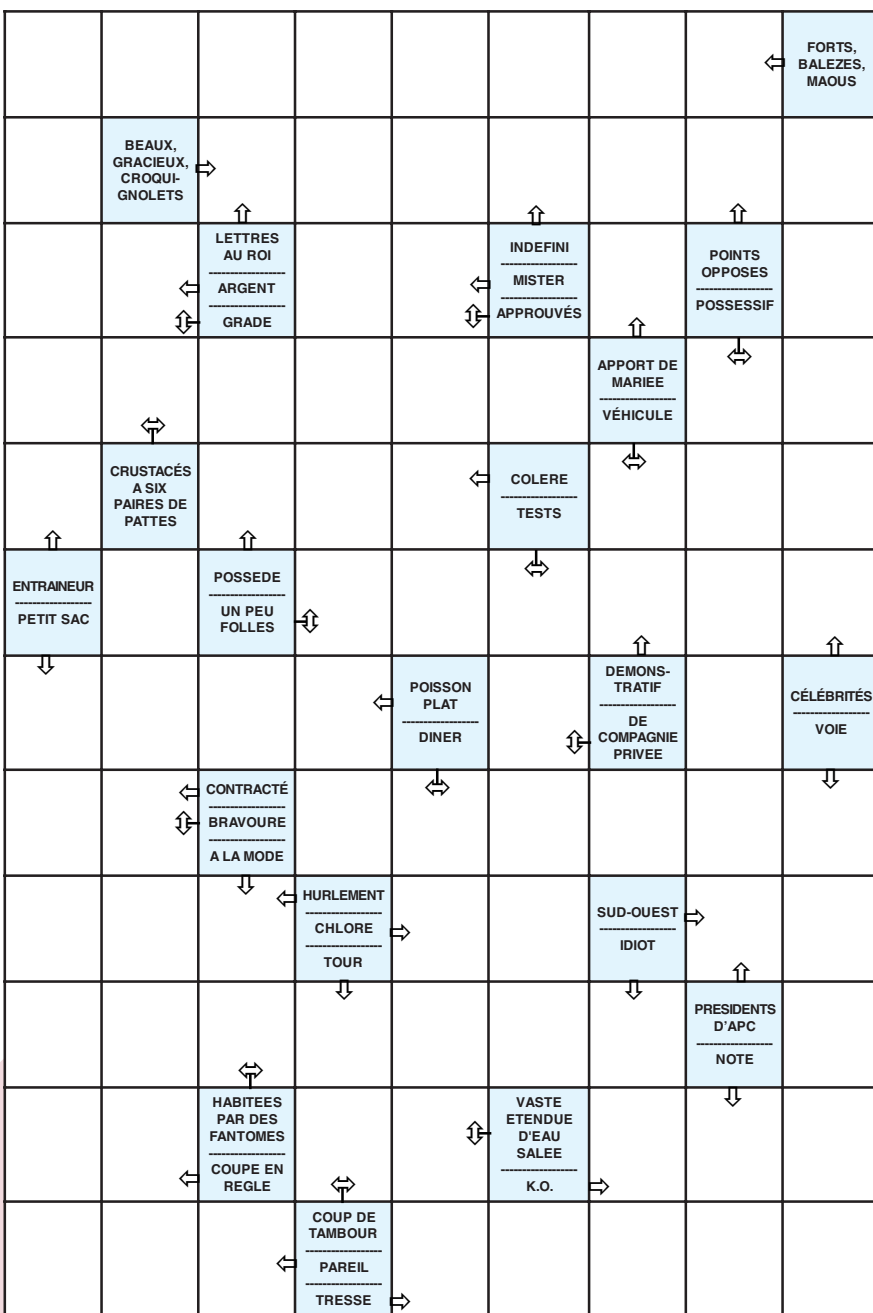
CODÉS N° 5685

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	L	D	U	I	N	T	E	S	R	O	G	M
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
B	V	C	P									

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
T	I	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	7	8	1	2	6	2	1	4	7			
7	8	5	4	10	7	11		5	12			
8		8	2		8		13	12	7			
1	12		14	7	1	9	2	6				
2	8	11	9	8	7		15	9	15			
10	2	7	6			4	5	16	7			
7		4		14	9	15	12	7				
1	9	4	16	7	4		4		13			
4	5	12	7	7		3	7	16	7			
7		4	11		3	5	12	4	11			
	1	2		3	4	12	11		1			
4	7	7	6		5		7	4	7			
12		4		7	12	1		12				
7	8	11	9	14	6	7	7		7			
11	12		12	11	7	4	7	8	1			

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLECHES N° 5686

AGIR –
AIMABLEMENT –
AISE – AMADOUER
– ATTRACTION –
AVION – BRIEFING –
CAUSE –
CHAUVINISME –
CHEF – CONTAINER
– DROIT –
EFFAREMENT –
EGAREMENT –
EGRATIGNURE –
EMBARDEE –
GARDER – GRADE –
GROSSEUR –
HANTISE –
HERMINE –
MATERNITE –
MORUE – ŒUF –
OUTRE – RANCH –
REVOLUTION –
ROSE – RUEE –
SCIENCE –
TEMPERAMENT –
TENSION – TENTER
– TERROIR – TETEE
– TRANSPARENCE –
XENON.

R	R	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A	E	T	E
E	E	O	E	E	H	C	I	N	N	T	G	R	G	M
T	D	I	U	E	A	O	E	E	N	R	A	A	E	O
N	R	S	F	U	R	M	M	E	A	N	R	M	R	R
E	A	N	S	R	E	A	M	T	S	E	S	E	E	U
T	G	E	E	R	R	E	I	P	M	I	N	V	S	E
I	N	T	A	E	L	G	A	E	N	I	O	E	O	S
N	I	F	P	B	N	R	N	I	A	L	C	E	R	S
R	F	M	A	U	E	T	V	T	U	N	S	E	H	O
E	E	M	R	N	I	U	N	T	E	I	U	E	C	R
T	I	E	C	O	A	O	I	I	T	O	R	T	N	G
A	R	E	R	H	C	O	C	N	D	M	U	E	A	R
M	B	D	C	I	N	S	A	A	I	S	E	T	R	A
X	E	N	O	N	G	H	M	N	O	I	V	A	R	D
T	R	O	U	A	G	A	E	E	D	R	A	B	M	E

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est avare.
- Mon 2e est un des cinq sens.
Mon tout est un plat de légumes et de viande en sauce.

7
E
R
R
E
U
R
S

HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Une amélioration sensible de vos relations financières viendra d'une lettre venant de loin. Cela profitera également à votre moral et à votre forme.



Taureau 21-04 au 21-05

Vous aurez certainement raison de vouloir faire les remarques nécessaires qui s'imposent. Cela pourrait provoquer une indispensable mise au point avec quelqu'un dont l'appui vous sera très utile dans un avenir proche.



Géméaux 22-05 au 21-06

Vous aurez raison de vouloir faire remarquer votre attachement à quelqu'un qui ne vous est pas indifférent. Cela pourra provoquer une mise au point indispensable pour établir les bons rapports entre vous.



Cancer 22-06 au 22-07

Vous savez que c'est important de se sentir bien dans son corps. Une forme physique et mentale est indispensable au bon déroulement d'une journée.



Lion 23-07 au 23-08

Vous pensez avec raison devoir ne pas vous fier aux apparences. Vous pouvez pourtant compter sur l'aide précieuse que l'on vous propose. Les incertitudes de votre démarche sentimentale se transforment en une confiance un peu trop aveugle. Vous êtes perplexe.



Vierge 24-08 au 23-09

Ne laissez pas traîner les choses en longueur. Votre indécision dans le domaine sentimental risque de vous jouer des tours. Pensez à vous ressaisir rapidement sinon on risque de vous prendre votre place.



Balance 24-09 au 23-10

Le temps vous paraît trop long, ne faites surtout pas preuve d'impatience car un événement déterminant risque de bouleverser votre emploi du temps de fond en comble et il vous serait difficile de respecter vos engagements.



Scorpion 24-10 au 22-11

Vous vous en remettez trop souvent à votre seule intuition alors que vous avez le pouvoir de discerner ce qu'il y a à faire grâce à la sûreté de votre jugement.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous vous interdisez à tort de vouloir goûter aux joies financières qui vous sont offertes. Ce n'est pas comme cela que vous pourrez prétendre à pouvoir être enfin heureux.



Capricorne 22-12 au 20-01

On risque de parler de vous avec une certaine rancœur et pourtant vous faites tout ce qu'il faut pour qu'on vous oublie. Les éloges et les compliments ne font pas partie du programme ce qui ne modifie en rien vos sentiments.



Verseau 21-01 au 18-02

Vous connaîtrez des rapports très amicaux avec certaines personnes. Vous aurez l'opportunité de nouer facilement de bonnes relations. Il ne faudra pas changer vos habitudes si vous voulez encore améliorer ces rapports amicaux.



Poissons 19-02 au 20-03

Vous liez connaissance avec une personne que vous aviez décidé d'ignorer. Ce rapprochement imprévu vous laisse perplexe. Attendez-vous d'ailleurs à ce que cette idylle fasse partie de votre vie quotidienne.

Syrie: 25 rebelles tués lors d'une attaque ratée sur une base de l'armée



Au moins 25 rebelles ont été tués alors qu'ils tentaient d'attaquer une base militaire de fortune de l'armée syrienne à la périphérie ouest de la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, a rapporté une ONG samedi. Les forces gouvernementales ont elles perdu neuf hommes dans les combats déclenchés à la suite d'un assaut lancé par plusieurs groupes rebelles vendredi soir, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Trois commandants figurent parmi les 25 rebelles tués, selon la même source.

L'agence officielle syrienne Sana a elle rapporté «qu'un nombre de terroristes avaient été tués et blessés» par les forces gouvernementales dans l'ouest de la ville d'Alep. L'OSDH, ONG basée en Grande-Bretagne et disposant d'un large réseau de sources à travers la Syrie, fait état de combats sporadiques samedi matin à la périphérie ouest de la ville et de raids de l'armée de l'air ainsi que des tirs de roquettes des rebelles sur les forces loyalistes.

260 combattants kurdes tués en une semaine de raids



Environ 260 combattants de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués et des centaines d'autres blessés en une semaine de raids de l'aviation turque contre des bases rebelles, a affirmé samedi l'agence gouvernementale turque Anatolie. L'agence, dont les informations n'étaient pas recoupables par une autre source, a assuré que le frère du leader du parti prokurde de Turquie Selahattin Demirtas faisait partie des blessés.

Nurettin Demirtas s'est enrôlé dans les rangs de la guérilla kurde qui a trouvé refuge dans les montagnes du nord de l'Irak, le pouvoir islamiste-conservateur y voyant un signe supplémentaire de la «collusion» entre le PKK et le parti prokurde HDP.

M. Demirtas affirme qu'il n'a pas eu de nouvelles de ce frère depuis des années et que le HDP «n'est pas la branche politique du PKK» comme l'en accuse le président Recep Tayyip Erdogan. Ankara a lancé le 24 juillet une «guerre contre le terrorisme» visant simultanément le PKK et les combattants du groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Mais les dizaines de raids aériens qui ont suivi se sont concentrés sur la guérilla kurde, seuls trois d'entre eux ayant été jusqu'à présent officiellement signalés contre l'EI.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des membres de la famille Ben Laden tués dans un accident d'avion en Grande-Bretagne



Des membres de la famille d'Oussama ben Laden figurent parmi les victimes du crash d'un avion d'affaires privé en Grande-Bretagne, a indiqué samedi l'ambassade d'Arabie saoudite à Londres.

Quatre personnes sont mortes après que l'appareil, un Phenom 300 du constructeur Embraer, s'est écrasé sur un site de vente de voitures aux enchères, en tentant de se poser sur l'aéroport de Blackbushe, une soixantaine de

km au sud-ouest de Londres. Selon la police locale le pilote et trois passagers sont morts, et il n'y a pas de blessés au sol.

L'ambassadeur saoudien en Grande-Bretagne a, dans un message posté sur le compte twitter de l'ambassade, «présenté ses condoléances aux fils du défunt Mohamed ben Laden et leurs proches après le grave accident d'un avion transportant des membres de la famille survenu à l'aéroport de Blackbushe». Le message ne pré-

cise pas les identités des victimes.

L'ambassade assure également qu'elle va travailler avec les autorités britanniques pour enquêter sur ce crash et pour rapatrier les corps en Arabie saoudite. Le père d'Oussama ben Laden, Mohamed, était un magnat de la construction dont la nombreuse descendance constitue une famille en vue, aux vastes intérêts économiques. Mohamed ben Laden lui-même est décédé dans un accident d'avion en Arabie saoudite en 1967.

USA: Hillary Clinton est en bonne santé physique et financière

Hillary Clinton est en bonne santé et «bonne pour le service» en tant que présidente des Etats-Unis, a affirmé vendredi le médecin de la candidate démocrate à la Maison Blanche, dont l'équipe a également révélé des détails sur sa fortune familiale. Les données fiscales rendues publiques par son équipe de campagne montrent qu'Hillary et son mari Bill Clinton, ancien président américain, ont versé la somme de 57,5 millions de dollars d'impôts depuis 2007. L'ultra-favorite des primaires démocrates n'a pas dévoilé le montant de leurs revenus, mais en estimant leur taux d'imposition à environ 40% sur la période - elle a déclaré 44,6% en 2013 et 45,8% en 2014, le plus fort taux possible - il apparaît clair que le couple a encaissé plus de 100 millions de dollars en huit ans. Le médecin new-yorkais d'Hillary Clinton, Lisa Bardack, a expliqué que l'ancienne secrétaire d'Etat de 67 ans entretenait une hygiène de vie saine et qu'elle s'était parfaitement remise de sa commotion cérébrale de 2012. Celle-ci avait fait émerger des question sur son état de santé. «Elle se trouve dans une condition physique excellente et est bonne pour le service en tant que



présidente des Etats-Unis», a expliqué Mme Bardack, dans une lettre diffusée par l'équipe de campagne. Mme Clinton devient ainsi «la première candidate» à communiquer sur sa santé, indique son équipe. A la suite de sa commotion, apprend-on ainsi, un examen a permis de découvrir un caillot de sang dans le cerveau et elle voyait double.

«Les symptômes liés à la commotion, dont la vision double, se sont résolus en deux mois» et les tests en 2013 «ont mis en évi-

ce une complète rémission», a détaillé Lisa Bardack. Hillary Clinton est également en excellente santé financière: le couple a engrangé des dizaines de millions de dollars en seuls frais de discours. La candidate a empoché 8,5 millions de dollars en 2013 pour 13 interventions, selon les chiffres dévoilés vendredi. Son mari a de son côté engrangé au moins 13 millions pour 41 prises de paroles, dont une série de trois discours pour 1,7 million en Chine.

Kerry en Egypte

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry est arrivé samedi en Egypte pour relancer le partenariat stratégique entre les deux alliés, première étape d'une tournée au Moyen-Orient qui le mènera au Qatar pour rassurer les pays du Golfe inquiets de l'accord sur le nucléaire iranien. Ce voyage prévu jusqu'au 8 août, qui l'emmènera aussi en Asie du Sud-Est, ne comprend pas d'étape en Israël, l'allié indéfectible des Etats-Unis mais aussi le plus farouche opposant au compromis avec Téhéran. John Kerry a atterri samedi en fin d'après-midi au Caire, selon un journaliste de l'AFP voyageant avec le ministre. Dimanche, il co-présidera avec son homologue égyptien Sameh Choukri le "dialogue stratégique" entre les deux alliés, aux relations tumultueuses. Les Etats-Unis ont levé fin mars le gel de leur assistance militaire de 1,3 milliard de dollars par an au Caire. Mais ils en continuent de dénoncer la terrible répression menée par le régime du président Abdel Fattah al-Sissi contre les partisans de son prédécesseur renversé en 2013 et emprisonné, l'islamiste Mohamed Morsi. Ce "dialogue" est le premier depuis 2009. Il intervient au moment où Washington a annoncé la livraison cette fin de semaine au Caire de huit avions F-16, sur les 12 chasseurs annoncés en mars par le président Barack Obama, dans le cadre de la lutte que mène l'Egypte contre des groupes jihadistes dans le Sinaï. Le ministre des Affaires étrangères sera ensuite lundi à Doha pour voir ses homologues des Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et tenter d'apaiser leurs craintes suscitées par l'accord sur le nucléaire iranien conclu le 14 juillet à Vienne. John Kerry mettra ensuite le cap vers Singapour, puis la Malaisie et le Vietnam. L'Asean, qui se réunit à Kuala Lumpur cette année, est un partenaire privilégié de Washington, en particulier face aux ambitions régionales de la Chine.

Grèce : arrestation de trois hommes soupçonnés de dépouiller des migrants en pleine mer

Les gardes-côtes grecs ont annoncé samedi l'arrestation de trois hommes soupçonnés de s'attaquer à des migrants effectuant la traversée en bateau depuis la Turquie. Les trois suspects, de nationalité grecque et âgés de 21 à 31 ans, ont été arrêtés sur l'île de Samos avec l'aide d'un hélicoptère letton membre de la mission européenne de surveillance frontalière Frontex. Ils étaient déguisés en gardes-côtes grecs. Au cours des semaines passées, des migrants avaient affirmé avoir été agressés par des hommes déguisés en "commandos" qui avaient arraché jusqu'à leurs sous-vêtements afin de trouver l'argent liquide qu'ils transportaient, avant de prendre le large avec le moteur de leur embarcation. L'un des hommes arrêtés avait été repéré jeudi à bord d'un bateau transportant des migrants vers l'île de Samos. A peine les migrants débarqués, l'imposteur avait dérobé le moteur de l'embarcation, tandis que ses deux complices, également déguisés, l'attendaient non loin. Environ 15.000 euros, cinq moteurs de bateaux et une boîte contenant des vêtements mouillés, principalement de taille pour enfants, ont été retrouvés lors d'une fouille de leurs domiciles. Une militante italienne ayant reçu de nombreux appels à l'aide de migrants syriens, Nawal Soufi, a affirmé avoir entendu parler d'une vingtaine de bateaux dont les passagers avaient été la cible d'attaques au cours des derniers mois.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

UN CHIROPRACTEUR POUR REMPLACER BENGHEBRIT

par des syndicats de plus en plus influents dans la vie du secteur. Au lieu de trouver les solutions idoines à l'école, on ne trouve pas mieux que d'alimenter des foyers de tensions aussi stériles qu'inutiles, autant de fausses pistes pour faire oublier le naufrage de l'Education en Algérie.

Celle à qui on donnait du crédit pour au moins apporter un sang nouveau au secteur n'a fait que perpétuer les conflits latents entre tutelle et partenaire social. Le règne de Benghebrit 1^{er} n'aura été finalement que celui d'un bras de fer précipitant des milliers d'élèves dans un été de doutes. L'année de Benghebrit aura été celle des désillusions, des promesses et des décisions aussi controversées que hasardeuses.

Alors que tout le monde s'attendait à ce que le secteur de l'Education nationale fasse le bilan de sa première année estampillée Benghebrit, voilà qu'une stérile polémique secoue la torpeur estivale. Une histoire de rumeur selon la ministre, une histoire de principe selon le courant islamiste-conservateur mais qui a le don de déchaîner des passions, exacerbant des tensions inutiles et alimentant une chronique nationale qui n'en avait pas besoin. Le timing est mauvais, l'idée est mauvaise et l'initiative du ministère, si initiative existe, est mal venue à la lumière d'un bac mouvementé avec des erreurs de casting et des justifications approximatives.

Qu'on défende la ministre de l'Education parce qu'elle est attaquée par des partis politiques, qui ne doivent leur existence qu'à leur degré d'à-plat-ventrisme, serait une erreur puisqu'il faut s'attaquer aux problèmes de fond que charrie l'école de Benghebrit et de ses prédécesseurs. Pour le moment, la ministre n'a pas fait ses preuves, n'apportant aucune solution dans le secteur, pris en otage

Ce énième épisode sur l'enseignement des langues dialectales, même si la marche arrière enclenchée veut qu'il ne soit qu'une rumeur alimentée par les milieux conservateurs juste pour faire barrage aux recommandations de la Conférence nationale sur l'éducation, renseigne sur le degré de cette déliquescence d'un secteur malade, gangrénant toute une société.

Certes, la ministre se défend, mais qu'elle aille au bout de ses convictions et qu'elle ait le courage de réformer en profondeur un système obsolète, miné par des idées aussi rétrogrades que dangereuses. Qu'on supprime des matières superflues comme la philosophie ou les sciences islamiques dans le bac filière sciences ou mathématiques et qu'on s'en tienne à l'essentiel. Alors qu'à l'étranger, dans les pays scandinaves qu'on ne peut accuser de faire dans le populisme, on réfléchit de plus en plus à alléger les programmes scolaires dès le primaire, en Algérie on trouve encore le moyen d'alourdir les cartables des élèves. A quand un chiropracteur à la tête de l'Education nationale ?